

2011

RÉSULTATS ANNUELS



Résultats annuels 2011

SOMMAIRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

1 Activité automobile	2
2 Examen de la situation financière et du résultat	4
3 Trésorerie et capitaux propres	12

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2011

Comptes de résultats consolidés	18
Etats consolidés des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	20
Bilans consolidés	22
Tableaux de flux de trésorerie consolidés	24
Variations des capitaux propres consolidés	26
Notes aux états financiers consolidés	27

1- ACTIVITÉ AUTOMOBILE

1.1. Les faits marquants de l'activité automobile

En 2011, l'activité automobile a été marquée par :

- des ventes de véhicules et éléments détachés du Groupe à 3 549 000 unités¹, (- 1,5%),
- une forte progression de la part des ventes hors d'Europe² à 42% des ventes totales,
- une progression de la part des véhicules Premium à 18% avec pour Citroën le succès de la ligne DS et pour Peugeot de 3008, 508 et RCZ,
- une poursuite de la baisse des émissions moyennes des véhicules à 127,9 g CO₂/km contre 132 g en 2010.

En 2011, le marché automobile mondial a enregistré une progression de 3%. Cette croissance a été tirée par le dynamisme des marchés des pays émergents : Amérique latine (+ 8 %), Russie (+ 39 %) et Chine VP (de l'ordre de + 3 %).

En Europe, marqué par un environnement de crise et de mesures de rigueur depuis l'été, le marché a enregistré une baisse de 0,5% avec des évolutions très contrastées : Allemagne : +9,4%, France : - 1,3%, Royaume-Uni : -2,4%, Espagne : -16,9%, Italie : -10,5%, PECO : -1,9%.

Depuis septembre, la pression sur les prix s'est fortement accentuée.

Dans ce contexte, PSA Peugeot Citroën, très présent en Europe, et en particulier en Espagne, Italie et Royaume-Uni a vu ses ventes mondiales reculer de 1,5%. En Europe, les ventes du Groupe ont baissé de 6,1% tandis qu'elles ont progressé en Amérique latine de 10,7%, en Chine de 7,7% et en Russie de 34,8%. Ainsi, les ventes hors d'Europe ont représenté 42% du total contre 39% en 2010.

1.2. Nos marchés

L'information relative aux parts de marchés est issue des statistiques de L'association Auxiliaire de l'Automobile pour les pays d'Europe occidentale, et de divers organismes locaux pour les pays en dehors d'Europe occidentale.

Un mix marché défavorable en Europe

Dans un marché européen en baisse de 0,5% en 2011 (VP : - 1,4%, VUL : + 7%), les immatriculations du Groupe sont en baisse de 6,8%, à 2 045 000 unités. La part de marché du Groupe recule de 0,9 point par rapport à 2010 et s'établit à 13,3%. Le recul du segment B explique essentiellement cette baisse, la Peugeot 207, en fin de vie, ayant été très concurrencée. Elle sera remplacée par la 208 en 2012. Malgré ces vents contraires, le Groupe a montré sa capacité de résistance dans les segments supérieurs. Ainsi, la part de marché du Groupe reste stable dans le segment C grâce aux bons résultats de la nouvelle Citroën C4 et progresse dans les segments D et E grâce au lancement réussi de la Peugeot 508.

Forte progression de la part des ventes hors Europe à 42% des ventes totales

En 2011, les ventes hors d'Europe ont représenté 42% des ventes totales du Groupe, contre 39% en 2010 et 32% en 2009. En volume, les ventes de véhicules montés progressent de 10,8%. Cette forte progression confirme les ambitions de PSA Peugeot Citroën dans ses zones de développement prioritaires en Amérique latine, en Chine et en Russie. Elle témoigne de l'ambition du Groupe de devenir plus global.

Amérique latine : la barre symbolique des 300 000 ventes est dépassée

En dépit de la forte décélération du marché brésilien au deuxième semestre, le marché automobile latino-américain a enregistré une progression de 8% en 2011, tiré notamment par les ventes BtoB. (Brésil : +3 % - Argentine : + 29%). Dans ce contexte, les ventes du Groupe ont dépassé pour la première fois les 300 000 unités, totalisant 326 000 véhicules, en progression de 10,7%. La part de marché passe de 5,4% à 5,5%. Les lancements de deux nouvelles voitures produites localement, la Peugeot 408 et la Citroën C3 Picasso, ont sensiblement contribué à ce résultat et réaffirment l'ambition du Groupe de se développer dans la région.

¹ Véhicules et Eléments détachés

² Europe : UE + AELE + Croatie

Chine : la stratégie de développement se concrétise avec plus de 400 000 véhicules vendus

Après plusieurs années de croissance très rapide, le marché VP chinois semble avoir trouvé en 2011 son allure de croisière avec une progression de 3,3%. Le Groupe a su accompagner la croissance du marché en lançant en 2011 deux nouveaux modèles, la Peugeot 508 et la Peugeot 308. Avec le précédent lancement de la Citroën C5, ces deux voitures complètent l'offre produit des deux marques sur le marché chinois, notamment dans les segments C et D. Soutenu parallèlement par le développement des réseaux de distribution, PSA Peugeot Citroën a vendu au total 404 000 véhicules en Chine en 2011. La part de marché s'est établie à 3,4%.

A fin 2011, le Groupe dispose d'un réseau plus dense : 284 concessions et 220 agents de distribution pour Peugeot, soit 504 points de vente, et 360 concessions et 500 agents pour Citroën, soit 860 points de vente.

Russie : la montée en puissance se confirme

En 2011, le marché russe a poursuivi sa forte croissance, atteignant 2,66 millions de véhicules, soit + 39%. Il s'agit d'une croissance structurelle, qui perdure malgré l'arrêt de la prime à la casse en juillet. Avec 75 000 véhicules vendus, PSA Peugeot Citroën a maintenu une croissance en ligne avec le marché (+ 35%). Le Groupe a réalisé une part de marché de 2,7%. Les ventes ont été soutenues par le lancement de la nouvelle Citroën C4 et de la nouvelle Peugeot 308 restylée, toutes deux assemblées dans l'usine de Kaluga. Le développement du réseau de distribution s'est poursuivi : les 141 points de vente des deux marques couvrent désormais 90% du territoire.

1.3. Nos modèles de véhicules

Une stratégie de montée en gamme : augmentation de la part des ventes de véhicules Premium³

La stratégie du Groupe vise à accroître la valeur des marques Peugeot et Citroën en renforçant leur montée en gamme. En 2011, cette montée en gamme s'est confirmée avec une nouvelle progression de la part des ventes de véhicules Premium qui s'établit à 18% contre 13% en 2010.

La commercialisation de la Peugeot 508 et de la Citroën DS4, qui est venue compléter avec succès la ligne DS, sont des exemples qui illustrent cette stratégie.

Une stratégie de réduction des émissions de CO₂

En 2011, les avancées technologiques réalisées par le Groupe ont permis de maintenir son leadership environnemental. Le Groupe reste leader européen en 2011 sur le segment des véhicules émettant moins de 110g de CO₂/km avec une part de marché de 23,8%. PSA Peugeot Citroën a également réduit les émissions moyennes de CO₂ de ses véhicules neufs à 127,9 g par km, contre 132 g en 2010.

Ce gain de 4,1 g de CO₂ par km valide la pertinence de la stratégie environnementale du Groupe, qui s'appuie sur 3 piliers complémentaires :

- l'optimisation des motorisations thermiques (essence et diesel),
- le développement des technologies micro-hybride (généralisation du Stop&Start), hybride et hybride rechargeable,
- la commercialisation de véhicules électriques (Peugeot iOn et Citroën C-ZERO lancés en décembre 2010).

La technologie HYbrid4 a reçu en Novembre 2011 le prix Environnement dans le cadre du « Goldenes Lenkrad » en Allemagne

³ Les véhicules Premium offrent un niveau de prestations automobiles référent dans leur segment (plaisir de conduite, sécurité, qualité de finition, connectivité, confort,...) et regroupent les modèles distinctifs des segments A, B et C (Peugeot 207CC, 308CC, RCZ, 3008 et Citroën DS3, DS4) et les modèles des segments D et E (Peugeot 508, 407, 4007 et Citroën C5, C6, DS5 et C-CROSSER).

2- Examen de la situation financière et du résultat

2.1. Situation financière et du résultat

Les comptes consolidés du groupe PSA Peugeot Citroën sont présentés au titre des deux exercices 2011 et 2010. L'exercice 2009 est consultable dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 avril 2011, sous le numéro D.11-0353.

Cette section doit être lue conjointement avec les Notes aux États financiers des comptes consolidés au 31 décembre 2011.

Les principes comptables sont explicités dans la *Note 1 – Principes comptables* figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2011.

2.2. Activité et résultat du Groupe pour l'exercice 2010 et l'exercice 2011

2.2.1. Chiffre d'affaires du Groupe

Le Groupe est géré en cinq secteurs principaux :

- la division Automobile qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires de marque Peugeot et de marque Citroën ;
- la division Equipement automobile, constituée du groupe Faurecia spécialisé dans les métiers des systèmes d'intérieur, des sièges d'automobile, d'extérieurs d'automobile et des technologies de contrôle des émissions ;
- la division Transport et logistique, constituée du groupe Gefco spécialisé dans la logistique et le transport de véhicules et de marchandises ;
- la division activités de Financement, qui correspond au groupe Banque PSA Finance, assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot et Citroën ainsi que celui de leurs réseaux de distribution ;
- les autres activités du Groupe incluent notamment celles de la société Peugeot S.A., tête de groupe, et de Peugeot Motocycles.

Le tableau ci-après indique le chiffre d'affaires consolidé par activité pour les exercices 2011 et 2010.

(en millions d'euros)	2011	2010	%
Automobile	42 710	41 405	+3,2%
Faurecia	16 190	13 796	+ 17,4%
Gefco	3 782	3 351	+ 12,9%
Banque PSA Finance	1 902	1 852	+ 2,7%
Éliminations inter-activités et autres activités	(4 672)	(4 343)	-
TOTAL	59 912	56 061	+6,9%

Le chiffre d'affaires Groupe n'inclut pas celui de notre société chinoise Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA), entreprise détenue à 50/50, qui est mise en équivalence dans les comptes du Groupe.

Sur l'ensemble de l'année 2011, le chiffre d'affaires du groupe PSA Peugeot Citroën est en hausse de 6,9% à 59 912 millions d'euros par rapport à 56 061 millions d'euros en 2010. A périmètre comparable (y compris en 2011, Plastal Allemagne, Plastal Espagne, Madison et Mercurio), la hausse du chiffre d'affaires est de +6%.

L'ensemble des activités ont contribué positivement à la progression du chiffre d'affaires. Faurecia a augmenté son chiffre d'affaires de 2 394 millions, tandis que la division Automobile et Gefco ont respectivement augmenté leur chiffre d'affaires de 1 305 millions et 431 millions. Les performances de chaque activité sont commentées en section 2.2.3.

Le tableau ci-après indique le chiffre d'affaires consolidé et sa répartition relative par zone géographique de commercialisation à la clientèle.

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Chiffre d'affaires de PSA Peugeot Citroën	59 912	56 061

Contribution nette au chiffre d'affaires de PSA Peugeot Citroën

Zone Europe	73,2%	76,4%
Zone Russie	2,7%	1,8%
Zone Asie	4,8%	4,0%
Zone Amérique Latine	9,1%	8,5%
Reste du monde	10,2%	9,3%
TOTAL	100 %	100 %

Pour plus de détails, veuillez vous reporter à la Note « 3.2 – Zones géographiques » figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2011.

2.2.2. Résultat opérationnel courant du Groupe

Le tableau ci-après indique le résultat opérationnel courant par activité pour les exercices 2011 et 2010.

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Automobile	(92)	621
Faurecia	651	456
Gefco	223	198
Banque PSA Finance	532	507
Éliminations inter-activités et autres activités	1	14
TOTAL	1 315	1 796

Le résultat opérationnel courant du Groupe pour 2011 s'établit à 1 315 millions d'euros, représentant + 2,2% du chiffre d'affaires, à comparer à 1 796 millions d'euros pour 2010. Cette baisse s'explique par la dégradation des performances de l'activité automobile, les autres activités du Groupe ayant chacune des contributions supérieures à celle de l'année dernière.

Confrontée depuis la fin du premier semestre à une détérioration importante de son environnement, la division Automobile a enregistré une perte opérationnelle de -92 millions d'euros malgré un premier semestre positif qui s'était élevé à +405 millions d'euros.

2.2.3. Analyse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant par division

2.2.3.1. Activité automobile

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Chiffre d'affaires	42 710	41 405
Résultat opérationnel courant	(92)	621
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>-0,2%</i>	<i>1,5%</i>

Chiffre d'affaires

En 2011, le marché automobile mondial a enregistré une progression de 3%. Cette croissance a été tirée par le dynamisme des marchés des pays émergents : Amérique latine (+8%), Russie (+39%) et Chine VP de l'ordre de +3%.

En Europe, marqué par un environnement de crise et de mesures de rigueur depuis l'été, le marché a enregistré une baisse de 0,5% mais avec des évolutions très contrastées : Allemagne : +9,4%, France : -1,3%, Royaume-Uni : -2,4%, Espagne : -16,9%, Italie : -10,5%, PECO : -1,9%.

Dans ce contexte, le Groupe, très présent en Europe, et en particulier en Espagne, Italie et Royaume-Uni a vu ses ventes mondiales reculer de 1,5%.

En Europe, les ventes du Groupe ont baissé de 6,1% tandis qu'elles ont progressé hors d'Europe. Ces dernières ont ainsi représenté 42% du total contre 39% en 2010.

Le chiffre d'affaires de l'automobile, à 42 710 millions d'euros, est en hausse de 3,2 % par rapport à 2010. Le chiffre d'affaires véhicules neufs, à 31 677 millions d'euros contre 30 790 millions d'euros en 2010, progresse de 2,9 % grâce à un mix produit positif (+6,5%). Les volumes de ventes de véhicules montés hors Chine (l'activité Chine étant consolidée par mise en équivalence) sont en retrait de 2,2%.

Le chiffre d'affaires 2011 a également été impacté par un environnement prix difficile (-0,4% sur l'année) surtout présent sur le segment B très concurrentiel. Compte tenu de l'intensification des pressions sur les prix depuis le mois de septembre, le Groupe a cependant préféré donner la priorité aux prix plutôt qu'aux volumes.

Enfin, le chiffre d'affaires 2011 a subi un effet change défavorable de -0,6% dû essentiellement au renchérissement de l'euro face au peso argentin, à la livre anglaise, à la livre turque et également face au rouble.

La part de marché du Groupe a baissé de 0,9 point en Europe en s'établissant à 13,3% contre 14,2% en 2010. Le recul de notre performance dans le segment B explique en grande partie cette baisse, la Peugeot 207, en fin de vie, ayant été très concurrencée.

Les ventes du Groupe ont continué de progresser hors d'Europe et ont permis de limiter le recul global des ventes.

- En Amérique latine, en dépit de la forte décélération du marché brésilien au deuxième semestre, le marché automobile latino-américain a enregistré une progression de 8% en 2011, tiré notamment par les ventes BtoB. (Brésil : +3% - Argentine : +29%). Dans ce contexte, les ventes du Groupe se sont élevées à 326 000 véhicules, en progression de 10,9%. La part de marché passe de 5,4% à 5,5%. Les lancements de deux nouvelles voitures produites localement, la Peugeot 408 et la Citroën C3 Picasso, ont sensiblement contribué à ce résultat et réaffirment l'ambition du Groupe de se développer dans la région.
- Après plusieurs années de croissance très rapide, le marché chinois des véhicules particuliers a progressé de 3,3%. Le Groupe a su accompagner la croissance du marché en lançant en 2011 deux nouveaux modèles, la Peugeot 508 et la Peugeot 308. Avec le précédent lancement de la Citroën C5, ces deux voitures complètent l'offre produit des deux marques sur le marché chinois, notamment dans les segments C et D. Soutenu parallèlement par le développement des réseaux de distribution, le Groupe PSA a vendu au total 404 000 véhicules en Chine en 2011. La part de marché s'est établie à 3,4%.
- En 2011, le marché russe a poursuivi sa forte croissance, atteignant 2,66 millions de véhicules, soit +39%. Il s'agit d'une croissance structurelle, qui perdure malgré l'arrêt de la prime à la casse en juillet. Avec 75 000 véhicules vendus, PSA Peugeot Citroën a maintenu une croissance en ligne avec le marché (+35%). Le Groupe a réalisé une part de marché de 2,7%. Les ventes ont été soutenues par le lancement de la nouvelle Citroën C4 et de la nouvelle Peugeot 308 restylée, toutes deux assemblées dans l'usine de Kaluga.

Dans cet environnement, le Groupe a maintenu un rythme soutenu de lancements de nouveaux modèles et a poursuivi sa stratégie de montée en gamme. Ainsi en 2011, cette montée en gamme s'est confirmée avec une nouvelle progression de la part des ventes de véhicules Premium qui s'est établie à 18% contre 13% en 2010. La commercialisation de la Peugeot 508 et de la Citroën DS4, qui est venue compléter avec succès la ligne DS, sont des exemples qui illustrent cette stratégie.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant automobile s'élève à -92 millions d'euros en 2011 représentant -0,2% du chiffre d'affaires. Il est en dessous de celui de 2010 (+621 millions d'euros et 1,5% du chiffre d'affaires). Ce recul est principalement lié à un environnement défavorable qui a eu un effet négatif de (1 044) millions d'euros partiellement compensé par la performance Groupe qui a permis de dégager 331 millions d'euros de résultats sur l'exercice.

Les facteurs ayant contribué à la variation du résultat opérationnel courant de la division Automobile sont les suivants :

Environnement économique

L'évolution de l'environnement économique a eu un impact négatif de 1 044 millions d'euros sur le résultat opérationnel courant. La hausse des marchés a généré un effet positif de 37 millions d'euros sur le résultat qui a été compensé par les éléments suivants :

- la catastrophe survenue à Fukushima au Japon le 11 mars 2011 a affecté la production de véhicules diesel du Groupe du fait de ruptures d'approvisionnement de certains composants électroniques et également une pénurie de livraison de boîtes automatiques. L'impact défavorable sur l'année s'est élevé à 250 millions d'euros.
- L'évolution des coûts externes a eu un impact négatif de 743 millions d'euros. Elle a été principalement impactée par la hausse des matières premières pour 579 millions d'euros et des rémunérations pour 83 millions d'euros.
- L'effet change a également eu un effet négatif pour 88 millions d'euros dû principalement à l'appréciation de l'euro par rapport au peso argentin pour 63 millions d'euros, à la livre anglaise pour 21 millions d'euros et également par rapport à la livre turque et le rouble.

Performance de la Division Automobile

La performance de l'activité Automobile a permis de dégager une contribution positive de 331 millions d'euros sur l'exercice.

- La performance commerciale a eu un impact négatif de 204 millions d'euros, accompagnée de la baisse des parts de marché du Groupe en Europe de 0,9 point. La forte amélioration du mix produits (+678 millions d'euros) portée par les derniers lancements (Peugeot 508, Citroën DS 4) a permis de plus que compenser l'effet prix négatif de 506 millions d'euros. Ce dernier reflète l'intense guerre des prix intervenue sur le deuxième semestre, notamment sur le segment B et également l'ensemble des enrichissements apportés aux produits
- Le Groupe a accentué ses efforts pour réduire ses coûts. Les économies réalisées sur la production et les achats se sont élevées à 557 millions d'euros. Elles sont liées à une amélioration de l'efficacité des achats, à la réduction des amortissements et également à des économies techniques. Celles-ci ont cependant été amputées par les perturbations liées à la rupture d'approvisionnement de notre fournisseur de vis Agrati.
- Les frais généraux, de structure et de garantie ainsi que les frais de R&D ont respectivement augmenté de 50 millions et de 165 millions d'euros sur la période traduisant les efforts du Groupe sur son internationalisation et la montée en gamme de ses véhicules.
- Enfin, les autres effets sont positifs de 21 millions d'euros.

2.2.3.2. Faurecia

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Chiffre d'affaires	16 190	13 796
Résultat opérationnel courant	651	456
% du chiffre d'affaires	+4,0%	+3,3%

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de Faurecia s'élève en 2011 à 16 190 millions d'euros à comparer à 13 796 millions d'euros, en hausse de 17,4%.

- Les ventes de produits (pièces et composants livrés aux constructeurs) ont atteint 12 391 millions d'euros en hausse de 15,8% ou 12,9% à périmètre constant (les données 2010 retraitées incluent Plastal Allemagne pour l'année pleine, les données 2011 retraitées excluent Plastal Espagne pour janvier-septembre, Angell-Demmel et l'usine de Madison pour l'année pleine et s'entendent à taux de change constant).
- Les ventes de monolithes, contenus dans les catalyseurs des systèmes d'échappement, enregistrent une augmentation de 23,9% (25,4% à périmètre constant) à 2 687 millions d'euros.
- Les ventes de développement, d'outillage et de prototypes ont augmenté de 19,3% (16,0% à périmètre constant) à 1 112 millions d'euros.
- Le chiffre d'affaires total a atteint 16 190 millions d'euros en 2011, affichant ainsi une hausse de 17,4% (15,0% à périmètre constant).

Forte croissance dans l'ensemble des régions

Par zones géographiques, les ventes de produits de l'exercice 2011 se répartissent comme suit :

- En Europe, les ventes de produits – qui ont progressé plus que le marché – ont gagné 11,0% (6,2% à périmètre constant) à 7 815 millions d'euros. En 2011, 63% des ventes ont été réalisées en Europe, contre 66% en 2010. Cette performance a été réalisée alors que la production de véhicules en Europe a progressé de 5% durant l'exercice 2011.
- En Amérique du Nord, les ventes de produits affichent une hausse de 32,6% (à taux de change et périmètre constants) à 2 579 millions d'euros. En 2011, la région a contribué aux ventes de produits à hauteur de 20,8% (contre 18% en 2010). En 2010, Faurecia était classé neuvième équipementier en Amérique du Nord, une position que le Groupe veut porter au cinquième rang à moyen terme.
- En Asie, les ventes de produits ont crû de 15,4% (16,1% à périmètre constant) à 1 117 millions d'euros. Les ventes de produits réalisées en Chine ont progressé de 11,6% (11,8% à périmètre constant) à 881 millions d'euros. Les ventes de produits en Corée du Sud sont en hausse de 35% en 2011 (à 163 millions d'euros). L'Asie a ainsi contribué à hauteur de 9% aux ventes de produits de Faurecia en 2011.
- En Amérique du Sud, les ventes de produits ont progressé de 14,8% (17,2% à périmètre constant) à 639 millions d'euros, soit 5,2% des ventes de produits de 2011.

- Dans le reste du monde, les ventes de produits ont progressé de 30,9% (34,8% à périmètre constant) à 240,7 millions d'euros, soit 1,9% des ventes de produits en 2011.

Croissance soutenue de l'ensemble des activités

Par activité, les ventes de produits se répartissent comme suit :

Sièges d'Automobile : les ventes de produits atteignent 4 770 millions d'euros, en hausse de 8,3% à taux de change et périmètre constants. La progression sur le second semestre a été de 6,1% à données comparables.

Systèmes d'Intérieur : les ventes de produits s'élèvent à 3 075 millions d'euros, en hausse de 14,1% à taux de change et périmètre constants. Au second semestre, la hausse des ventes de produits s'est établie à 14,5% à données comparables.

Technologies de Contrôle des Emissions : les ventes de produits ont atteint 2 935 millions d'euros, en hausse de 20,7% à taux de change et périmètre constants. Au second semestre, les ventes de produits ont cru de 18,9% à données comparables.

Extérieurs d'Automobile : les ventes de produits s'établissent à 1 611 millions d'euros, en hausse de 10,9% à taux de change et périmètre constants. Sur le second semestre, la hausse est de 12,5% à données comparables.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de l'exercice 2011 est un profit de 651 millions d'euros représentant 4,0% du chiffre d'affaires affichant ainsi une progression de 43%, à comparer à un résultat opérationnel courant de 456 millions d'euros en 2010.

Au second semestre 2011, le résultat opérationnel courant est en hausse de 30% à 311 millions d'euros, représentant 3,9% du chiffre d'affaires total. A titre de comparaison, ce pourcentage était de 3,4% au second semestre 2010.

Le résultat opérationnel courant sur les ventes à valeur ajoutée (chiffre d'affaires total hors monolithes) s'est établi en 2011 à 4,7% (3,3% en 2010) pour le secteur des modules de l'intérieur, soit désormais un niveau équivalent à celui des autres modules (5,0% en 2011 et en 2010).

2.2.3.3. Gefco

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Chiffre d'affaires	3 782	3 351
Résultat opérationnel courant	223	198
% du chiffre d'affaires	5,9%	5,9%

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de Gefco s'est élevé en 2011 à 3 782 millions d'euros, en hausse de 12,9% par rapport à 2010. Les ventes de Gefco au groupe PSA Peugeot Citroën s'établissent à 2 331 millions d'euros, en hausse de 9,2%. Les prestations vendues aux clients hors groupe sont en augmentation de 19,2% et s'élèvent à 1 451 millions d'euros. L'acquisition, par Gefco, de 70% du capital du groupe Mercurio en mai 2011, a permis à Gefco d'accélérer son développement dans la logistique aval et son développement à l'international. Le chiffre d'affaires complémentaire apporté par Mercurio s'est élevé à 81 millions sur l'exercice 2011.

Résultat opérationnel courant

Gefco a confirmé la solidité de son modèle économique en 2011. Son résultat opérationnel courant augmente de 12,6% par rapport à 2010 et affiche une marge solide de 5,9% sur l'ensemble de l'année.

Au premier semestre, le résultat opérationnel courant de Gefco était de 143 millions d'euros, représentant 7,1% du chiffre d'affaires. Au second semestre, les effets saisonniers (activité traditionnellement plus faible aux mois d'août et décembre) ainsi qu'une production de véhicules en retrait ont pesé sur le résultat opérationnel courant qui s'est élevé à 80 millions d'euros soit 4,5% du chiffre d'affaires.

2.2.3.4. Banque PSA Finance

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Chiffre d'affaires	1 902	1 852
Produit net bancaire	1 032	1 000
Résultat opérationnel courant	532	507
% du chiffre d'affaires	28,0%	27,4%

Chiffre d'affaires

Malgré le contexte économique général, la pertinence et la robustesse du modèle économique de Banque PSA Finance permettent d'afficher des performances commerciales et financières solides.

Performances commerciales solides puisque Banque PSA Finance a accru sa part de marché dans le financement des ventes de véhicules neufs de marques Peugeot et Citroën, à 27,8%, confirmant ainsi son rôle de soutien actif aux ventes du constructeur. L'intégration de Banque PSA Finance dans le dispositif commercial des marques reste un élément essentiel de la politique commerciale de la Banque.

La production totale de financement à la clientèle finale a porté en 2011 sur 843 811 véhicules neufs et d'occasion, en retrait de 2,4% par rapport à 2010 dans un contexte de baisse des immatriculations sur le périmètre d'intervention de Banque PSA Finance.

En Europe, le nombre de contrats de financement de véhicules neufs consentis à la clientèle finale a diminué de 5,1%, à 537 921 contrats. Le taux de pénétration sur véhicules neufs est cependant en progression de 0,6 point.

Cette progression du taux de pénétration en Europe s'est effectuée dans un contexte de marché contrasté, avec des gains significatifs en Espagne (+7,5 points), Pays-Bas (+5,6 points), Italie (+4,1 points) ; mais des replis en France (-1,2 point), en Belgique (-2,3 points) et en Allemagne (-2,7 points).

La part hors Europe devient de plus en plus forte dans les résultats de Banque PSA Finance, avec le poids du Brésil, de l'Argentine et de la Russie. La partie hors Europe représente désormais 18% de l'activité de financement des véhicules neufs de Banque PSA Finance, contre 16% l'année dernière.

En montant, les nouveaux financements consentis à la clientèle finale en 2011 s'établissent à 8 790 millions d'euros, contre 8 627 millions d'euros en 2010, en progression de 1,9% grâce à l'effet positif du mix véhicule.

Les encours de crédit à la clientèle finale s'élèvent à 17 474 millions d'euros à fin décembre 2011, contre 17 400 millions d'euros à fin décembre 2010, en hausse de 0,4%. La part hors d'Europe est en progression de 18,1% à 1 362 millions d'euros.

L'encours de financement aux réseaux de distribution s'établit à fin décembre 2011 à 6 840 millions d'euros, à comparer à 6 011 millions d'euros à fin décembre 2010.

Au total, l'encours de crédit de Banque PSA Finance est en hausse de 3,9% pour s'établir à 24 314 millions d'euros au 31 décembre 2011, contre 23 411 millions d'euros à fin décembre 2010.

Le taux de pénétration de l'activité de prestations de services et assurances ressort en forte hausse, avec 1,61 contrat de services et assurances vendus par contrat de financement en 2011, contre 1,53 en 2010. Les assurances crédit et l'assurance automobile sont les produits qui progressent le plus.

Le chiffre d'affaires de Banque PSA Finance s'établit en 2011 à 1 902 millions d'euros, en progression de 2,7% par rapport à 2010 (1 852 millions d'euros).

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Encours de crédit par segment de clientèle (y compris encours titrisés)		
• Corporate Réseau	6 840	6 011
• Client Final (Retail & Corporate et assimilés)	17 474	17 400
TOTAL BANQUE SA FINANCE	24 314	23 411

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Encours de crédit (y compris encours titrisés)		
• France	8 868	8 410
• Europe hors France	13 473	13 379
• Reste du monde	1 973	1 622
TOTAL BANQUE PSA FINANCE	24 314	23 411
* <i>Hors réévaluation des portefeuilles de taux.</i>		

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de Banque PSA Finance s'élève à 532 millions d'euros, à comparer à 507 millions d'euros en 2010.

De 2010 à 2011 :

- le produit net bancaire progresse de 3,2 % à 1 032 millions d'euros contre 1 000 millions d'euros en 2010, et constitue un nouveau record pour la Banque. Cette hausse provient pour l'essentiel de la rentabilité des opérations de financement auprès de la clientèle finale, traduisant ainsi la qualité de la production récente de Banque PSA Finance ;
- le coût du risque s'établit à 115 millions d'euros, soit 0,49 % des encours nets moyens totaux, contre 0,56 % en 2010. Après une année 2010 marquée par l'ajustement des taux de dépréciation sur l'encours douteux Retail, notamment en Espagne, le coût du risque Retail est resté stable en 2011 à 107 millions d'euros, contre 108 millions d'euros en 2010. Cette stabilité démontre l'efficacité des actions conjuguées de sélection des risques et de recouvrement de Banque PSA Finance dans le contexte de crise. Sur les clients Corporate, le coût du risque s'établit à 8 millions d'euros en 2011 contre 21 millions d'euros en 2010.
- les charges générales d'exploitation et assimilées s'élèvent à 385 millions d'euros en 2011. Elles intègrent l'effet du développement des activités de Banque PSA Finance à l'international (Brésil, Russie et Malte), la poursuite des investissements dans les systèmes d'information de la banque, et la prise en compte d'une nouvelle taxe applicable aux établissements bancaires en France. Sur les autres postes de dépenses courantes, Banque PSA Finance est parvenue à compenser les évolutions défavorables par des économies et gains de productivité.

Pour une information plus détaillée sur Banque PSA Finance, veuillez vous reporter au Rapport annuel de Banque PSA Finance disponible sur le site www.banquepsafinance.com

2.3. Autres éléments du compte de résultat

2.3.1. Résultat opérationnel

Les charges opérationnelles non courantes s'établissent à 463 millions d'euros à comparer à une charge de 436 millions d'euros en 2010. Fin 2011, le Groupe a annoncé des plans d'action visant à contrer l'impact du ralentissement de l'activité automobile apparu au deuxième semestre.

Ainsi, en octobre 2011, le Groupe a présenté au Comité de Groupe Européen un plan de compétitivité de la Division Automobile concernant la France et l'Europe. Il prévoit des mesures de mobilités internes ainsi que des mesures d'accompagnement de départs volontaires, portant au total sur 1 900 personnes en France et 600 en Europe. Au 31 décembre 2011, une charge nette de 192 millions d'euros a été constatée à ce titre.

Les frais de rationalisation du groupe Faurecia s'élèvent à 56 millions d'euros en 2011 incluant des coûts de restructuration de 47 millions d'euros relatifs à 1 338 personnes, principalement en Amérique du Nord et en Europe.

Les autres charges correspondent essentiellement à l'exposition au risque de change des contrats de coopération en yen du Groupe.

Les produits opérationnels non courants s'établissent à 46 millions d'euros et sont essentiellement composés de résultats de cession de biens immobiliers.

Pour plus de détails, veuillez vous reporter à la Note 7 – « Produits et charges opérationnels non courants » figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2011.

Dans ce contexte, le résultat opérationnel s'établit à 898 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2011 par rapport à 1 736 millions d'euros en 2010.

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Automobile	(439)	563
Faurecia	593	420
Gefco	223	210
Banque PSA Finance	532	534
Autres activités et holding	(11)	9
TOTAL PSA PEUGEOT CITROËN	898	1 736

2.3.2. Résultat Financier

Le résultat financier, correspondant au solde des produits sur prêts, titres de placement et trésorerie, des charges de financement et des produits et charges à caractère financier, représente pour 2011 une charge de 334 millions d'euros, à comparer à une charge de 429 millions d'euros en 2010. Cette baisse s'explique principalement par une baisse des charges de financement dont le montant passe de 455 millions d'euros en 2010 à 331 millions d'euros en 2011. Cette baisse est notamment liée à une économie de frais financiers réalisée suite au remboursement intégral du prêt de l'État de 3 milliards d'euros contracté en mars 2009. Un premier remboursement anticipé était intervenu le 10 septembre 2010, les deux milliards restants ont été remboursés par anticipation le 25 février et le 26 avril 2011. Le remboursement de ce prêt n'a été que partiellement refinancé sur les marchés, à des coûts inférieurs à ceux du prêt de l'Etat.

Les produits sur prêts, titres de placement et trésorerie augmentent de 28 millions d'euros dus notamment à la meilleure rémunération moyenne des placements en 2011 (hausse de l'Eonia) et viennent ainsi compenser la hausse des charges à caractère financier qui passent de 289 millions d'euros en 2010 à 333 millions d'euros en 2011.

Pour plus de détails, veuillez vous reporter aux *Notes 8, 9 et 10* figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2011.

2.3.3. Impôts sur les résultats

Le montant de l'impôt courant ressort à 410 millions d'euros. Compte tenu d'un produit d'impôt différé de 457 millions d'euros, l'exercice 2011 dégage un produit net d'impôt de 47 millions d'euros contre une charge nette d'impôt de 255 millions d'euros pour l'exercice 2010.

Pour plus de détails, veuillez vous référer à la *Note 11 « Impôts sur les résultats »* dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2011.

2.3.4. Résultat net des sociétés mises en équivalence

Le résultat net des sociétés mises en équivalence pour l'exercice 2011 est un produit de 173 millions d'euros à comparer à un produit de 204 millions d'euros en 2010. Les sociétés mises en équivalence comprennent pour l'essentiel, d'une part, Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA), d'autre part, les coopérations avec d'autres constructeurs automobiles lorsqu'elles font l'objet d'une structure juridique spécifique, ce qui est le cas pour les coopérations avec Fiat, Toyota, BMW et Renault.

DPCA a vendu, en 2011, plus de 404 000 véhicules. Après une prise en compte des retraitements et écritures de consolidation, la contribution de DPCA aux résultats du Groupe est positive de 150 millions d'euros.

La contribution de Toyota Peugeot Citroën Automobiles au résultat du Groupe s'élève à 8 millions d'euros à comparer à 37 millions d'euros en 2010. La contribution des sociétés issues de la coopération avec Fiat a été négative de 3 millions d'euros, à comparer à une contribution négative de 10 millions d'euros en 2010, soutenue par une reprise du marché européen des véhicules utilitaires qui a progressé de 7% sur l'exercice.

Pour plus de détails sur le résultat net des sociétés mises en équivalence, veuillez vous référer à la *Note 15* dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2011.

2.3.5. Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé est un profit de 784 millions d'euros en 2011 contre 1 256 millions d'euros en 2010.

2.3.6. Résultat net consolidé – part du groupe

Le résultat net consolidé, part du Groupe, ressort à 588 millions d'euros en 2011 à comparer à 1 134 millions d'euros en 2010.

2.3.7. Résultat net par action

Par action, le résultat net, part du groupe, représente un profit de 2,64 euros, à comparer à 5,00 euros en 2010. Le résultat net, part du groupe dilué, représente un profit de 2,56 euros par action de 1 euro à comparer à 4,97 euros en 2010. Veuillez vous référer à la *Note 12* des États financiers consolidés au 31 décembre 2011.

2.4. Perspectives pour 2012

Pour 2012, le Groupe retient l'hypothèse d'un repli de l'ordre de 5% des marchés automobiles en Europe 30 et de l'ordre de 10% en France. Hors d'Europe, le Groupe s'attend à une croissance de l'ordre de 7% en Chine, de l'ordre de 6% en Amérique latine et de 5% en Russie.

En 2012, le Groupe a pour objectif un désendettement significatif, grâce à la contribution du plan de management du cash et du lancement des nouveaux modèles.

3- TRÉSORERIE ET CAPITAUX PROPRES

3.1. Capitaux propres de l'émetteur

À 14 494 millions d'euros au 31 décembre 2011, les capitaux propres du Groupe sont en hausse par rapport au niveau atteint à fin 2010 (14 303 millions d'euros), compte tenu principalement du résultat net positif consolidé de 784 millions d'euros dégagé par le Groupe compensant le versement de dividendes pour 292 millions d'euros et l'acquisition de titres d'autocontrôle pour un montant de 199 millions d'euros.

Le résultat net positif, part du groupe, s'élève à 588 millions d'euros.

Au 31 décembre 2011, le capital social se compose de 234 049 344 actions d'une valeur nominale d'un euro. Le différentiel par rapport au nombre d'actions en circulation à fin 2010 provient de la conversion de 119 OCEANE en actions. Le Groupe détient 17 187 450 titres d'autocontrôle, qui lui permettent de couvrir ses besoins au titre d'un futur contrat de liquidité, de la couverture de l'émission OCEANE de juin 2009, de plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites. Certaines actions, en surnombre, sont à affecter.

En 2011, le Groupe a racheté 10 000 000 actions (voir Note 26.5 des États financiers consolidés au 31 décembre 2011).

3.2 Position financière nette des activités industrielles et commerciales et ratio d'endettement net

Les passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales s'élèvent à 9 779 millions d'euros contre 11 472 millions d'euros au 31 décembre 2010 (voir la Note 29 des États financiers consolidés au 31 décembre 2011). Cette évolution s'explique principalement par le remboursement intégral anticipé en deux tranches de 1 milliard chacune du solde de 2 milliards d'euros du prêt de l'État français ainsi que par le remboursement du solde de 1 255 millions d'euros d'une obligation émise en 2001 et arrivée à échéance en septembre 2011 ; ces remboursements n'ayant été que partiellement refinancés sur les marchés par des émissions obligataires réalisées en janvier et septembre 2011 pour un total d'1 milliard d'euros. Les actifs financiers des activités industrielles et commerciales s'élèvent à 6 490 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 10 380 millions d'euros au 31 décembre 2010. La diminution du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » qui passe de 9 278 millions d'euros à fin 2010 à 5 190 millions d'euros au 31 décembre 2011 suite notamment au refinancement partiel des remboursements effectués en 2011 explique cette baisse.

La position financière nette des activités industrielles et commerciales s'élève ainsi au 31 décembre 2011 à -3 359 millions d'euros, à comparer à -1 236 millions d'euros à fin 2010 (voir Note 36.1. des Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2011).

Cette évolution s'explique par la génération d'un cash-flow libre⁴ 2011 négatif à hauteur de 1 646 millions d'euros à comparer à un excédent de cash flow de 1 110 millions d'euros en 2010. La marge brute d'autofinancement de 2011 s'élève à 2 596 millions d'euros et est en recul par rapport à celle 2010 (3 257 millions d'euros). Elle n'a pas atteint un niveau suffisant pour couvrir d'une part, l'effort très soutenu du Groupe en investissements et en dépenses de développement capitalisées qui s'élèvent à 3 713 millions d'euros sur la période, et d'autre part, l'évolution négative du besoin en fonds de roulement (-684 millions d'euros), impacté principalement par la hausse des stocks.

L'endettement net du Groupe a également été impacté par la distribution de dividendes à hauteur de 287 millions d'euros dont 250 millions reflètent le paiement aux actionnaires de Peugeot S.A. d'un dividende unitaire de 1,1 euro par action et par le rachat de dix millions de titres d'autocontrôle à un cours moyen de 19,92 euro entre le 12 août et le 2 septembre 2011.

Le ratio d'endettement net à la fin 2011 se situe à 23 % contre 9 % à fin 2010.

La cession des activités de location intervenue le 1^{er} février 2012 apportera de l'ordre de 440 millions d'euros au Groupe. Si elle avait été constatée au 31 décembre 2011, la position financière se serait élevée à -2 919 millions d'euros conduisant à un ratio d'endettement proforma de 20%.

3.3. Sources et montant des flux de trésorerie consolidés et description de ces flux

3.3.1. Flux de trésorerie consolidés

Pour une information détaillée, veuillez vous référer au tableau de Flux de trésorerie consolidés dans les États financiers consolidés au 31 décembre 2011.

3.3.2. Flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales pour 2011 et 2010 :

(en millions d'euros)	Activités industrielles et commerciales	
	2011	2010
Résultat net consolidé	430	862
Marge brute d'autofinancement	2 596	3 257
Variation des actifs et passifs d'exploitation	(684)	517
Flux liés à l'exploitation	1 912	3 774
Flux liés aux investissements	(3 713)	(2 804)
Flux des opérations financières	(2 691)	375
Mouvements de conversion	3	91
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(4 489)	1 436
Trésorerie nette d'ouverture	9 253	7 817
Trésorerie nette de clôture	4 764	9 253

Flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales

La marge brute d'autofinancement des activités industrielles et commerciales s'établit à 2 596 millions d'euros en 2011 contre 3 257 millions d'euros en 2010. Elle représente 4,5% du chiffre d'affaires des sociétés industrielles et commerciales, contre 6% l'année dernière. La génération de marge brute d'autofinancement a été amputée par le recul de la performance de la division automobile en 2011. Voir paragraphe 2.2.3.1 de ce rapport.

L'évolution des actifs et passifs d'exploitation a également contribué négativement à l'évolution des flux d'exploitation. La variation du besoin en fonds de roulement s'élève à -684 millions d'euros et s'explique principalement par la hausse des stocks pour 661 millions d'euros. Ces derniers ont été impactés par les derniers lancements de véhicules neufs, par la hausse du nombre de véhicules d'occasion et également par l'augmentation de la valeur unitaire des stocks.

En conséquence, les flux liés à l'exploitation des activités industrielles et commerciales présentent un solde positif de 1 912 millions d'euros, contre 3 774 millions d'euros en 2010.

⁴ Cash flow libre des sociétés industrielles et commerciales : les dividendes reçus de Banque PSA Finance sont depuis 2010 inclus dans le « Cash Flow Libre ». Celui-ci est égal à : flux liés à l'exploitation – flux liés aux investissements + dividende net reçu des sociétés du Groupe.

Le tableau ci-dessous illustre les niveaux de stock de voitures neuves du Groupe et du réseau indépendant :

<i>(en milliers d'unités)</i>	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Groupe	234	222	234
Réseau indépendant	259	223	206
TOTAL	493	445	440

Le niveau de stock à fin 2011 s'élève à 493 000 véhicules neufs, représentant ainsi un ratio de 69 jours d'écoulement⁵. Les stocks ont été impactés par les stocks constitués dans le réseau pour la vente de véhicules récemment lancés (Citroën DS5, Peugeot 3008 Hyb4), par la constitution de stocks supplémentaires en Amérique Latine afin de faire face à la fermeture prolongée de l'usine de Porto Real (travaux d'extension de capacités), par les perturbations de la production intervenue suite aux ruptures d'approvisionnement auprès de notre fournisseur de vis Agrati et enfin par des niveaux de ventes plus faibles que prévus au quatrième trimestre 2011.

Flux d'investissement des activités industrielles et commerciales

Les flux liés aux investissements des activités industrielles et commerciales s'établissent en 2011 à 3 713 millions d'euros, à comparer à 2 804 millions d'euros en 2010. Le Groupe a ainsi accru son niveau d'investissements d'environ 900 millions d'euros, dont 300 millions au titre de Faurecia. Les dépenses de développement capitalisées s'établissent à 1 227 millions d'euros contre 1 097 millions d'euros en 2010 (voir la Note 6 des États financiers consolidés au 31 décembre 2011).

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Automobile	2 904	2 378
Faurecia	681	382
Gefco	77	32
Autres activités	69	12
TOTAL	3 713	2 804

Le tableau ci-dessous détaille les dépenses de développement capitalisées :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Automobile	1 058	963
Faurecia	179	154
Eliminations	(10)	(20)
TOTAL	1 227	1 097

Flux des opérations financières des activités industrielles et commerciales

Les flux liés aux opérations financières des activités industrielles et commerciales s'établissent à -2 691 millions d'euros contre +375 millions d'euros en 2010. La variation des autres actifs et passifs financiers s'élève à -2 361 millions d'euros et intègre notamment le remboursement total anticipé du prêt accordé par l'Etat français en mars 2009 intervenu en deux tranches de 1 milliard chacune les 25 février et 26 avril 2011 ainsi que le remboursement du solde de 1 255 millions d'euros d'une obligation émise en 2001 arrivée à échéance en septembre 2011. En 2011, le Groupe a procédé à des émissions obligataires en janvier et septembre 2011 pour un total d'1 milliard d'euros. L'acquisition de titres d'autocontrôle, pour 199 millions d'euros et le paiement de dividendes pour 287 millions d'euros viennent également impacter le flux des opérations financières de l'exercice.

Trésorerie nette de clôture des activités industrielles et commerciales

Compte tenu des flux d'exploitation, des flux d'investissements et des flux des opérations financières ci-dessus détaillés et après prise en compte de mouvements de conversion pour 3 millions d'euros, la trésorerie nette de clôture s'élève à 4 764 millions d'euros, contre 9 253 millions d'euros en 2010.

⁵ Ratio d'écoulement ratio au 31 décembre, calculé sur la base des ventes prévisionnelles des 3 prochains mois.

3.3.3. Trésorerie nette de clôture des activités de financement

Banque PSA Finance a enregistré une variation de la trésorerie liée aux flux d'exploitation de +17 millions d'euros en 2011, contre +157 millions d'euros en 2010.

A fin 2011, la trésorerie de Banque PSA Finance s'établit à 1154 millions d'euros (voir la Note 33.1 des États financiers consolidés au 31 décembre 2011).

3.4. Financement et ressources de liquidité

3.4.1. Activités industrielles et commerciales

Compte tenu de l'environnement économique actuel, afin de répondre aux besoins généraux du Groupe et notamment de financer ses projets de développements existants ou futurs, le Groupe a poursuivi une politique de refinancement proactive et une politique de gestion prudente des liquidités. Ces opérations lui ont permis d'anticiper les échéances de refinancement de 2011 dans des conditions favorables, en rallongeant la maturité de sa dette et en renforçant ainsi la solidité de son bilan. Elles ont aussi permis d'abaisser les charges de financement du Groupe en 2011 par rapport à 2010.

Dans ce contexte, le Groupe a effectué plusieurs opérations de refinancement au cours de l'exercice :

- Le 20 janvier 2011, le Groupe a abondé les deux émissions obligataires d'octobre 2010 qui s'élevaient à 500 millions d'euros chacune. Ainsi, l'émission obligataire à maturité octobre 2013 a été augmentée de 350 millions d'euros et celle à maturité octobre 2016 de 150 millions d'euros. Les rendements offerts sont respectivement inférieurs de l'ordre de 40 et 30 points de base par rapport aux rendements des émissions initiales.
- Peugeot S.A. avait conclu en mars 2009 avec l'Etat un prêt d'une durée de 5 ans d'un montant total de 3 milliards d'euros. Début 2011, le Directoire a pris la décision de rembourser intégralement en deux tranches de 1 milliard chacune, le solde de 2 milliards d'euros du capital restant dû classé en "Autres emprunts d'origine long terme". Les remboursements sont intervenus respectivement au 25 février et au 26 avril 2011. L'amortissement anticipé du capital dégage sur la période un produit financier de 69 millions d'euros qui correspond à la différence entre le montant effectivement remboursé par anticipation et le montant de l'emprunt valorisé dans les comptes à la date de décision de remboursement.
- Le 27 septembre 2011, Peugeot S.A. a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à échéance mars 2016 avec un coupon de 6,875%.
- A cette même date, PSA Peugeot Citroën a procédé au remboursement à échéance des 1 255 millions d'euros de la valeur nominale résiduelle de l'emprunt obligataire émis en 2001. Compte tenu des primes de remboursement, des intérêts courus et des swaps pris en couverture, le paiement s'est élevé à 1 268 millions d'euros.
- Le 27 octobre 2011, Peugeot Citroën Automobiles S.A. a remboursé le prêt Banque Européenne d'Investissement d'un montant de 125 millions d'euros signé le 17 octobre 2006.
- Le 3 novembre 2011, Faurecia a émis un emprunt obligataire de 350 millions d'euros à échéance décembre 2016 avec un coupon de 9,375%.
- Le 16 novembre 2011, Peugeot Citroën Automobiles S.A. a signé avec la BEI un contrat de 125 millions d'euros amortissable par annuité constante entre décembre 2013 et décembre 2017.
- En décembre 2011, Faurecia a négocié un nouveau crédit bancaire syndiqué de 1 150 millions d'euros. Cette facilité est répartie en une tranche de 690 millions d'euros à échéance novembre 2014 avec une possibilité d'allonger la maturité de deux ans et d'une tranche de 460 millions d'euros à échéance novembre 2016. Cette opération a permis le remboursement du précédent crédit bancaire syndiqué.

Par ailleurs le Groupe dispose de lignes de crédit confirmées non tirées qui s'élèvent au 31 décembre 2011, à 2 400 millions d'euros pour Peugeot S.A. et à 660 millions d'euros pour Faurecia. La maturité de la ligne de crédit de 2 400 millions d'euros, initialement à juillet 2013, a été repoussée d'un an à juillet 2014.

3.4.2. Banque PSA Finance

Le financement de Banque PSA Finance était assuré au 31 décembre 2011 à 19% par des crédits bancaires tirés, 59% sur les marchés de capitaux, 18 % par des titrisations placées dans les marchés et 4 % par des financements d'origine publique (SFEF, BCE...). Au 31 décembre 2010, ces proportions étaient, respectivement de 22%, 55%, 16% et 7%.

En 2011, Banque PSA Finance a renouvelé la majeure partie de l'enveloppe des lignes de crédit bancaires bilatérales tirées ou revolving arrivées à échéance. Ces renouvellements ont permis de consolider le niveau des ressources bancaires de Banque

PSA Finance. Les lignes tirées représentent 4 058 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 4 668 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Les encours de financement sur les marchés de capitaux à court et moyen terme ont progressé passant de 11 619 millions d'euros au 31 décembre 2010 à 12 926 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Les encours de marchés des capitaux à court terme, billets de trésorerie émis par Sofira, filiale de Banque PSA Finance, et certificats de dépôts émis par Banque PSA Finance s'établissent à 3 754 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 4 087 millions d'euros au 31 décembre 2010.

En 2011, Banque PSA Finance a profité de l'ouverture des marchés de capitaux à moyen terme en zone euro pour réaliser 3 émissions publiques pour un montant total de 2 400 millions d'euros avec une maturité moyenne supérieure à 4 ans. En avril 2011, Banque PSA Finance a réalisé sa première émission obligataire sur le marché américain, qui a permis de lever 1 250 millions de dollars. Ces opérations ont permis d'augmenter l'encours d'EMTN et BMTN de plus 1,6 milliard d'euros à 9 172 millions d'euros, de rallonger la maturité des financements, et de tirer partie de spreads à l'émission plus favorables.

Deux nouvelles opérations de titrisation a été mise en place en 2011, sur des créances françaises et allemandes. L'encours des titrisations est passé de 3 381 millions d'euros au 31 décembre 2010 à 3 963 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Sécurité de la liquidité

Banque PSA Finance recherche constamment le compromis le plus juste entre la sécurité de sa liquidité, qui demeure la priorité, et une optimisation de ses coûts de refinancement.

La couverture de risque de liquidité à terme de la Banque PSA Finance reste solide. La part des financements tirés à durée initiale de douze mois et plus représente 80 % des financements au 31 décembre 2011 contre 71% au 31 décembre 2010.

Les refinancements sont mis en place avec des maturités qui couvrent largement les échéances du portefeuille de crédit à la clientèle finale.

Au 31 décembre 2011, l'excédent de liquidité représentait 724 millions d'euros. Au-delà des financements tirés, Banque PSA Finance dispose toujours de lignes de crédit non tirées qui s'élèvent à 7 955 millions d'euros dont 5 755 millions d'euros de crédits syndiqués.

Ces lignes de crédit syndiquées sont réparties en trois échéances, juin 2013, juin 2014 et décembre 2014 respectivement pour 1 755, 2 000 et 2 000 millions d'euros. Elles ont été conclues auprès de syndicats de banques, constitués d'établissements bancaires de tout premier plan. Ces lignes de back-ups syndiquées n'ont pas été tirées au 31 décembre 2011.

Au total, le dispositif en place permet d'assurer en permanence plus de six mois d'activité sans recours à des financements complémentaires.

Pour une information détaillée veuillez vous reporter au rapport annuel de Banque PSA Finance disponible sur le site www.banquepsafinance.com.

Comptes consolidés au 31 décembre 2011

Sommaire

Comptes de résultats consolidés	18
Etats consolidés des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres. .	20
Bilans consolidés	22
Tableaux de flux de trésorerie consolidés.	24
Variations des capitaux propres consolidés	26
Notes aux états financiers consolidés	27

Les comptes consolidés du groupe PSA Peugeot Citroën sont présentés au titre des deux exercices 2011 et 2010. L'exercice 2009 est consultable dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 avril 2010 sous le numéro D.10-0301.

COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	2011			Total
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	
Chiffre d'affaires (note 4)	58 329	1 902	(319)	59 912
Coûts des biens et services vendus	(49 018)	(985)	319	(49 684)
Frais généraux et commerciaux	(6 376)	(385)	-	(6 761)
Frais d'études, de recherche et de développement (note 6)	(2 152)	-	-	(2 152)
Résultat opérationnel courant	783	532	-	1 315
Produits opérationnels non courants (note 7)	46	-	-	46
Charges opérationnelles non courantes (note 7)	(463)	-	-	(463)
Résultat opérationnel	366	532	-	898
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie (note 8)	114	-	-	114
Charges de financement (note 9)	(331)	-	-	(331)
Produits à caractère financier (note 10)	214	2	-	216
Charges à caractère financier (note 10)	(330)	(3)	-	(333)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	33	531	-	564
Impôts courants	(192)	(218)	-	(410)
Impôts différés	419	38	-	457
Impôts sur les résultats (note 11)	227	(180)	-	47
Résultat net des sociétés mises en équivalence (note 15)	170	3	-	173
Résultat net consolidé	430	354	-	784
<i>Dont part du groupe</i>	238	345	5	588
<i>Dont part des minoritaires</i>	192	9	(5)	196

(en euros)

Résultat net - part du groupe - par action de 1 euro (note 12)	2.64
Résultat net - part du groupe - dilué par action de 1 euro (note 12)	2.56

<i>(en millions d'euros)</i>	2010			Total
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	
Chiffre d'affaires (note 4)	54 502	1 852	(293)	56 061
Coûts des biens et services vendus	(44 900)	(981)	293	(45 588)
Frais généraux et commerciaux	(6 238)	(364)	-	(6 602)
Frais d'études, de recherche et de développement (note 6)	(2 075)	-	-	(2 075)
Résultat opérationnel courant	1 289	507	-	1 796
Produits opérationnels non courants (note 7)	349	27	-	376
Charges opérationnelles non courantes (note 7)	(436)	-	-	(436)
Résultat opérationnel	1 202	534	-	1 736
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie (note 8)	86	-	-	86
Charges de financement (note 9)	(455)	-	-	(455)
Produits à caractère financier (note 10)	228	1	-	229
Charges à caractère financier (note 10)	(286)	(3)	-	(289)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	775	532	-	1 307
Impôts courants	(91)	(186)	-	(277)
Impôts différés	(24)	46	-	22
Impôts sur les résultats (note 11)	(115)	(140)	-	(255)
Résultat net des sociétés mises en équivalence (note 15)	202	2	-	204
Résultat net consolidé	862	394	-	1 256
<i>Dont part du groupe</i>	744	388	2	1 134
<i>Dont part des minoritaires</i>	118	6	(2)	122

(en euros)

Résultat net - part du groupe - par action de 1 euro (note 12)	5.00
Résultat net - part du groupe - dilué par action de 1 euro (note 12)	4.97

ETATS CONSOLIDÉS DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	2011		
	Avant impôt	Produit (charge) d'impôt	Après impôt
Résultat net consolidé	737	47	784
Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs	(128)	42	(86)
- dont évaluation reprise en résultat net	(34)	12	(22)
- dont évaluation directe par capitaux propres	(94)	30	(64)
Réévaluation à la juste valeur des titres "disponibles à la vente"	(68)	-	(68)
- dont évaluation reprise en résultat net	-	-	-
- dont évaluation directe par capitaux propres	(68)	-	(68)
Ecarts de change sur conversion des activités à l'étranger	10	-	10
Autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Produits (charges) nets comptabilisés directement en capitaux propres	(186)	42	(144)
- dont part des sociétés mises en équivalence	98	-	98
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	551	89	640
- dont part des actionnaires de Peugeot S.A.			444
- dont part des minoritaires			196

Les produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres correspondent à toutes les variations de capitaux propres résultant de transactions avec les tiers non actionnaires.

DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en millions d'euros)</i>	2010		
	Avant impôt	Produit (charge) d'impôt	Après impôt
Résultat net consolidé	1 511	(255)	1 256
Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs	49	(17)	32
- dont évaluation reprise en résultat net	(40)	14	(26)
- dont évaluation directe par capitaux propres	89	(31)	58
Réévaluation à la juste valeur des titres "disponibles à la vente"	(35)	1	(34)
- dont évaluation reprise en résultat net	-	-	-
- dont évaluation directe par capitaux propres	(35)	1	(34)
Ecarts de change sur conversion des activités à l'étranger	280	-	280
Produits (charges) nets comptabilisés directement en capitaux propres	294	(16)	278
- dont part des sociétés mises en équivalence	38	-	38
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	1 805	(271)	1 534
Dont part des actionnaires de Peugeot S.A.			1 387
Dont part des minoritaires			147

BILANS CONSOLIDÉS – ACTIF

31 décembre 2011

<i>(en millions d'euros)</i>	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Écarts d'acquisition (note 13)	1 505	77	-	1 582
Immobilisations incorporelles (note 13)	5 378	91	-	5 469
Immobilisations corporelles (note 14)	14 059	15	-	14 074
Titres mis en équivalence (note 15)	1 410	62	-	1 472
Titres de participation (note 16)	84	2	-	86
Autres actifs financiers non courants (note 17)	1 035	51	(25)	1 061
Autres actifs non courants (note 18)	445	7	-	452
Actifs d'impôts différés (note 11)	1 370	62	-	1 432
Total des actifs non courants	25 286	367	(25)	25 628
Actifs d'exploitation				
Prêts et créances des activités de financement (note 19)	-	24 387	(80)	24 307
Titres de placement des activités de financement (note 20)	-	877	-	877
Stocks (note 21)	6 609	-	-	6 609
Clients des activités industrielles et commerciales (note 22)	2 387	-	(167)	2 220
Impôts courants (note 11)	164	8	(2)	170
Autres débiteurs (note 23)	1 935	1 005	(145)	2 795
	11 095	26 277	(394)	36 978
Actifs financiers courants (note 24)	265	-	-	265
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 25)	5 190	1 154	(224)	6 120
Total des actifs courants	16 550	27 431	(618)	43 363
Total actif	41 836	27 798	(643)	68 991

BILANS CONSOLIDÉS – PASSIF

31 décembre 2011

<i>(en millions d'euros)</i>	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Capitaux propres (note 26)				
Capital social				234
Titres d'autocontrôle				(502)
Réserves et résultats nets - Part du groupe				14 104
Intérêts minoritaires				658
Total des capitaux propres				14 494
Passifs financiers non courants (note 29)	7 639	-	-	7 639
Autres passifs non courants (note 30)	2 865	-	-	2 865
Provisions non courantes (note 27)	696	16	-	712
Passifs d'impôts différés (note 11)	984	353	-	1 337
Total des passifs non courants	12 184	369	-	12 553
Passifs d'exploitation				
Dettes des activités de financement (note 31)	-	22 543	(257)	22 286
Provisions courantes (note 27)	2 242	57	-	2 299
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	9 675	-	(10)	9 665
Impôts courants (note 11)	88	34	(2)	120
Autres créanciers (note 32)	4 634	1 104	(304)	5 434
	16 639	23 738	(573)	39 804
Passifs financiers courants (note 29)	2 210	-	(70)	2 140
Total des passifs courants	18 849	23 738	(643)	41 944
Total passif				68 991

31 décembre 2010

	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Écarts d'acquisition (note 13)	1 428	77	-	1 505
Immobilisations incorporelles (note 13)	4 854	92	-	4 946
Immobilisations corporelles (note 14)	13 714	14	-	13 728
Titres mis en équivalence (note 15)	1 002	54	-	1 056
Titres de participation (note 16)	100	2	-	102
Autres actifs financiers non courants (note 17)	796	59	(25)	830
Autres actifs non courants (note 18)	333	1	-	334
Actifs d'impôts différés (note 11)	419	63	-	482
Total des actifs non courants	22 646	362	(25)	22 983
Actifs d'exploitation				
Prêts et créances des activités de financement (note 19)	-	23 491	(153)	23 338
Titres de placement des activités de financement (note 20)	-	805	-	805
Stocks (note 21)	5 947	-	-	5 947
Clients des activités industrielles et commerciales (note 22)	2 051	-	(175)	1 876
Impôts courants (note 11)	169	27	(4)	192
Autres débiteurs (note 23)	1 959	748	(130)	2 577
	10 126	25 071	(462)	34 735
Actifs financiers courants (note 24)	306	-	-	306
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 25)	9 278	1 316	(127)	10 467
Total des actifs courants	19 710	26 387	(589)	45 508
Total actif	42 356	26 749	(614)	68 491

31 décembre 2010

	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Capitaux propres (note 26)				
Capital social				234
Titres d'autocontrôle				(303)
Réserves et résultats nets - Part du groupe				13 897
Intérêts minoritaires				475
Total des capitaux propres				14 303
Passifs financiers non courants (note 29)	8 259	-	-	8 259
Autres passifs non courants (note 30)	2 772	-	-	2 772
Provisions non courantes (note 27)	704	23	-	727
Passifs d'impôts différés (note 11)	490	389	-	879
Total des passifs non courants	12 225	412	-	12 637
Passifs d'exploitation				
Dettes des activités de financement (note 31)	-	21 704	(152)	21 552
Provisions courantes (note 27)	2 418	46	-	2 464
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	9 571	-	(10)	9 561
Impôts courants (note 11)	59	61	(3)	117
Autres créanciers (note 32)	3 937	1 012	(305)	4 644
	15 985	22 823	(470)	38 338
Passifs financiers courants (note 29)	3 357	-	(144)	3 213
Total des passifs courants	19 342	22 823	(614)	41 551
Total passif				68 491

TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	2011			Total
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	
Résultat net consolidé	430	354	-	784
Élimination des résultats sans effet sur la trésorerie :				
- Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur (note 33.5)	3 020	17	-	3 037
- Dotations nettes aux provisions	(205)	10	-	(195)
- Variation des impôts différés	(419)	(39)	-	(458)
- Résultats sur cessions et autres	14	-	-	14
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	(67)	(3)	-	(70)
Réévaluation par capitaux propres et couverture sur endettement	(136)	-	-	(136)
Variation des actifs et passifs liés aux véhicules donnés en location	(41)	-	-	(41)
Marge brute d'autofinancement ⁽¹⁾	2 596	339	-	2 935
Variations des actifs et passifs d'exploitation (note 33.2)	(684)	(322)	(177)	(1 183)
Flux liés à l'exploitation	1 912	17	(177)	1 752
Cessions de sociétés consolidées	1	-	-	1
Cessions de titres de participation	1	-	-	1
Acquisitions de sociétés consolidées	(97)	-	-	(97)
Acquisitions de titres de participation	(36)	-	-	(36)
Cessions d'immobilisations corporelles	84	7	-	91
Cessions d'immobilisations incorporelles	9	-	-	9
Investissements en immobilisations corporelles	(2 239)	(14)	-	(2 253)
Investissements en immobilisations incorporelles	(1 426)	(12)	-	(1 438)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	87	-	-	87
Autres	(97)	-	-	(97)
Flux liés aux investissements	(3 713)	(19)	-	(3 732)
Dividendes versés :				
- Aux actionnaires de Peugeot S.A.	(250)	-	-	(250)
- Intragroupe	155	(155)	-	-
- Aux minoritaires des filiales intégrées	(37)	(3)	-	(40)
(Acquisitions) Cessions de titres d'autocontrôle	(199)	-	-	(199)
Variations des autres actifs et passifs financiers (note 33.4)	(2 361)	-	78	(2 283)
Autres	1	-	-	1
Flux des opérations financières	(2 691)	(158)	78	(2 771)
Mouvements de conversion	3	(2)	2	3
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(4 489)	(162)	(97)	(4 748)
Trésorerie nette au début de l'exercice	9 253	1 316	(127)	10 442
Trésorerie nette de clôture (note 33.1)	4 764	1 154	(224)	5 694

⁽¹⁾ Les intérêts encaissés et décaissés des activités industrielles et commerciales sont indiqués en note 33.6. Les impôts décaissés (nets des remboursements) au cours de l'exercice sont mentionnés dans la note 11.3.

2010

<i>(en millions d'euros)</i>	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Résultat net consolidé	862	394	-	1 256
Élimination des résultats sans effet sur la trésorerie :				
- Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur (note 33.5)	2 950	16	-	2 966
- Dotations nettes aux provisions	(410)	12	-	(398)
- Variation des impôts différés	23	(47)	-	(24)
- Résultats sur cessions et autres	(12)	(23)	-	(35)
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	(172)	(2)	-	(174)
Réévaluation par capitaux propres et couverture sur endettement	70	-	-	70
Variation des actifs et passifs liés aux véhicules donnés en location	(54)	-	-	(54)
Marge brute d'autofinancement ⁽¹⁾	3 257	350	-	3 607
Variations des actifs et passifs d'exploitation (note 33.2)	517	(196)	117	438
Flux liés à l'exploitation	3 774	154	117	4 045
Cessions de sociétés consolidées	1	-	-	1
Cessions de titres de participation	30	-	-	30
Acquisitions de sociétés consolidées	(57)	(39)	3	(93)
Acquisitions de titres de participation	(50)	-	-	(50)
Cessions d'immobilisations corporelles	112	57	-	169
Cessions d'immobilisations incorporelles	5	-	-	5
Investissements en immobilisations corporelles	(1 672)	(16)	-	(1 688)
Investissements en immobilisations incorporelles	(1 193)	(8)	-	(1 201)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(4)	-	-	(4)
Autres	24	5	-	29
Flux liés aux investissements	(2 804)	(1)	3	(2 802)
Dividendes versés :				
- Aux actionnaires de Peugeot S.A.	-	-	-	-
- Intragroupe	140	(140)	-	-
- Aux minoritaires des filiales intégrées	(6)	-	-	(6)
(Acquisitions) Cessions de titres d'autocontrôle	-	-	-	-
Variations des autres actifs et passifs financiers (note 33.4)	237	-	(129)	108
Autres	4	3	(3)	4
Flux des opérations financières	375	(137)	(132)	106
Mouvements de conversion	91	11	-	102
Augmentation (diminution) de la trésorerie	1 436	27	(12)	1 451
Trésorerie nette au début de l'exercice	7 817	1 289	(115)	8 991
Trésorerie nette de clôture (note 33.1)	9 253	1 316	(127)	10 442

⁽¹⁾ Les intérêts encaissés et décaissés des activités industrielles et commerciales sont indiqués en note 33.6. Les impôts décaissés (nets des remboursements) au cours de l'exercice sont mentionnés dans la note 11.3.

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Écarts d'évaluation - Part du groupe						Capitaux propres - part du groupe	Capitaux propres - intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital social	Titres d'auto-contrôle	Réserves hors écarts d'évaluation	Couvertures des flux futurs	Titres "disponibles à la vente"	Écarts de conversion			
Au 31 décembre 2009	234	(303)	12 236	12	134	(1)	12 312	135	12 447
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	1 134	32	(34)	255	1 387	147	1 534
Valorisation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	-	-	9	-	-	-	9	2	11
Variations de périmètre et autres ⁽¹⁾	-	-	120	-	-	-	120	197	317
Titres d'autocontrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Composante option de conversion des obligations convertibles (note 29.1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	(6)	(6)
Au 31 décembre 2010	234	(303)	13 499	44	100	254	13 828	475	14 303
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	588	(84)	(68)	8	444	196	640
Valorisation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	-	-	11	-	-	-	11	4	15
Put sur minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	9	9
Variations de périmètre et autres ⁽²⁾	-	-	(2)	-	-	-	(2)	13	11
Titres d'autocontrôle	-	(199)	4	-	-	-	(195)	3	(192)
Composante option de conversion des obligations convertibles (note 29.1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés par Peugeot S.A. (1.1 euro par action de 1 euro)	-	-	(250)	-	-	-	(250)	-	(250)
Dividendes versés par les autres sociétés	-	-	-	-	-	-	-	(42)	(42)
Au 31 décembre 2011	234	(502)	13 850	(40)	32	262	13 836	658	14 494

⁽¹⁾ Ce poste correspond principalement à l'augmentation de capital réalisée par Faurecia lors de l'opération EMCON (voir note 2).

⁽²⁾ Ce poste correspond essentiellement à la part des minoritaires dans l'augmentation de capital intervenue chez Gruppo MERCURIO S.P.A, ainsi qu'à la part des minoritaires dans l'acquisition du groupe MERCURIO par GEFCO.

Notes aux états financiers consolidés

au 31 décembre 2011

Généralités	Note 1 - Principes comptables	29	
	Note 2 - Périmètre de consolidation	44	
	Note 3 - Information sectorielle	45	
Comptes de résultats	Note 4 - Chiffre d'affaires	47	
	Note 5 - Coûts opérationnels courants par nature	47	
	Note 6 - Frais d'études, de recherche et de développement	48	
	Note 7 - Produits et charges opérationnels non courants	48	
	Note 8 - Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie	51	
	Note 9 - Charges de financement	52	
	Note 10 - Produits et charges à caractère financier	52	
	Note 11 - Impôts sur les résultats	52	
	Note 12 - Résultat net par action	55	
	Bilans - Actif	Note 13 - Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	56
		Note 14 - Immobilisations corporelles	57
		Note 15 - Titres mis en équivalence	58
Note 16 - Titres de participation		61	
Note 17 - Autres actifs financiers non courants		61	
Note 18 - Autres actifs non courants		62	
Note 19 - Prêts et créances des activités de financement		63	
Note 20 - Titres de placement des activités de financement		65	
Note 21 - Stocks		65	
Note 22 - Clients des activités industrielles et commerciales		65	
Note 23 - Autres débiteurs		66	
Note 24 - Actifs financiers courants		67	
Note 25 - Trésorerie et équivalents de trésorerie		67	
Bilans - Passif		Note 26 - Capitaux propres	68
		Note 27 - Provisions courantes et non courantes	72
	Note 28 - Engagements de retraites et assimilés	74	
	Note 29 - Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales	79	
	Note 30 - Autres passifs non courants	82	
	Note 31 - Dettes des activités de financement	83	
	Note 32 - Autres créanciers	84	
	Informations complémentaires	Note 33 - Notes annexes aux tableaux de flux de trésorerie consolidés	85
Note 34 - Instruments financiers		88	
Note 35 - Gestion des risques de marché		94	
Note 36 - Position financière nette des activités industrielles et commerciales		107	
Note 37 - Engagements donnés hors bilan et passifs éventuels		108	
Note 38 - Transactions avec les parties liées		110	
Note 39 - Rémunération des dirigeants		111	
Note 40 - Événements postérieurs à la clôture		111	
Note 41 - Honoraires des commissaires aux comptes		112	
Note 42 - Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2011		113	

Préambule

Les comptes consolidés de l'exercice 2011 y compris les notes aux états financiers ont été arrêtés par le Directoire de Peugeot S.A. le 9 février 2012, à l'exception des notes 39 et 40 qui tiennent compte des événements survenus jusqu'au Conseil de Surveillance du 14 février 2012.

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés du groupe PSA Peugeot Citroën sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2011, en date de clôture des comptes¹.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Tous les textes du référentiel IFRS publiés par l'IASB et l'IFRIC d'application obligatoire à l'exercice ouvert le 1er janvier 2011 sont les mêmes que ceux adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire en Union européenne, à l'exception de la norme IAS 39, que l'Union européenne n'a que partiellement adoptée. La partie non adoptée est sans effet sur les comptes du groupe PSA Peugeot Citroën.

Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations obligatoires du référentiel IFRS, telles que publiées par l'IASB.

Nouveaux textes d'application obligatoire

Au 31 décembre 2011, les nouveaux textes d'application obligatoire dans l'Union européenne et appliqués pour la première fois par le groupe PSA Peugeot Citroën sont les suivants :

- *Plan d'amélioration annuel 2010* : les amendements apportés par ce texte sont sans impact significatif sur les comptes du Groupe et concernent essentiellement l'amendement d'IFRS 7 précisant les informations à fournir sur la nature et l'étendue des risques liés aux instruments financiers

Les autres nouveaux textes d'application obligatoire dans l'Union européenne ne concernent pas le Groupe.

¹ Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Nouveaux textes appliqués par anticipation

Le Groupe n'a anticipé aucun des nouveaux textes adoptés par l'Union européenne en date de clôture qui ne sont applicables qu'aux exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2011.

Nouveaux textes non appliqués par anticipation

Le texte suivant, adopté par l'Union européenne sera applicable au Groupe à compter du 1^{er} janvier 2012 :

- *Amendement IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir en annexes - Transfert d'actifs*. Cet amendement complète les informations à fournir en annexes au titre des transferts d'actifs financiers, tels que des opérations de titrisation ou de cessions de créances.

Nouveaux textes non encore adoptés par l'Union européenne

L'impact potentiel des principaux textes publiés par l'IASB ou l'IFRIC mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une adoption par l'Union européenne en date de clôture est en cours d'analyse. Les normes susceptibles d'avoir un impact sur les comptes du Groupe sont principalement l'amendement IAS 19 et les nouvelles normes IFRS 11 et IFRS 9.

Aucune application anticipée n'est envisagée à ce stade.

Sous réserve de leur adoption par l'Union européenne, les textes ci-après sont potentiellement applicables aux exercices ouverts à compter des dates mentionnées.

Textes potentiellement applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013:

- *Amendement IAS 1 Présentation des autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres*. Cet amendement sera sans impact significatif sur l'information publiée par le Groupe.

- *Amendement IAS 19 Avantages au personnel.* Cet amendement supprime notamment la possibilité, retenue par le Groupe, d'appliquer la méthode du corridor. Ceci conduira à comptabiliser immédiatement l'ensemble des écarts actuariels et des coûts des services passés au passif du bilan (cf. note 28 « Avantages postérieurs à l'emploi »). Les variations d'écarts actuariels seront systématiquement enregistrées en autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, et le coût des services passés sera intégralement enregistré en résultat de la période. Cet amendement fixe également un taux de rendement des actifs financiers correspondant au taux d'actualisation utilisé pour calculer l'engagement net.
- *IFRS 13 Evaluation de la juste valeur*, qui précise comment déterminer la juste valeur lorsque son application est déjà imposée ou admise dans une autre norme IFRS. Ce texte n'occasionne pas d'évaluations à la juste valeur supplémentaires.
- *IFRS 10 Etats financiers consolidés et l'amendement IAS 27 Etats financiers séparés* qui remplaceront l'actuelle norme *IAS 27 Etats financiers consolidés et individuels* et l'interprétation *SIC 12 – Consolidation - entités ad hoc*. Ces textes introduisent une nouvelle définition du contrôle reposant sur le pouvoir, l'exposition (et les droits) à des rendements variables et la capacité d'exercer ce pouvoir afin d'influer sur les rendements.
- *IFRS 11 Partenariats et l'amendement IAS 28 Participation dans des entreprises associées et des entreprises conjointes* qui remplaceront les normes *IAS 31 Participation dans des coentreprises* et *IAS 28 Participation dans des entreprises associées*, ainsi que l'interprétation *SIC 13 Entités contrôlées en commun – apport non monétaires par des coentrepreneurs*. Ces textes prévoient essentiellement deux traitements comptables distincts.
Les partenariats qualifiés d'opérations conjointes seront comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlées par le Groupe. Une opération conjointe peut être réalisée à travers un simple contrat ou à travers une entité juridique contrôlée conjointement.
Les partenariats qualifiés de coentreprises, parce qu'il donne uniquement un contrôle sur l'actif net, seront consolidés selon la méthode de la mise en équivalence,
- *IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités.* Ce texte rassemble l'ensemble des informations à fournir en annexes au titre des filiales, partenariats, entreprises associées et entreprises structurées non consolidées.

- *Amendement IFRS 7 : Informations à fournir en annexes sur les compensations d'actifs et de passifs financiers.*

Textes potentiellement applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014:

- *Amendement IAS 32 Compensations d'actifs et de passifs financiers.* Ce texte clarifie les règles de compensation de la norme IAS 32 existante.

Textes potentiellement applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015:

- *IFRS 9 Instruments Financiers* pour la phase « classification et évaluation » qui vise à remplacer une partie d'*IAS 39 Instruments Financiers*. Cette norme concrétise la première des trois phases du projet de l'IASB sur les instruments financiers, qui a porté exclusivement sur la classification et l'évaluation des actifs financiers.
- *Amendement IFRS 7 – informations à fournir en annexes sur la transition* portant sur les informations à fournir sur la première application d'IFRS 9 et la transition entre IAS 39 et IFRS 9.

1.1. Consolidation

A. Méthodes de consolidation

Le nom générique PSA Peugeot Citroën est utilisé pour désigner l'ensemble du Groupe constitué par la société mère Peugeot S.A. et toutes ses filiales.

Peugeot S.A. et les sociétés dans lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont intégrées globalement.

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle conjoint ou une influence notable sont mises en équivalence.

Sont consolidées les sociétés qui dépassent l'un des seuils suivants :

- chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros ;
- total du bilan supérieur à 20 millions d'euros ;
- endettement total supérieur à 5 millions d'euros.

Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation conformément aux principes généraux décrits en note 1.15.B.2(a). La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les résultats d'une filiale, qu'ils soient positifs ou négatifs, sont entièrement alloués entre la part groupe et la part hors-groupe selon les pourcentages d'intérêt respectifs. De ce fait, en cas de résultats négatifs et d'absence d'accord de prise en charge des pertes d'une filiale, les intérêts minoritaires peuvent devenir négatifs.

B. Variations de périmètre aboutissant au contrôle exclusif

Les regroupements d'entreprises intervenus après le 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés suivant la méthode de l'acquisition, conformément à *IFRS 3 révisée Regroupements d'entreprises*.

Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris sont comptabilisés à leur juste valeur en date d'acquisition, sous réserve qu'ils respectent les critères de comptabilisation d'IFRS 3 révisée. En revanche, un actif non courant (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) acquis qui est classé comme détenu en vue de la vente à la date d'acquisition est évalué à sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Seuls les passifs de l'entité acquise sont pris en compte : ainsi un passif de restructuration n'est pas comptabilisé en tant que passif de l'acquise si celle-ci n'a pas une obligation de procéder à cette restructuration en date d'acquisition. Les frais de transaction sont comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils sont encourus.

Lors de chaque acquisition, le Groupe peut opter pour la comptabilisation d'un goodwill dit « complet », c'est-à-dire que ce dernier est calculé en prenant en compte la juste valeur des intérêts minoritaires en date d'acquisition, et non pas uniquement leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise.

Lorsque le Groupe a réalisé une acquisition à des conditions avantageuses, un profit est comptabilisé en Produits opérationnels non courants si le montant est significatif.

Tout ajustement de prix potentiel est estimé à sa juste valeur en date d'acquisition et cette évaluation initiale ne peut être ajustée ultérieurement en contrepartie du goodwill qu'en cas de nouvelles informations liées à des faits et circonstances existant à la date d'acquisition et dans la mesure où l'évaluation était encore présentée comme provisoire (période d'évaluation limitée à 12 mois) ; tout ajustement ultérieur ne répondant pas à ces critères est comptabilisé en dette ou en créance en contrepartie du résultat du Groupe.

En cas d'acquisition par étapes, l'acquisition du contrôle sur l'acquise déclenche la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue par le Groupe en contrepartie du Résultat opérationnel non courant si le montant est significatif.

C. Autres variations de périmètre

Toute variation de pourcentage d'intérêt impliquant la perte du contrôle d'une entité a un impact en Résultat opérationnel non courant (si le montant est significatif) sur la base d'une cession de l'intégralité de la part précédemment détenue.

Les opérations ne remettant pas en cause la détention du contrôle sont en revanche considérées comme des transactions entre actionnaires et à ce titre, elles se traduisent par une simple nouvelle répartition des capitaux propres entre la part du groupe et la part hors-groupe, y compris les frais de transaction.

Les engagements de rachat sur intérêts minoritaires sont comptabilisés en dettes financières selon les principes explicités en note 1.15.E.

1.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

A. Cas général

La devise fonctionnelle du Groupe est l'euro qui est également retenu comme devise de présentation des comptes consolidés. Les filiales ont très généralement pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture; leur compte de résultat est converti mois par mois au taux moyen de chaque mois. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés. Les écarts d'acquisition sur ces filiales sont comptabilisés dans leur monnaie de fonctionnement.

B. Cas particuliers

Certaines filiales, hors zone Euro, réalisent l'essentiel de leurs transactions en Euro, qui est alors reconnu comme leur devise de fonctionnement. Les éléments non monétaires sont convertis au cours historique et les éléments monétaires au cours de clôture. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées immédiatement en résultat.

1.3. Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme *IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères*. En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés :

- en résultat opérationnel courant pour les transactions commerciales de toutes les sociétés et pour les opérations de financement du groupe Banque PSA Finance ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux principes généraux décrits en note 1.15.D. En conséquence, les instruments dérivés affectés à la couverture du risque de change d'opérations en devises sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque fin de période.

L'écart de réévaluation constaté sur ces dérivés est comptabilisé :

- en résultat opérationnel courant pour les transactions commerciales réalisées par toutes les sociétés et pour les opérations de financement du groupe Banque PSA Finance ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales ;
- directement en capitaux propres pour les transactions futures (pour la part efficace des couvertures). Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat lorsque les opérations couvertes impactent le compte de résultat. La variation de valeur de la part inefficace des couvertures de flux futurs est comptabilisée, en produits (ou en charges) à caractère financier.

1.4. Utilisations d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en accord avec les principes comptables IFRS, requiert de la part de la Direction, la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que de certaines informations données en notes annexes sur les actifs et passifs éventuels.

Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du Groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles.

Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants définitifs peuvent s'avérer différents de ceux initialement estimés.

Pour limiter ces incertitudes, les estimations et hypothèses font l'objet de revues périodiques ; les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière sur les thèmes suivants :

- engagements de retraites ;
- provisions (notamment pour garantie des véhicules neufs, restructuration, contrats onéreux et litiges) ;
- valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité ;
- valeur recouvrable des créances de financement des ventes, des stocks et autres créances ;
- juste valeur des instruments financiers dérivés ;
- actifs d'impôts différés ;
- programmes d'incitation aux ventes.

1.5. Chiffre d'affaires

A. Activités industrielles et commerciales

(a) Division automobile

Le chiffre d'affaires des activités industrielles et commerciales comprend les ventes de biens et services, constituées en particulier par les ventes et locations de véhicules.

Conformément à la norme *IAS 18 Produits des activités ordinaires*, les ventes de véhicules neufs sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert des risques et avantages liés à la propriété ; celle-ci correspond généralement à la date de leur mise à disposition à des concessionnaires indépendants ou à celle de la livraison pour les ventes directes à la clientèle finale.

Les refacturations de charges effectuées dans le cadre d'opérations pour lesquelles le Groupe est considéré comme un simple intermédiaire ne sont pas reconnues en chiffre d'affaires. Il en est de même des ventes de matières premières, pièces et organes mécaniques aux sous-traitants et destinés à être rachetés sans marge.

Lorsque les ventes de véhicules neufs sont assorties d'une option de reprise à un prix convenu (contrats de ventes avec clause de rachat), elles ne sont pas enregistrées en chiffre d'affaires lors de la livraison des véhicules, mais comptabilisées comme des locations, dès lors qu'il est probable que cette option sera exercée. Ce principe s'applique :

- quelle que soit la durée de la garantie de rachat accordée ;
- que ces ventes soient réalisées directement avec la clientèle finale ou financées par Banque PSA Finance et ses filiales.

La différence entre le prix de vente du véhicule neuf et le prix de rachat convenu est reconnue linéairement comme un loyer sur la durée du contrat. Le véhicule objet du contrat est immobilisé pour son coût de revient, et amorti linéairement sur la durée du contrat, sous déduction de sa valeur résiduelle, correspondant à sa valeur de revente estimée comme véhicule d'occasion. L'éventuel bénéfice complémentaire de cession finale est constaté sur la période sur laquelle intervient la vente du véhicule d'occasion. Si la marge nette globale est une perte, elle est provisionnée dès la conclusion du contrat avec clause de rachat.

(b) Division équipement automobile

Dans la division équipement automobile, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client.

Les conditions de reconnaissance des produits des activités ordinaires définies par IAS 18 ne sont pas réunies lorsque les études et les outillages sont payés au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les études et les outillages ne peuvent pas être considérés comme vendus. Les études sont comptabilisées en immobilisations incorporelles (voir note 1.12.A) et les outillages en immobilisations corporelles (voir note 1.13.A).

En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks et travaux en cours. Le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

B. Activités de financement

Les sociétés de financement du Groupe ont pour activité le financement des réseaux commerciaux et de la clientèle finale de l'activité automobile. Les financements sont réalisés sous la forme de crédits classiques ou d'opérations de crédit bail, de locations

avec option d'achat ou de locations longue durée. Ces financements sont traités comme des crédits financiers et figurent au bilan pour un montant correspondant à l'engagement financier net du groupe Banque PSA Finance (voir note 1.15.A). Les revenus financiers dégagés sur ces financements des ventes sont comptabilisés sur la durée des crédits selon une méthode actuarielle qui permet de constater un taux d'intérêt constant sur la période.

1.6. Programmes d'incitation aux ventes

Les coûts des programmes, décidés ou à venir, sont déduits des résultats sur la période de l'enregistrement des ventes. Ils sont provisionnés sur la base de l'historique des trois derniers mois, pays par pays. Ceux d'entre eux dont le montant variable est lié au chiffre d'affaires sont enregistrés en diminution de celui-ci.

Le Groupe réalise certaines opérations promotionnelles sous forme de bonifications d'intérêts sur des crédits accordés à des conditions inférieures aux conditions habituelles du marché. La charge correspondante est constatée lors de la vente.

1.7. Frais généraux et commerciaux

Les frais généraux et commerciaux comprennent les frais généraux de structure, les moyens commerciaux indirects et la garantie.

Les frais généraux comprennent la Contribution Economique Territoriale (CET) qui remplace la taxe professionnelle à partir du 1^{er} janvier 2010. La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière. La CVAE est égale à 1,5% de la valeur ajoutée. La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée. La qualification donnée à la CET par le Groupe est celle d'une charge opérationnelle plutôt que d'un impôt sur le résultat, d'où son classement en frais généraux, tout comme la taxe professionnelle l'était jusqu'en 2009.

Garantie

Une provision est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des véhicules et des pièces de rechange au moment de leur vente aux réseaux indépendants ou à la clientèle finale. Les produits résultant de la vente aux clients de contrats d'extension de garantie ou d'entretien sont reconnus sur la durée de la prestation fournie.

1.8. Frais d'étude, de recherche et de développement

Selon la norme *IAS 38 Immobilisations incorporelles*, les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont obligatoirement immobilisés lorsqu'ils remplissent certaines conditions décrites en note 1.12.A.

En application de cette norme, tous les frais de recherche, ainsi que les frais d'étude et de développement autres que ceux décrits en note 1.12.A, sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.9. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte du résultat financier, des impôts sur les résultats et du résultat net des sociétés mises en équivalence.

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Ce résultat opérationnel courant s'entend avant prise en compte des autres produits et charges opérationnels non courants définis de manière limitative comme correspondant aux éléments d'importance significative, inhabituels, anormaux et peu fréquents, de nature à fausser la lecture de la performance récurrente de l'entreprise.

En pratique, les autres produits et charges opérationnels non courants comprennent principalement les éléments suivants qui font l'objet, le cas échéant, d'une description spécifique en note annexe (Note 7):

- les frais de rationalisation et les coûts liés aux départs anticipés de personnel,
- les variations de pertes de valeurs d'actifs non courants issues des tests de valeur d'UGT et celles relatives aux contrats onéreux correspondants.
- les variations de la provision à long terme constituée en application de l'interprétation IFRIC14 pour couvrir les obligations de financement minimal de certains régimes de retraite pour la part excédant la valeur actuelle des prestations pour services rendus correspondante estimée selon la norme IAS 19,

1.10. Coûts d'emprunt

A compter du 1^{er} janvier 2009, les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles nécessitant au moins 12 mois de préparation avant leur mise en service sont intégrés à la valeur brute de

ces actifs dits « qualifiés ». Les stocks du Groupe ne répondant pas à la définition d'un actif qualifié au sens de la norme *IAS 23 Coûts d'emprunt*, leur valeur brute n'est pas ajustée à ce titre.

Lorsqu'un actif qualifié est financé par un emprunt spécifique, le coût supplémentaire pris en compte dans sa valeur brute correspond aux intérêts effectivement comptabilisés sur la période, net des produits perçus sur les fonds non encore utilisés.

Lorsqu'un actif qualifié ne bénéficie pas d'un emprunt spécifique, le coût d'emprunt capitalisé correspond au taux d'endettement général moyen sur la période du secteur d'activité auquel est rattaché l'actif.

1.11. Ecarts d'acquisition

Lorsque l'achat des titres coïncide avec l'acquisition du contrôle sur l'acquése, l'écart d'acquisition peut être évalué selon deux options, au choix du Groupe, pour chaque opération. En cas d'évaluation selon la méthode du « goodwill complet », l'écart d'acquisition représente la différence entre d'une part le prix d'achat majoré de la juste valeur des parts des minoritaires et des éventuels titres antérieurement détenus, et d'autre part la juste valeur des actifs nets acquis en date d'acquisition. En cas d'évaluation selon la méthode du « goodwill partiel », les parts des minoritaires ne sont pas évaluées à leur juste valeur mais à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'acquése.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à la norme *IAS 36 Dépréciation d'actifs*. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles d'actifs engendrant conjointement des flux de trésorerie indépendants. Dans les cas où un écart d'acquisition se rattache en outre à une zone géographique distincte et à l'intérieur d'un secteur opérationnel, un test de perte de valeur est réalisé à ce niveau de détail plus fin. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées dans la note 1.14. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat de l'exercice, avec une allocation entre part du Groupe et part des minoritaires en cas d'évaluation initiale en « goodwill complet ».

Les écarts d'acquisition se rapportant à des sociétés mises en équivalence représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres, majoré des coûts directement attribuables à l'acquisition, et la part du Groupe dans la juste valeur de leur actif net à la date de prise de participation. Ces écarts d'acquisition sont inclus dans la valeur des « Titres mis en équivalence ». Ils sont testés par le biais du test de valeur effectué sur les titres.

1.12. Immobilisations incorporelles

A. Frais d'étude et de développement

Selon la norme *IAS 38 Immobilisations incorporelles*, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

La valeur brute des frais de développement activés inclut les coûts d'emprunt (cf. Note 1.10).

(a) Division Automobile

Les frais de développement des véhicules et organes mécaniques (moteurs et boîtes de vitesses), supportés entre le jalon d'engagement du projet (correspondant au choix du style pour les véhicules), et le passage en production de présérie en ligne, sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces frais sont amortis à partir de l'accord de fabrication en série sur leur durée d'utilité plafonnée à sept ans pour les véhicules et sur dix ans pour les organes. Les dépenses immobilisées incluent notamment le coût des personnels affectés aux projets, le coût des prototypes et les prestations externes facturées au titre du projet considéré. Ces dépenses excluent tous les coûts indirects imputables aux activités de recherche et développement notamment les loyers, les amortissements des bâtiments et les coûts d'utilisation des systèmes informatiques. Par ailleurs, les dépenses immobilisées incluent la part des dépenses de développement supportée par le Groupe dans le cadre des coopérations (l'autre part étant refacturée aux partenaires). En général, les dépenses de développement facturées au Groupe par ses partenaires de coopérations sont aussi immobilisées, à moins qu'elles n'interviennent dans le cadre d'un projet jalonné, en dehors de la période d'activation. A compter de 2007, l'ensemble des coûts de développement organes destinés à répondre aux nouvelles normes antipollution sont suivis par projet et sont également immobilisés.

(b) Division Équipement automobile

Des études sont engagées pour chaque programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Les études sont parfois payées au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les coûts encourus entre l'acceptation par le client de la proposition commerciale et la mise en production série des pièces ou modules en question, sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces coûts sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client, avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur cinq ans. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus sont enregistrés en stocks et travaux en cours.

Les autres frais de développement et d'étude sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus (voir note 1.8).

B. Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. La valeur brute des projets d'une durée minimum de 12 mois inclut en outre les coûts d'emprunt (cf. Note 1.10). L'ensemble de ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilité estimée des logiciels, qui varie de quatre à douze ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

Les autres immobilisations incorporelles (brevets et marques essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilité prévue, sans excéder vingt ans.

1.13. Immobilisations corporelles

A. Valeur brute

Conformément à la norme *IAS 16 Immobilisations corporelles*, la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les dépenses immobilisées incluent la part d'outillages spécifiques supportée par le Groupe dans le cadre des coopérations nette des refacturations aux partenaires. Toutes les dépenses d'outillages spécifiques facturées au Groupe par ses partenaires sont également immobilisées.

Le coût des emprunts est inclus dans le coût des immobilisations nécessitant un minimum de 12 mois de préparation avant leur mise en service (cf. Note 1.10)

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues.

Les frais d'entretien sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus.

Les immobilisations données en location comprennent les véhicules loués à des particuliers par les sociétés de location du Groupe et les véhicules vendus avec clause de rachat retraités selon les principes énoncés en note 1.5.A.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme *IAS 17 Contrats de location*, sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements fermes ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

B. Amortissement

(a) Cas général

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, notamment celui des véhicules donnés en location par le Groupe, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement des différentes catégories d'immobilisations est fondée sur leurs durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

(en années)

Constructions	20 - 30
Matériels et outillages	4 - 16
Matériels informatiques	3 - 4
Matériels de transport et de manutention	4 - 7
Agencements et installations	10 - 20

(b) Outillages spécifiques

Dans la division automobile, les outillages spécifiques sont amortis sur la durée de vie estimée des modèles correspondants, qui est généralement plus courte que la durée de vie technique des matériels concernés, en raison de la cadence de remplacement des modèles.

Dans la division équipement automobile, ils sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur trois ans.

Les durées d'utilité sont revues périodiquement, notamment dans le cas de décisions d'arrêt de fabrication d'un véhicule ou d'un organe mécanique.

1.14. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme *IAS 36 Dépréciation d'actifs*, la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. La valeur recouvrable est la plus grande valeur entre la valeur d'utilité et la valeur de marché. Le test de valeur consiste le plus souvent à estimer la valeur d'utilité de ces immobilisations. Cette valeur d'utilité est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Le test de valeur est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, qui sont essentiellement des écarts d'acquisition.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat de l'exercice ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

La division Automobile regroupe des UGT Véhicules correspondant chacune à un modèle de véhicule. Les immobilisations qui sont rattachées à une UGT Véhicule comprennent les outillages et autres moyens industriels spécifiques servant à la fabrication d'un modèle et les frais de développement immobilisés liés à ce modèle (voir note 1.12.A). L'UGT division Automobile inclut les actifs des UGT Véhicules et tous les autres actifs immobilisés de la division (y compris les écarts d'acquisition).

Dans la division Équipement automobile, une UGT correspond à un programme. Chaque UGT Programme inclut les immobilisations incorporelles (correspondant aux coûts de développement) et corporelles affectables à un contrat client. Les UGT ainsi définies sont regroupées en activités (Sièges d'automobile, Systèmes d'intérieur, Extérieurs d'automobile, Technologies de contrôle des émissions auxquelles sont attribués les actifs de support et les écarts d'acquisition qui les concernent. L'UGT division Équipement automobile inclut les actifs des UGT des quatre activités ci-dessus, ainsi que l'écart d'acquisition Faurecia reconnu dans les comptes consolidés du groupe PSA Peugeot Citroën.

Au sein du groupe Banque PSA Finance, les actifs immobilisés exploités dans un pays considéré constituent un ensemble homogène d'actifs (UGT).

Pour les sociétés du groupe Gefco, les actifs corporels et incorporels sont alloués à deux UGT : Automotive et Intégration Logistique.

1.15. Actifs et passifs financiers

A. Définitions

Les actifs financiers du Groupe tels que définis par la norme IAS 39 comprennent des « prêts et créances », des « actifs disponibles à la vente » et des « actifs en juste valeur par résultat » (y compris des actifs désignés comme tels sur option). Ils sont inscrits au bilan dans les postes suivants : les titres de participation (note 16), les autres actifs financiers non courants (note 17), les autres actifs non courants (note 18), les prêts et créances des activités de financement (note 19), les titres de placement des activités de financement (note 20), les clients des activités industrielles et commerciales (note 22), les autres débiteurs (note 23), les actifs financiers courants (note 24), et la trésorerie et équivalents de trésorerie (note 25).

Le Groupe n'utilise pas la catégorie d'actifs « détenus jusqu'à l'échéance » telle que définie par la norme IAS 39.

Les passifs financiers du Groupe tels que définis par la norme IAS 39 comprennent les emprunts et dettes comptabilisés au coût amorti. Ils sont inscrits au bilan dans les postes suivants : les passifs financiers courants et non courants (note 29), les dettes des activités de financement (note 31), les autres passifs non courants (note 30), les fournisseurs d'exploitation et comptes associés et les autres créanciers (note 32). Le Groupe n'a plus de passifs financiers « comptabilisés selon l'option juste valeur » tels que définis par la norme IAS 39 depuis fin 2008.

La ventilation des actifs et passifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêt : inférieure ou supérieure à un an.

Conformément à la possibilité offerte par la norme IAS 39, le groupe PSA Peugeot Citroën a choisi comme élément déclencheur de la comptabilisation au bilan la date de transaction. En conséquence, lorsqu'un délai sépare la date de transaction (i.e. engagement) de la date de règlement, les titres à livrer ou les titres à recevoir sont comptabilisés dès la date de transaction.

La norme *IAS 39 Comptabilisation et évaluation des instruments financiers* a été adoptée en partie seulement par l'Union européenne. Cependant, le groupe PSA Peugeot Citroën n'est pas concerné par les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture de juste valeur d'un portefeuille de taux d'intérêt qui ont été rejetées par l'Union européenne.

B. Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

(1) Actifs financiers classés en « Juste valeur par résultat »

Les actifs financiers classés en « juste valeur par résultat » sont comptabilisés au bilan pour leur juste valeur. Toute variation de cette juste valeur est comptabilisée en résultat de la période.

(a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ils comprennent les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt. Les découverts bancaires ne sont pas inclus dans la trésorerie.

(b) Titres de placement des activités de financement

Ces titres sont :

- des titres à revenu fixe faisant l'objet d'une couverture par des swaps de taux ;
- ou des titres à revenus variables sans couverture.

Les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat de la période et compensées par les variations symétriques de juste valeur des swaps associés.

(c) Autres actifs classés en juste valeur par résultat

Il s'agit des éléments comptabilisés en « autres actifs financiers non courants » et en « autres actifs non courants ». Ils correspondent essentiellement à des titres de créances négociables.

(2) Actifs financiers classés en « Actifs disponibles à la vente »

Les actifs disponibles à la vente sont des titres qui ne seront pas « détenus jusqu'à l'échéance » et qui ne sont ni classés en « actifs en juste valeur par résultat », ni en « prêts et créances ». Ces actifs peuvent être conservés durablement ou peuvent être cessibles à court terme.

Ces actifs sont comptabilisés au bilan pour leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont généralement enregistrées directement en contrepartie des capitaux propres. Seule la contrepartie des pertes de valeurs jugées durables ou significatives est enregistrée au compte de résultat.

(a) Titres de participation

Ils représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés qui ne sont ni consolidées, ni mises en équivalence. Ils sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, une perte de valeur est constatée. La valeur d'utilité est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

(b) Autres actifs financiers non courants « disponibles à la vente »

Ils correspondent à des actions cotées sur les marchés financiers que le Groupe a l'intention de conserver durablement ou cessibles à court terme. Ces titres sont évalués à leur valeur de marché que le Groupe estime représenter leur juste valeur.

(c) Autres actifs non courants « disponibles à la vente »

Il s'agit d'investissements non cotés et non disponibles à court terme que le Groupe envisage de conserver durablement.

(3) Actifs financiers classés en « Prêts et Créances »

(a) Prêts et créances des activités de financement

Ils correspondent aux encours de crédit nets accordés par Banque PSA Finance à sa clientèle. De ce fait, au-delà du capital restant dû majoré des créances rattachées, les encours de crédit incluent, hors effet de l'application de la comptabilité de couverture :

- les commissions versées aux prescripteurs ainsi que les charges administratives directes externes engagées pour mettre en place ces crédits qui augmentent les encours de crédit ;
- les participations reçues des marques qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les frais de dossiers restant à étaler qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les dépôts de garantie reçus lors de la mise en place de contrats de crédit bail, qui viennent minorer l'encours financé.

Les intérêts comptabilisés correspondent au rendement actuariel retiré des flux de trésorerie à recouvrer, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

De manière générale, les encours de crédit font l'objet de couverture du risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture entraîne la réévaluation à la juste valeur de la partie couverte des encours. La variation de cette juste valeur est enregistrée au compte de résultat, où elle est compensée par la variation symétrique de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité (voir 1.15.D Instruments dérivés).

Les encours de crédit font l'objet de tests de perte de valeur dès l'apparition d'un indicateur révélateur de risque, c'est à dire dès le premier impayé. La perte de valeur est évaluée par comparaison de la valeur nette comptable de la créance avec les flux de recouvrement estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif du crédit.

Pour les encours de crédits à la clientèle finale :

- une perte de valeur est constatée sur les encours sains dès le premier jour d'impayé ; elle est appréciée en fonction de la probabilité de passage de l'encours restant dû en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées,
- la perte de valeur sur les encours douteux est évaluée en fonction d'un taux de pertes moyennes actualisées au taux d'intérêt effectif du crédit, sur la base duquel est calculée la dépréciation minorant les créances douteuses.

Pour les autres encours de crédits (essentiellement aux réseaux de distribution), dès l'apparition du premier impayé ou au plus tard lors de leur déclassement en créances douteuses du fait de leur âge (plus de 91 jours sauf statut immunisant représentatif de l'absence de risque de contrepartie, dans la limite de 451 jours), les pertes de valeur sont calculées au cas par cas. En cas de risque aggravé, un déclassement peut être fait avant le délai de 91 jours.

(b) Créances « clients des activités industrielles et commerciales » et « autres débiteurs »

Il s'agit des créances commerciales et autres créances comptabilisées au coût amorti. Ces créances peuvent faire l'objet de dépréciation ou de décomptabilisation telles que décrites ci-après au paragraphe 1.17.

(c) Autres « Prêts et créances »

Il s'agit des éléments classés en « Prêts et créances » et présentés en « autres actifs financiers non courants », en « autres actifs non courants » et en « autres actifs courants ». Ils incluent les créances rattachées à des participations, les prêts « aides à la construction », les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition, surcotes ou décotes. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci pourrait être inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

C. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers sont généralement évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Ceux couverts par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur, c'est-à-dire qu'ils font l'objet d'une réévaluation partielle sur la part couverte, liée à l'évolution des taux d'intérêts. Les variations de valeur sont comptabilisées en résultat de la période et compensées par les variations symétriques des swaps.

Les emprunts dont le taux contractuel dépend de données économiques relatives au Groupe sont considérés selon la norme IAS 39 comme des emprunts à taux fixe, au TIE calculé à l'origine. En cas de nouvelle prévision des données économiques sous-jacentes au calcul de ce TIE, ce dernier reste inchangé tandis que la valeur de la dette au bilan est ajustée en contrepartie des charges financières.

Les obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) émises par le Groupe sont comptabilisées en distinguant deux composantes :

- une composante dette comptabilisée au coût amorti calculé à l'aide d'un taux d'intérêt de marché estimé pour un emprunt obligataire non convertible équivalent. Elle est comptabilisée nette de sa quote-part de frais d'émission ;

- une composante option de conversion comptabilisée en capitaux propres pour un montant égal à la différence entre la valeur d'émission de l'OCEANE et la composante dette. Elle est comptabilisée nette de sa quote-part de frais d'émission et des impôts différés correspondant.

La comptabilisation en capitaux propres de l'option de conversion est imposée du fait qu'elle est à parité fixe (montant fixe d'actions remis contre un montant fixe d'obligations). Sa valeur n'est pas réévaluée ultérieurement, sauf en cas de modification de la durée de vie estimée de l'OCEANE. Elle sera en revanche ajustée en cas de demandes de conversions. Un impôt différé passif est en outre calculé sur la base de la valeur brute de l'option et est également reconnu en capitaux propres.

Les emprunts à taux bonifiés obtenus par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2009 font l'objet d'un retraitement lorsque celui-ci est significatif : le coût amorti de l'emprunt est calculé à l'aide d'un TIE reflétant un taux de marché et appliqué à des flux de trésorerie futurs, tandis que la subvention est comptabilisée conformément à la norme IAS 20, selon sa finalité, comme une subvention d'investissement (voir 1.13.A) ou d'exploitation.

D. Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés

(a) Cas général

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

(b) Instruments de couverture

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture, soit dans une relation de juste valeur, soit des flux futurs de trésorerie :

- une couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de valeur de tout élément d'actif ou de passif, du fait de l'évolution des taux d'intérêt ou de change ;
- une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres, la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des éléments couverts, lorsque ces derniers impactent le compte de résultat. La part efficace des variations de juste valeur des couvertures d'achats de matières premières n'impactent pas le coût d'entrée des stocks de matières premières.

E. Engagements de rachat de minoritaires

En application de la norme IAS 32, les engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe sont enregistrés en passifs financiers non courants au bilan. La contrepartie de cette dette financière est reconnue en déduction des capitaux propres hors-groupe à hauteur de la valeur comptable des intérêts minoritaires concernés, et en déduction des capitaux propres part du groupe pour l'excédent éventuel.

La dette est réévaluée à chaque clôture à la valeur actuelle de remboursement, c'est-à-dire à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option de vente. Toute variation de valeur est comptabilisée en capitaux propres. Lorsque la dette provient d'un engagement datant de moins de 12 mois, le montant des sommes versées par le partenaire minoritaire est réputé représenter la valeur de la dette à la clôture.

1.16. Stocks

Conformément à la norme *IAS 2 Stocks*, les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Leur coût est déterminé selon la méthode du "premier entré - premier sorti". Il incorpore l'ensemble des frais variables directs et indirects de production, et les frais fixes dans la limite de la capacité normative de production de chaque site de fabrication. Les stocks du Groupe n'exigeant pas une longue période de

préparation avant d'être vendus, aucun coût d'emprunt n'est inclus dans leur coût de fabrication.

La valeur nette de réalisation des stocks destinés à être vendus est le prix de vente estimé en tenant compte des conditions de marché et le cas échéant de sources d'information externes, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (moyens commerciaux variables directs, frais de remise en l'état non facturés aux clients pour les véhicules et autres biens d'occasion...).

Au sein de la division équipement automobile, dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks et travaux en cours et le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

1.17. Créances commerciales

Les créances des sociétés industrielles et commerciales font l'objet d'une provision pour dépréciation dans la mesure où le Groupe estime être en risque de ne pas recouvrer ces créances. Les indices de perte de valeur probable qui conduisent le Groupe à s'interroger sur ce point sont : l'existence de litiges non résolus, l'ancienneté des créances ou les difficultés financières importantes du débiteur.

Conformément à IAS 39, le Groupe décomptabilise les créances dont les droits contractuels aux flux de trésorerie ont été transférés, de même que substantiellement tous les risques et avantages attachés à ces créances. Dans le cadre de l'analyse de transfert des risques, le risque de dilution est ignoré, dès lors qu'il est défini et circonscrit (et en particulier correctement distingué du risque de retard de paiement). Les cessions de créances avec recours possible contre le cédant en cas de non paiement du débiteur ne sont pas décomptabilisées. Les coûts de cession de créances sont enregistrés en résultat financier.

Cette règle s'applique également dans la présentation sectorielle aux créances de la division Automobiles cédées aux sociétés de l'activité de financement du Groupe.

1.18. Impôts différés

Conformément à la norme *IAS 12 Impôts sur le résultat*, des impôts différés sont évalués sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Les passifs d'impôts différés sont systématiquement comptabilisés ; les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que s'ils ont une chance raisonnable de se réaliser.

Pour ce qui est des participations dans les filiales ou les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire entre la valeur comptable des titres et leur valeur fiscale sauf :

- si le Groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera ;
- et qu'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

En application de ce principe :

- pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt est reconnu seulement à hauteur des impôts de distribution sur les dividendes que le Groupe a prévu de faire verser par ses filiales l'année suivante ;
- pour les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt de distribution est reconnu sur toutes les différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres ;
- les gains d'impôts courants générés par des provisions ou cessions internes ne sont pas annulés par des passifs d'impôts différés, sauf si la différence est temporaire, notamment dans le cas où la cession de la filiale concernée est envisagée.

1.19. Provisions

Conformément à la norme *IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

Les effets d'actualisation sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont significatifs, sur la base d'un taux sans risque.

1.20. Engagements de retraites et assimilés

Les salariés du Groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite (note 28.1). Le Groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond à ces cotisations est prise en compte de résultat de l'exercice.

Conformément à la norme *IAS 19 Avantages au personnel*, dans le cadre des régimes de prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de départ à la retraite ;
- un taux d'actualisation financière ;
- un taux d'inflation ;
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Ces évaluations sont effectuées tous les ans pour les principaux régimes, et tous les trois ans pour les autres régimes, sauf lorsque des modifications d'hypothèses ou de fortes modifications de données démographiques nécessitent des chiffrages à une fréquence plus rapprochée.

Des gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts sont reconnus en résultat sur l'exercice suivant, selon la méthode du corridor : ils sont étalés sur la durée résiduelle de vie active des bénéficiaires, pour leur part excédant le plus grand de 10 % des engagements ou de 10 % de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture.

En cas de modification des avantages accordés par un régime, les nouveaux droits acquis au titre des services passés sont immédiatement pris en charge, tandis que ceux non encore acquis sont reconnus linéairement en résultat sur la durée restante d'acquisition.

Ainsi, pour chaque plan à prestations définies, le Groupe comptabilise une provision égale aux engagements, nets de la juste valeur des actifs financiers du régime, et des écarts actuariels et coûts des services passés non encore comptabilisés.

Les fonds externes étant appelés à couvrir la totalité des engagements de retraite, y compris la partie non reconnue du fait de l'étalement des écarts actuariels,, il se peut que les actifs financiers excèdent les engagements comptabilisés et génèrent un actif en « Autres valeurs immobilisées ». La reconnaissance de cet actif est cependant limitée au cumul des pertes actuarielles nettes et du coût des services passés non comptabilisés.

En outre, en cas d'obligation minimum de financement imposée par la loi ou par un règlement de plan de retraite, lorsque le Groupe n'a pas un droit inconditionnel à remboursement sur les fonds au sens de l'interprétation IFRIC 14, le plafonnement de l'actif s'en trouve affecté. Que le plan soit en déficit ou en surplus, une provision complémentaire est comptabilisée au titre de la quote-part non disponible de la valeur actualisée des contributions minima afférentes à des services passés qui, une fois payées, après avoir comblé le déficit constaté au sens de la norme IAS 19, donneraient lieu à un surplus excédant le plafond déterminé conformément à cette norme.

Ainsi, la charge nette de l'exercice des retraites à prestations définies correspond à la somme:

- du coût des services rendus par le personnel (en Résultat opérationnel courant)
- de l'amortissement des écarts actuariels et du coût des services passés (en Résultat opérationnel courant)
- de la charge de désactualisation des engagements (en Charges à caractère financier)
- du rendement attendu des actifs des plans (en Produit à caractère financier)
- et de la variation de la provision IFRIC 14 éventuelle (en Produits ou en Charges opérationnels non courants).

Les autres engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision sont :

- pour les filiales françaises et étrangères, le versement de primes liées à l'ancienneté (note 28.2);
- pour certaines filiales implantées aux Etats-Unis d'Amérique, la couverture des frais médicaux (note 28.3).

1.21. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu et plans d'attribution d'actions gratuites

Des options d'achat et de souscription d'actions, ainsi que des actions gratuites, sont accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe dans le cadre de plans dénoués en instruments de capitaux propres. Conformément à la norme *IFRS 2 Paiement fondé sur des actions*, les options et actions gratuites sont évaluées à la date d'octroi, c'est-à-dire à la date d'information des bénéficiaires. Les options sont valorisées selon le modèle mathématique Black & Scholes. La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue, que le Groupe estime correspondre à leur durée de vie moyenne. La valeur des actions attribuées gratuitement correspond au cours en date d'octroi diminué d'une prime d'inaccessibilité et de la valeur des dividendes futurs qui ne seront pas perçus sur la période d'acquisition des droits. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

Pour obtenir la charge de personnel à comptabiliser au titre de chaque plan, la valeur de l'option ou de l'action est multipliée par le nombre estimé d'instruments de capitaux propres qui sera in fine remis. Celui-ci est éventuellement ajusté à chaque clôture en fonction de la ré-estimation d'atteinte des critères de performance dit « hors marché », modifiant ainsi la charge de personnel au titre du plan.

Cette charge de personnel est comptabilisée linéairement (comme un amortissement) entre la date d'octroi et la date de maturité (période d'acquisition des droits) avec une contrepartie directe en capitaux propres.

En cas de non atteinte des critères de performance dit « hors marché », la charge de personnel au titre d'un plan d'attribution d'actions gratuite sera complètement annulée.

Lorsqu'un bénéficiaire d'un plan, quitte le Groupe, avant la fin de la période d'acquisition, en perdant ses droits sur les options d'achat et de souscriptions d'actions précédemment détenues, un produit est constaté en résultat correspondant à l'annulation des charges précédemment constatées.

Inversement, si la date de départ d'un bénéficiaire est avancée par rapport aux prévisions d'origine, cela conduit à l'accélération du plan d'amortissement de ses options ou de ses actions attribuées gratuitement.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis le 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. En conséquence, les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont ni évalués, ni comptabilisés.

1.22. Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

NOTE 2 - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. NOMBRE DE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

	31/12/2011	31/12/2010
Intégration globale		
Sociétés industrielles et commerciales	358	337
Sociétés de financement	43	42
	401	379
Mise en équivalence		
Sociétés industrielles et commerciales	53	38
Sociétés de financement	1	1
	54	39
Nombre de sociétés à la clôture	455	418

Le groupe Faurecia est détenu à hauteur de 57,43%. Compte tenu des droits de vote double, le pourcentage de contrôle est de 72,87%. L'exercice de l'ensemble des instruments dilutifs de Faurecia n'aurait pas d'incidence sur le contrôle exclusif par le Groupe.

2.2. ÉVOLUTION DURANT L'EXERCICE

	2011
Nombre de sociétés à l'ouverture	418
Nouvelles sociétés :	44
- Automobile	14
- Équipement automobile	17
- Transport et logistique	10
- Financement et assurances	2
- Autres activités	1
Sociétés cédées ou déconsolidées	(1)
Sociétés absorbées et autres	(6)
Nombre de sociétés à la clôture	455

Opérations significatives de l'exercice

Les opérations significatives intervenues durant l'exercice 2011 sont les suivantes :

- la création à parité avec le groupe BMW de la société BMW Peugeot Citroën Electrification officialisée par le protocole d'accord signé le 25 octobre 2011. Elle a pour objet le développement et la fabrication de composants pour véhicules hybrides, ainsi que des logiciels destinés au fonctionnement des systèmes hybrides. Au 31 décembre 2011, le capital souscrit par le Groupe est de 13 millions d'euros sur un engagement total de 63 millions d'euros. La société commune de droit néerlandais BMW Peugeot Citroën Electrification BV détenue à parité avec le Groupe BMW, contrôle exclusivement une société en France, BMW Peugeot Citroën Electrification SAS et une société en Allemagne, BMW Peugeot Citroën Electrification GmbH.
- la création en Chine à parité avec le groupe Chine Chang'An Automobile Group (CCAG) de la société Changan PSA Automobiles Co., Ltd (CAPSA). Elle a pour objet la production et la commercialisation en Chine de véhicules utilitaires légers et de véhicules particuliers. Dans un premier temps, elle disposera d'une capacité de production annuelle de 200 000 véhicules et moteurs. Elle disposera également d'un centre de recherche et développement. Au 31 décembre 2011, le capital souscrit par le Groupe et non appelé s'élève à 215 millions d'euros. Le financement complémentaire devrait être obtenu par des emprunts externes. Le montant de l'investissement initial est de 8,4 milliards de RMB (soit environ 1 030 millions d'euros).
- l'acquisition de 70% du capital du groupe Mercurio par Gefco le 17 mai 2011 qui, détient par ailleurs une option d'achat des 30% du capital restant. Cette acquisition permet à Gefco d'accélérer son développement dans la logistique automobile aval, de poursuivre la diversification de son portefeuille clients ainsi que son développement à l'international.
- les acquisitions par Faurecia de Madison Automotiv Seating propriétaire d'une usine d'assemblage de sièges pour Nissan aux USA, et de l'activité de la société Angell-Demmel de fabrication de pièces de décoration en aluminium pour intérieur véhicule, en Allemagne et en Autriche.

NOTE 3 - INFORMATION SECTORIELLE

En application d'IFRS 8 "Secteurs opérationnels", les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Les informations publiées ci-dessous issues du reporting interne sont établies en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne. Le résultat sectoriel de référence est le résultat opérationnel courant.

3.1. SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le Groupe est géré en cinq secteurs principaux :

- la division Automobile qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires de marque Peugeot et de marque Citroën ;
- la division Équipement automobile, constituée du groupe Faurecia spécialisé dans les métiers des systèmes d'intérieur, des sièges d'automobile, d'extérieurs d'automobile et des technologies de contrôle des émissions ;
- la division Transport et logistique, constituée du groupe Gefco spécialisé dans la logistique et le transport de véhicules et de marchandises ;
- la division activités de Financement, qui correspond au groupe Banque PSA Finance, assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot et Citroën ainsi que celui de leurs réseaux de distribution ;
- les autres activités du Groupe incluent notamment celles de la société Peugeot S.A., tête de groupe, et de Peugeot Motorcycles.

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante. Faurecia et Banque PSA Finance établissant des comptes consolidés publiés, la présentation du résultat de leur secteur va jusqu'au résultat net. Pour les autres secteurs, du fait d'une gestion commune de la trésorerie et de l'impôt dans certains pays, seuls le résultat opérationnel et le résultat net des sociétés mises en équivalence sont présentés pour chaque secteur. La colonne "Éliminations et réconciliations" regroupe les éliminations internes au Groupe, ainsi que les montants non affectés par secteur permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe.

Toutes les relations commerciales inter-activités sont établies sur une base de prix de marché.

2011 (en millions d'euros)	Automobile	Équipement automobile	Transport et logistique	Financement	Autres activités	Éliminations et réconciliations	Total
Chiffre d'affaires net							
- de l'activité (hors Groupe)	42 662	14 092	1 451	1 583	124	-	59 912
- ventes inter-activités (Groupe)	48	2 098	2 331	319	86	(4 882)	-
Total	42 710	16 190	3 782	1 902	210	(4 882)	59 912
Résultat opérationnel courant	(92)	651	223	532	7	(6)	1 315
Produits opérationnels non courants	46	-	-	-	-	-	46
Frais de rationalisation	(247)	(56)	-	-	(7)	-	(310)
Pertes de valeur des UGT	(146)	-	-	-	(5)	-	(151)
Autres charges opérationnelles non courantes	-	(2)	-	-	-	-	(2)
Résultat opérationnel	(439)	593	223	532	(5)	(6)	898
Produits sur prêts, titres de placements et trésorerie		10		-		104	114
Charges de financement		(104)		-		(227)	(331)
Produits à caractère financier		7		2		207	216
Charges à caractère financier		(31)		(3)		(299)	(333)
Résultat financier	-	(118)	-	(1)	-	(215)	(334)
Impôts sur les résultats		(96)		(180)		323	47
Résultat net des sociétés mises en équivalence	141	34	1	3	(6)	-	173
Résultat net consolidé		413		354			784
Investissements (hors ventes avec clause de rachat)	2 971	629	59	26	6		3 691
Dotations aux amortissements	(2 413)	(460)	(55)	(17)	(1)		(2 946)

En 2011, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 1 032 millions d'euros. Le coût du risque au titre de ce même exercice s'élève à 115 millions d'euros.

2010 (en millions d'euros)	Automobile	Équipement automobile	Transport et logistique	Financement	Autres activités	Éliminations et réconciliations	Total
Chiffre d'affaires net							
- de l'activité (hors groupe)	41 386	11 760	1 217	1 559	139	-	56 061
- ventes inter-activités (groupe)	19	2 036	2 134	293	79	(4 561)	-
Total	41 405	13 796	3 351	1 852	218	(4 561)	56 061
Résultat opérationnel courant	621	456	198	507	11	3	1 796
Produits opérationnels non courants	249	87	13	27	-	-	376
Frais de rationalisation	(77)	(117)	(1)	-	(1)	-	(196)
Pertes de valeur des UGT	(230)	-	-	-	(4)	-	(234)
Autres charges opérationnelles non courants	-	(6)	-	-	-	-	(6)
Résultat opérationnel	563	420	210	534	6	3	1 736
Produits sur prêts, titres de placements et trésorerie		8		-		78	86
Charges de financement		(99)		-		(356)	(455)
Produits à caractère financier		5		1		223	229
Charges à caractère financier		(31)		(3)		(255)	(289)
Résultat financier	-	(117)	-	(2)	-	(310)	(429)
Impôts sur les résultats		(90)		(140)		(25)	(255)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	184	19	-	2	(1)	-	204
Résultat net consolidé		232		394			1 256
Investissements (hors ventes avec clause de rachat)	2 375	460	26	24	4		2 889
Dotations aux amortissements	(2 482)	(496)	(49)	(16)	-		(3 043)

En 2010, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 1 000 millions d'euros. Le coût du risque au titre de ce même exercice s'élève à 129 millions d'euros.

3.2. ZONES GÉOGRAPHIQUES

Les postes ci-dessous sont ventilés, pour le chiffre d'affaires, par zone de commercialisation à la clientèle et pour les investissements et les actifs, par zone d'implantation des sociétés consolidées.

2011 (en millions d'euros)	Zone Europe	Zone Russie	Zone Asie	Zone Amérique latine	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires	43 836	1 608	2 833	5 495	6 140	59 912
Actifs non courants hors impôts différés et financiers	17 464	387	236	1 459	373	19 919

2010 (en millions d'euros)	Zone Europe	Zone Russie	Zone Asie	Zone Amérique latine	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires	42 842	984	2 255	4 770	5 210	56 061
Actifs non courants hors impôts différés et financiers	17 067	200	158	1 244	337	19 006

NOTE 4 - CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Ventes de biens	55 211	51 641
Prestations de services	3 118	2 861
Activités de Financement	1 583	1 559
Total	59 912	56 061

Les ventes de biens sont composées essentiellement de ventes de véhicules, de pièces, d'organes et de composants automobiles. Les prestations de services incluent principalement les prestations de transport de véhicules et de marchandises, les activités d'atelier du réseau de concessionnaires détenus par le Groupe ainsi que les activités de location de véhicules, tels que définies en note 14.2.

Le chiffre d'affaires des activités de Financement est composé principalement des produits d'intérêts bruts, primes d'assurance et autres produits bruts.

NOTE 5 - COÛTS OPÉRATIONNELS COURANTS PAR NATURE

Conformément à la norme IAS 1 révisée, les charges liées aux avantages au personnel et les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont explicitées ci-dessous. Les autres coûts opérationnels courants sont suivis par division de façon appropriée à chacune d'elles, ce qui ne permet pas une présentation homogène par nature au niveau Groupe.

Frais de personnel

Les frais de personnel inscrit à l'effectif des sociétés du Groupe se ventilent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Automobile	(5 921)	(5 750)
Équipement automobile	(2 633)	(2 303)
Transport et logistique	(454)	(393)
Financement	(142)	(135)
Autres activités	(102)	(103)
Total	(9 252)	(8 684)

Le détail des charges liées aux plans d'option d'achat d'actions et aux plans d'attribution d'actions est donné en note 26.3.D et 26.4, celui des charges de retraites en note 28.1.F.

Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Les amortissements inclus dans le résultat opérationnel courant concernent les actifs suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Frais de développement	(844)	(832)
Autres immobilisations incorporelles	(82)	(74)
Outillages spécifiques	(658)	(709)
Autres immobilisations corporelles	(1 362)	(1 428)
Total	(2 946)	(3 043)

NOTE 6 - FRAIS D'ÉTUDES, DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

(en millions d'euros)	2011	2010
Total des dépenses engagées	(2 535)	(2 340)
Frais de développement activés ⁽¹⁾	1 227	1 097
Frais non activés	(1 308)	(1 243)
Amortissement des frais de développement activés (note 13.1)	(844)	(832)
Total	(2 152)	(2 075)

⁽¹⁾ En complément à ces frais, sont activés des frais financiers au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts" (cf. note 13.1).

Les montants présentés dans le tableau ci-dessus sont nets des subventions reçues.

NOTE 7 - PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

(en millions d'euros)	2011	2010
Résultat de cession de biens immobiliers (note 7.5)	40	58
Reprise de provision pour obligation de financement minimum des retraites (note 7.6)	-	204
Autres produits opérationnels non courants	6	114
Produits opérationnels non courants	46	376
Perte de valeur des UGT et provisions pour contrats onéreux de la division Automobile (note 7.1)	(146)	(230)
Perte de valeur des UGT des autres secteurs (note 7.3)	(5)	(4)
Frais de rationalisation des structures (note 7.4)	(310)	(196)
Autres charges opérationnelles non courantes	(2)	(6)
Charges opérationnelles non courantes	(463)	(436)

En 2010, les autres produits opérationnels non courants incluent un profit résultant de l'acquisition à des conditions avantageuses (badwill de 84 millions d'euros) de Plastal Allemagne et Plastal Espagne par Faurecia.

7.1. PERTE DE VALEUR DES UGT ET PROVISIONS POUR CONTRATS ONÉREUX DE LA DIVISION AUTOMOBILE

Conformément au principe énoncé en note 1.14, les valeurs comptables de chaque UGT Véhicule ainsi que celle de l'UGT globale division Automobile ont fait respectivement l'objet d'une comparaison avec leur valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés calculés à partir des données issues du Plan à Moyen Terme (PMT 2012-2016) de décembre 2011 ou du plan stratégique à dix ans pour les véhicules en développement.

En 2011, l'actualisation des flux de trésorerie a été réalisée en utilisant un coût moyen du capital après impôts qui a été porté à 8,5% contre 8% en 2010. Ce taux repose sur des taux de marché et une prime de risque de 5,5% (5% en 2010) en ligne avec les données récentes.

En complément de ces tests de valeur portant sur les actifs des UGT, les UGT Véhicules s'appuyant sur des contrats de coopération prévoyant une production par des tiers peuvent devoir faire l'objet de provisions pour risques prenant en compte les engagements contractuels. Ces provisions pour contrats d'approvisionnement onéreux visent alors à couvrir les pertes futures estimées, liées aux engagements de ces contrats, conformément au principe énoncé en note 1.19.

En 2011, du fait notamment de l'évolution défavorable du Yen, les tests effectués ont conduit à comptabiliser :

- une dépréciation d'actifs de 84 millions d'euros.
- et pour les contrats onéreux antérieurement provisionnés, une dotation complémentaire de 89 millions d'euros et une reprise de 27 millions d'euros.

Pour l'ensemble des UGT, le Groupe a réalisé des tests de sensibilité aux hypothèses clé sur la base de l'augmentation de 1% du taux d'actualisation, de la diminution des marges de 200 euros par véhicule et d'une baisse de volumes de 10%. La baisse de valeur d'utilité consécutive à ces variations d'hypothèses ne remettrait pas en cause la valorisation des actifs immobilisés au bilan.

Pour les UGT sensibles à l'évolution du cours du Yen, le Groupe a réalisé des tests de sensibilité à la parité Yen/Euro. En faisant varier la parité prévisionnelle Yen/Euro retenue dans le test de référence (parité estimée sur la base du consensus de marché en fin d'année 2011) de +/- 5%, la charge de l'exercice 2011 aurait été, soit minorée de 100 millions d'euros, soit au contraire majorée de 150 millions d'euros.

7.2. PERTE DE VALEUR DES UGT ET AUTRES DÉPRÉCIATIONS DU GROUPE Faurecia

UGT au sein de Faurecia

Conformément au principe énoncé en note 1.14, la valeur comptable de chaque groupe d'actifs a fait l'objet d'une comparaison avec le montant le plus élevé de la valeur de marché et la valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, issus des dernières prévisions, pour chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie (Plan à Moyen Terme établi pour la période 2012-2015, révisé en fin d'année 2011 avec les dernières hypothèses du budget 2012). Les hypothèses de volumes reprises dans le Plan à Moyen Terme pour les années 2012-2015 sont issues de sources externes.

La principale hypothèse affectant la valeur d'utilité est le niveau de résultat opérationnel courant notamment dans la valeur terminale. La marge pour l'année 2015 ressort à 5,6%.

L'extrapolation des prévisions de la dernière année du Plan à Moyen Terme (2015), projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance de 1,5 % apprécié en fonction des prévisions d'évolution du marché automobile par les analystes. Ce taux est identique à celui retenu pour la réalisation du test de l'exercice précédent.

Un expert indépendant a été consulté pour déterminer le coût moyen pondéré du capital utilisable pour actualiser les flux de trésorerie futurs. Le coût moyen du capital après impôts utilisé comme taux pour actualiser les flux futurs a été fixé à 9,5 % (9 % en 2010) compte tenu d'une fourchette de prime de risque comprise entre 5,5% et 6%.

Le test réalisé fin 2011 a permis de confirmer la valeur au bilan des écarts d'acquisition affectés aux quatre UGT ci-dessous dont la valeur au bilan consolidé est présentée en note 13.2.

La sensibilité du résultat du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination fin 2011 de la valeur d'utilité des groupes d'actifs portant le principal écart d'acquisition est reflétée dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Marge du test ⁽¹⁾	Taux d'actualisation des flux de trésorerie + 0,5 %	Taux de croissance à l'infini - 0,5 %	Taux de résultat opérationnel courant de la valeur terminale - 0,5 %	Combinaison des trois facteurs
Sièges d'automobile	1 583	(193)	(158)	(209)	(513)
Systemes d'intérieur	1 480	(140)	(113)	(136)	(357)
Technologies de contrôle des émissions	1 212	(129)	(106)	(206)	(399)
Extérieurs d'automobile	590	(53)	(43)	(65)	(146)

⁽¹⁾ marge du test = valeur d'utilité - valeur nette comptable

Les baisses des valeurs d'utilité qui seraient consécutives aux simulations ci-dessus prises isolément et par combinaison des trois facteurs ne remettraient pas en cause la valorisation des écarts d'acquisition au bilan.

UGT Faurecia chez PSA PEUGEOT CITROEN

Le goodwill Faurecia a été testé à partir de la quote-part du groupe PSA Peugeot Citroën dans la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, sous déduction des capitaux employés y compris les goodwill attachés, des activités de Faurecia, déterminés selon les hypothèses décrites ci-dessus. Le test réalisé fin 2011 a permis de confirmer la valeur au bilan de l'écart d'acquisition affecté à cette UGT dont la valeur au bilan consolidé est présentée en note 13.2.

La sensibilité du résultat du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination fin 2011 de la valeur d'utilité du goodwill Faurecia est reflétée dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Marge du test ⁽¹⁾	Taux d'actualisation des flux de trésorerie + 0,5 %	Taux de croissance à l'infini - 0,5 %	Taux de résultat opérationnel courant de la valeur terminale - 0,5 %	Combinaison des trois facteurs
	2 607	(298)	(243)	(354)	(813)

⁽¹⁾ marge du test = valeur d'utilité - valeur nette comptable

Les baisses des valeurs d'utilité qui seraient consécutives aux simulations ci-dessus prises isolément et par combinaison des trois facteurs ne remettraient pas en cause la valorisation des écarts d'acquisition au bilan.

La valorisation boursière des titres Faurecia détenus par Peugeot S.A. s'élève au 31 décembre 2011 à 929 millions d'euros, représentative des transactions entre minoritaires sans prise de contrôle.

La part du Groupe dans l'actif net de Faurecia dans les comptes du Groupe est valorisée à 719 millions d'euros (y compris le goodwill dégagé par Peugeot S.A. à la même date). Aucune dépréciation n'est à constater.

7.3. PERTE DE VALEUR DES UGT DES AUTRES SECTEURS

Les actifs de la société Peugeot Motocycles ont également fait l'objet d'une dépréciation en 2011 suite à de nouvelles estimations sur les activités de la société. Les actifs non courants hors terrain sont totalement dépréciés. La dépréciation comptabilisée sur 2011 s'élève à 5 millions d'euros (4 millions d'euros en 2010) affectée uniquement à des immobilisations corporelles. Par ailleurs les titres de la JV en Chine comptabilisés en équivalence pour 6 millions d'euros, ont été totalement dépréciés en 2011.

Les tests ont été réalisés en utilisant une valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, issus des dernières prévisions à moyen terme 2012-2016 de l'entreprise projetées à l'infini avec un taux de croissance nul. L'actualisation des flux de trésorerie a été réalisée en utilisant un coût moyen pondéré du capital après impôts de 9,7 %, identique à celui utilisé en 2010.

7.4. FRAIS DE RATIONALISATION DES STRUCTURES

A. Ventilation par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Départs anticipés de certains salariés	3	(2)
Coûts de réduction d'effectifs	(308)	(178)
Coûts d'arrêt de production et autres coûts de fermeture	(5)	(16)
Total	(310)	(196)

B. Ventilation par secteur

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Automobile	(247)	(77)
Équipement automobile	(56)	(117)
Transport et logistique	-	(1)
Financement	-	-
Autres activités	(7)	(1)
Total	(310)	(196)

Division Automobile

Les frais de rationalisation de la division Automobile s'élèvent à 247 millions d'euros et s'expliquent principalement par les éléments ci-après :

En France :

Le 26 octobre 2011, le Groupe a présenté au Comité de Groupe Européen un plan de compétitivité de la Division Automobile concernant la France et l'Europe.

Pour la mise en œuvre de ce plan, le Groupe a présenté au Comité Central d'Entreprise du 20 décembre 2011, dans le cadre du dispositif de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences les mesures concernant la France. Elles englobent des mesures de mobilités internes ainsi que des mesures d'accompagnement de départs volontaires, portant au total sur 1 900 personnes. Au 31 décembre 2011, une charge nette de 154 millions d'euros a été constatée à ce titre (181 millions d'euros de provision de restructuration compensée par 27 millions d'euros de reprise de provision pour retraites).

Au 31 décembre 2010, le Groupe avait constaté au titre du Plan d'adéquation des emplois et des compétences d'octobre 2010 une charge nette de restructuration de 27 millions d'euros pour 605 départs volontaires. Au 31 décembre 2011, l'actualisation des coûts, la modification des conditions de départ et un nombre de départ plus élevé (1 306 départs), se sont traduits par une charge complémentaire de 40 millions d'euros.

En Europe :

Le plan de compétitivité du 26 octobre 2011 de la Division Automobile prévoit des mobilités internes et des départs volontaires concernant 600 personnes. Au 31 décembre 2011, une provision de restructuration de 38 millions d'euros a été constatée à ce titre. De plus, une provision de restructuration de 23 millions d'euros a été comptabilisée au 31 décembre 2011 au titre des autres plans déjà engagés.

Division Équipement automobile (groupe Faurecia)

En 2011, les frais de rationalisation du groupe Faurecia s'élèvent à 56 millions d'euros, comprenant des coûts de restructuration pour 47 millions d'euros, relatifs à 1 338 personnes principalement en Amérique du Nord. Ils s'élevaient à 117 millions d'euros en 2010.

Division Transport et logistique

En 2011 et 2010, la division Transport et logistique n'a pas supporté de nouveaux coûts de restructuration significatifs.

Autres activités

En 2011, la société Peugeot Motocycles a annoncé un plan de réorganisation de son outil industriel se traduisant par la cessation progressive de la production de moteurs sur le site de Dannemarie. Au 31 décembre 2011, les frais de rationalisation s'élèvent à 7 millions d'euros. Ils comprennent des coûts de restructuration pour 4 millions d'euros, couvrant un effectif prévisionnel de 101 personnes, et des coûts de fermeture de site pour 3 millions d'euros.

C. Effectifs concernés par les plans de réduction d'effectifs

Les effectifs de la période concernés par les plans de réduction d'effectifs correspondent, aux effectifs estimés au titre des nouveaux plans, ainsi qu'aux effectifs complémentaires estimés au titre des anciens plans. Ces derniers correspondent à la différence entre l'effectif total estimé concerné par ces plans et les effectifs estimés pris en compte à la clôture de l'exercice précédent.

<i>(en nombre de personnes)</i>	2011	2010
France	2 844	2 264
Autres pays d'Europe	1 499	2 190
Autres pays hors Europe	1 010	96
Total	5 353	4 550

7.5. RÉSULTAT DE CESSION DE BIENS IMMOBILIERS

En 2011, le résultat de cession de biens immobiliers par le secteur Automobile s'élève à 40 millions d'euros. En 2010, le résultat de cession se rattachait principalement aux secteurs Automobile et Financement pour respectivement 30 et 24 millions d'euros.

7.6. PROVISION POUR OBLIGATION DE FINANCEMENT MINIMUM DES RETRAITES

En décembre 2010, une modification des règlements de trois des quatre fonds de pension des filiales du Royaume-Uni a été décidée par les Trustees. Les avenants actent que le Groupe a dorénavant un droit inconditionnel à remboursement sur les excédents des fonds au sens de l'interprétation IFRIC 14. De ce fait, la provision antérieurement constituée au titre des obligations de financement minimum en application d'IFRIC 14, a été intégralement reprise en résultat (cf. note 28.1.D).

NOTE 8 - PRODUITS SUR PRÊTS, TITRES DE PLACEMENT ET TRÉSORERIE

Les produits financiers sur prêts correspondent aux intérêts de la période déterminés selon la méthode définie en note 1.15.B (3)(c).

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Produits financiers sur prêts	7	6
Produits financiers sur trésorerie	105	75
Réévaluation des titres de placement classés en juste valeur par résultat	2	5
Résultat sur instruments de taux associés aux placements	-	-
Total	114	86

NOTE 9 - CHARGES DE FINANCEMENT

Les frais financiers sur autres emprunts correspondent aux intérêts de la période déterminés selon la méthode définie en note 1.15.C.

(en millions d'euros)	2011	2010
Frais financiers sur emprunts ⁽¹⁾	(245)	(395)
Frais financiers sur découverts bancaires	(32)	(25)
Frais financiers sur location financement	(20)	(20)
Résultat de change sur opérations financières	(25)	(8)
Autres	(9)	(7)
Total	(331)	(455)

⁽¹⁾ Les frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 "Coûts d'emprunts" de 122 millions d'euros en 2011 (87 millions d'euros en 2010) sont déduits des frais financiers sur emprunts.

NOTE 10 - PRODUITS ET CHARGES À CARACTÈRE FINANCIER

(en millions d'euros)	2011	2010
Rendement attendu des actifs financiers sur engagements de retraite	147	149
Autres produits financiers	69	80
Produits à caractère financier	216	229
Effet de l'actualisation sur engagements de retraite	(181)	(190)
Variation de la part inefficace des instruments financiers	-	4
Autres frais financiers	(152)	(103)
Charges à caractère financier	(333)	(289)

NOTE 11 - IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

11.1. CHARGE D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES

(en millions d'euros)	2011	2010
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices	(410)	(277)
Impôts différés		
Impôts différés de l'exercice	415	81
Actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur	42	(59)
Total	47	(255)

A. Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

En France, la société Peugeot S.A. a maintenu son option pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code général des impôts pour elle-même et les filiales françaises contrôlées au moins à 95 %.

Par ailleurs, le Groupe applique les régimes nationaux optionnels d'intégration ou de consolidation fiscale.

B. Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode comptable précisée en note 1.18.

La loi sur le financement de la Sécurité sociale n°99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3 % de l'impôt de base dû ; pour les sociétés françaises le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1 %.

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %.

La 4^{ème} loi de finances rectificative du 21 décembre 2011 a instauré une majoration exceptionnelle de 5% du montant de l'impôt sur les sociétés au titre des exercices 2011 et 2012, portant le taux d'imposition à 36,10%. Elle a également limité l'utilisation des déficits reportables à 60% des bénéfices taxables de l'exercice.

Les impôts différés passifs à échéance 2012 et les impôts différés actifs sur déficits qui pourront être imputés sur ces derniers (dans la limite de 60%) ont été réévalués à ce nouveau taux.

L'effet net est une charge de 5 millions d'euros.

11.2. RÉCONCILIATION ENTRE L'IMPÔT AU TAUX LÉGAL EN FRANCE ET L'IMPÔT DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	2011	2010
Résultat avant impôt des sociétés consolidées par intégration globale	564	1 307
Taux d'impôt légal en France pour l'exercice	36.1%	34.4%
Impôt théorique calculé au taux d'impôt légal en France pour l'exercice	(204)	(450)
Effet impôt des éléments suivants :		
• Différences permanentes	1	76
• Résultat taxable à taux réduit	61	38
• Crédits d'impôts	110	38
• Résultat France non soumis au taux majoré	(26)	-
• Différences de taux à l'étranger et autres	63	102
• Actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur	42	(59)
Impôts sur les résultats	47	(255)
Taux effectif d'impôt groupe	8.3%	-19.5%

Les crédits d'impôts comprennent des crédits d'impôt recherche n'ayant pas le caractère de subvention. En 2010, les différences permanentes intègrent l'effet positif relatif au badwill Plastal, qui est sans effet d'impôt. Les actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur concernent essentiellement le groupe Faurecia.

11.3. ÉVOLUTION DES POSTES DE BILAN

2011 (en millions d'euros)	Ouverture	Charge	Capitaux propres	Règlements	Conversion et autres	Clôture
Impôts courants						
Actif	192					170
Passif	(117)					(120)
	75	(410)	-	405	(20)	50
Impôts différés						
Actif	482					1 432
Passif	(879)					(1 337)
	(397)	457	41	-	(6)	95

En France, du fait de la 4^{ème} loi de finances rectificative du 21 décembre 2011, la compensation des impôts différés actifs sur déficits avec des impôts différés passifs a été limitée à 60% de ces derniers, soit 1 315 millions d'euros. La part non compensée de l'impôt différé actif sur déficits est de 878 millions d'euros.

2010 (en millions d'euros)	Ouverture	Charge	Capitaux propres	Règlements	Conversion et autres	Clôture
Impôts courants						
Actif	160					192
Passif	(113)					(117)
	47	(277)	-	315	(10)	75
Impôts différés						
Actif	560					482
Passif	(996)					(879)
	(436)	22	(16)	-	33	(397)

11.4. IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

<i>(en millions d'euros)</i>		2011	2010
Crédits d'impôts	Crédits d'impôts avant compensation	10	16
	Crédits d'impôts du groupe d'intégration fiscale France compensés ⁽¹⁾	-	(7)
	Autres crédits d'impôts compensés	-	-
	Total crédits d'impôts	10	9
Impôts différés actifs sur déficits	Valeur brute avant compensation ⁽²⁾	3 260	2 907
	Dépréciations d'actifs reconnus à l'origine	(78)	(81)
	Actifs sur déficits non reconnus à l'origine ⁽³⁾	(764)	(773)
	Déficit du groupe d'intégration fiscale France compensé ⁽¹⁾	(1 315)	(1 878)
	Autres impôts différés actifs compensés	(71)	(95)
	Total impôts différés actifs sur déficits	1 032	80
Autres impôts différés actifs		390	393
Impôts différés actifs		1 432	482
Impôts différés passifs avant compensation ⁽⁴⁾		(2 652)	(2 764)
Actifs d'impôts différés sur déficits et crédits d'impôts compensés dans le groupe d'intégration fiscale France ⁽¹⁾		1 315	1 885
Impôts différés passifs		(1 337)	(879)

⁽¹⁾ La compensation consiste à présenter au bilan une position nette d'impôt différé au sein du groupe d'intégration fiscale France, les impôts différés actifs étant couverts par les impôts différés passifs, en tenant compte de la limitation légale d'imputation des déficits fiscaux reportables (cf. note 11.1).

⁽²⁾ Les impôts différés actifs sur déficit de Peugeot S.A. ont fait l'objet d'un test de récupération sur la base du Plan à Moyen Terme du Groupe, et d'hypothèses complémentaires pour les exercices ultérieurs. Ce test n'a pas conduit à constater de dépréciation.

La récupération des actifs sur déficit est notamment assurée par leur imputation sur les impôts différés passifs sur un horizon de 10 ans.

⁽³⁾ Les actifs sur déficit non reconnus concernent Faurecia à hauteur de 794 millions d'euros.

⁽⁴⁾ Avant compensation des actifs d'impôts différés sur déficit et crédits d'impôts du groupe d'intégration fiscale France. La capitalisation des frais de recherche et de développement et la divergence de durée ou de mode d'amortissement des immobilisations constituent les principales natures de différences temporelles à l'origine des impôts différés passifs.

NOTE 12 - RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action part du groupe et le résultat net dilué par action part du groupe figurent en bas de page des comptes de résultats consolidés. Ils se déterminent de la manière suivante :

12.1. RESULTAT NET PAR ACTION - PART DU GROUPE

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé compte tenu des différentes évolutions du capital social, corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	2011	2010
Résultat net consolidé - part du groupe (<i>en millions d'euros</i>)	588	1 134
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation	222 761 913	226 861 714
Résultat net - part du groupe - par action de 1 euro (en euros)	2.64	5.00

12.2. RESULTAT NET DILUÉ PAR ACTION - PART DU GROUPE

Le résultat net par action après effet dilutif, est calculé suivant la méthode du "rachat d'actions". Il est calculé en prenant en compte la levée des options d'achat d'actions, les actions gratuites accordées aux salariés et la conversion des OCEANE lorsqu'elle n'est pas relative. Les effets du calcul sont les suivants :

Les OCEANE de Peugeot S.A., le plan d'attribution d'actions gratuites accordé en 2010 et les plans d'options d'achat d'actions n'ont pas d'effet de dilution potentielle en 2010 et 2011.

A - Effet sur le nombre moyen d'actions

	2011	2010
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation	222 761 913	226 861 714
Effet dilutif suivant la méthode du "rachat d'actions" des :		
- plans d'options d'achat d'actions (note 26.3)	-	-
- OCEANE en circulation (note 29.1)	-	-
Effet dilutif du plan d'attribution gratuite d'actions de Peugeot S.A. (note 26.4)	-	-
Nombre moyen d'actions après dilution	222 761 913	226 861 714

B - Effet de la dilution de Faurecia sur le résultat net consolidé - part du groupe

(en millions d'euros)	2011	2010
Résultat net consolidé - part du groupe	588	1 134
Effet de la dilution chez Faurecia	(17)	(5)
Résultat net consolidé (après effet de la dilution de Faurecia)	571	1 129
Résultat net - part du groupe - dilué par action (en euros)	2.56	4.97

L'OCEANE de Faurecia ainsi que le plan d'attribution d'actions gratuites émis par Faurecia ont un effet potentiel sur le nombre total d'actions Faurecia en circulation sans impacter le nombre d'actions détenues par le groupe PSA. Ainsi, la part du groupe PSA dans le résultat net serait potentiellement diluée. Compte tenu des caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions de Faurecia, ces derniers ne sont pas dilutifs en 2010 et 2011.

NOTE 13 - ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

13.1. ÉVOLUTION DE LA VALEUR NETTE COMPTABLE

31/12/2011 (en millions d'euros)	Écart d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	Immobilisations incorporelles
À l'ouverture de l'exercice	1 505	4 519	427	4 946
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	-	1 326	126	1 452
Dotations	-	(844)	(82)	(926)
Sorties	-	(2)	(9)	(11)
Pertes de valeur	-	(27)	-	(27)
Changement de périmètre et autres ⁽²⁾	75	(1)	49	48
Écart de conversion	2	(13)	-	(13)
À la clôture de l'exercice	1 582	4 958	511	5 469

⁽¹⁾ dont 81 millions d'euros de frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts" (cf. note 1.10).

⁽²⁾ dont 48 millions d'euros de goodwill et 37 millions d'euros de relation clients et de marque liés à l'acquisition en mai 2011 du groupe Mercurio (cf. note 2).

31/12/2010 (en millions d'euros)	Écart d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	Immobilisations incorporelles
À l'ouverture de l'exercice	1 312	4 165	370	4 535
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	-	1 159	86	1 245
Dotations	-	(832)	(74)	(906)
Pertes de valeur	-	-	-	-
Sorties	-	(4)	(2)	(6)
Changement de périmètre et autres ⁽²⁾	180	11	43	54
Écart de conversion	13	20	4	24
À la clôture de l'exercice	1 505	4 519	427	4 946

⁽¹⁾ dont 62 millions d'euros de frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts" (cf. note 1.10).

⁽²⁾ dont 172 millions de goodwill lié à l'acquisition en février 2010 d'Emcon par Faurecia.

13.2. DÉTAIL DES ÉCARTS D'ACQUISITION À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Valeur nette		
Faurecia	187	187
Activités de Faurecia :		
- Sièges d'automobile	793	793
- Technologies de contrôle des émissions ⁽¹⁾	340	336
- Extérieurs d'automobile	96	96
- Systèmes d'Intérieur	32	6
Peugeot Automotiv Pazarlama AS (Popas)	9	10
Crédipar	75	75
Bank PSA Finance Rus	2	2
Gefco Automotive (groupe Mercurio)	48	-
Total	1 582	1 505

⁽¹⁾ Dont 172 millions d'euros de goodwill lié à l'acquisition en février 2010 d'Emcon par Faurecia.

Concernant l'acquisition du groupe Mercurio par Gefco, le coût d'acquisition initial de 36 millions d'euros valorisé selon la méthode du goodwill complet (hors frais d'acquisition comptabilisés en charges) a été alloué sur des bases provisoires réactualisées en fin d'année aux actifs acquis et dettes reprises identifiables.

Les principaux actifs évalués à la juste valeur sont les suivants :

- Relation clients et marque Mercurio, pour 37 millions d'euros,
- Flotte de véhicules, pour 4 millions d'euros.

Les passifs d'impôts différés correspondants s'élèvent à 13 millions d'euros.

La trésorerie acquise est de 3 millions d'euros.

Les tests de perte de valeur des écarts d'acquisition affectés aux UGT du secteur Équipement automobile sont commentés en note 7. Les tests de perte de valeur sur les autres écarts d'acquisition n'ont pas conduit à constater de dépréciation au cours des exercices 2010 et 2011.

NOTE 14 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

14.1. DÉTAIL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution de la valeur nette comptable est la suivante :

31/12/2011 (en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de manutention	Agencements, installations et autres	Encours	Total
Valeur nette							
À l'ouverture de l'exercice	3 185	6 549	2 640	69	266	1 019	13 728
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	171	443	-	31	29	1 641	2 315
Dotations aux amortissements	(277)	(1 605)	(64)	(18)	(56)	-	(2 020)
Pertes de valeur	1	(58)	-	-	-	-	(57)
Sorties	(10)	(14)	-	(11)	(5)	-	(40)
Transferts et reclassements	11	646	-	7	29	(693)	-
Changement de périmètre et autres ⁽²⁾	66	161	107	22	13	(171)	198
Écart de conversion	(14)	(21)	10	(1)	(3)	(21)	(50)
A la clôture de l'exercice	3 133	6 101	2 693	99	273	1 775	14 074
<i>Dont valeur brute</i>	<i>7 354</i>	<i>29 185</i>	<i>3 119</i>	<i>348</i>	<i>917</i>	<i>1 775</i>	<i>42 698</i>
<i>Dont amortissements et pertes de valeur</i>	<i>(4 221)</i>	<i>(23 084)</i>	<i>(426)</i>	<i>(249)</i>	<i>(644)</i>	<i>-</i>	<i>(28 624)</i>

⁽¹⁾ Y compris immobilisations corporelles acquises en location financement. Les frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts" s'élèvent à 40 millions d'euros (cf. note 1.10).

⁽²⁾ Le mouvement "Changement de périmètre et autres" du poste "Véhicules donnés en location" comprend les variations nettes de l'exercice (acquisitions diminuées des sorties).

31/12/2010 (en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de manutention	Agencements, installations et autres	Encours	Total
Valeur nette							
À l'ouverture de l'exercice	3 262	6 537	2 432	76	263	890	13 460
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	116	281	-	23	29	1 359	1 808
Dotations aux amortissements	(287)	(1 713)	(66)	(19)	(52)	-	(2 137)
Pertes de valeur	(8)	1	-	-	-	-	(7)
Sorties	(55)	(41)	-	(10)	(7)	-	(113)
Transferts et reclassements	15	1 092	-	-	21	(1 128)	-
Changement de périmètre et autres ⁽²⁾	102	330	249	-	8	(118)	571
Écart de conversion	40	62	25	(1)	4	16	146
A la clôture de l'exercice	3 185	6 549	2 640	69	266	1 019	13 728
<i>Dont valeur brute</i>	<i>7 212</i>	<i>28 740</i>	<i>3 086</i>	<i>316</i>	<i>893</i>	<i>1 019</i>	<i>41 266</i>
<i>Dont amortissements et pertes de valeur</i>	<i>(4 027)</i>	<i>(22 191)</i>	<i>(446)</i>	<i>(247)</i>	<i>(627)</i>	<i>-</i>	<i>(27 538)</i>

⁽¹⁾ Y compris immobilisations corporelles acquises en location financement. Les frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts" s'élèvent à 25 millions d'euros (cf. note 1.10).

⁽²⁾ Le mouvement "Changement de périmètre et autres" du poste "Véhicules donnés en location" comprend les variations nettes de l'exercice (acquisitions diminuées des sorties).

14.2. VÉHICULES DONNÉS EN LOCATION

Les véhicules donnés en location comprennent les véhicules loués à des particuliers par les sociétés de location du Groupe et les véhicules vendus avec clause de rachat retraités selon les principes énoncés en note 1.5.A.

Ils se ventilent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Véhicules sous clause de rachat	2 290	2 234
Véhicules donnés en location courte durée	403	406
Total valeur nette	2 693	2 640

NOTE 15 - TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

Les sociétés mises en équivalence sont très généralement des sociétés industrielles et commerciales qui ont pour objet de produire, soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile, soit des véhicules complets.

15.1. ÉVOLUTION DE LA VALEUR D'ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	2011	2010
À l'ouverture de l'exercice	1 056	799
Dividendes et transferts de résultat ⁽¹⁾	(103)	(30)
Quote-part du résultat net ⁽²⁾	173	204
Entrées en consolidation ⁽³⁾	249	1
Augmentation / (Diminution) de capital	-	1
Variations de périmètre et autres	(1)	43
Écart de conversion	98	38
À la clôture de l'exercice	1 472	1 056
Dont écart d'acquisition Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	73	68
Dont écart d'acquisition Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd	7	6
Dont écart d'acquisition sur les sociétés Mercurio	2	-

⁽¹⁾ Les dividendes et transferts de résultat 2011 comprennent 62 millions d'euros de dividendes nets distribués par DPCA, part du Groupe, dont 6 millions d'euros de retenue à la source.

⁽²⁾ Les titres de Jinan Qinqi Peugeot Motorcycles Co Ltd ont été dépréciés en totalité pour 6 millions d'euros en 2011.

⁽³⁾ L'impact de l'entrée en consolidation de Changan PSA Automobiles Co., Ltd (CAPSA) s'élève à 215 millions d'euros au titre du capital souscrit non appelé. Le passif correspondant est présenté en "Autres créanciers" (cf. note 32).

15.2. QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2011	31/12/2010
Coopération avec Renault			
Française de Mécanique	50 %	15	18
Société de Transmissions Automatiques	20 %	2	2
Coopération avec Fiat			
Sevelnord	50 %	97	104
Gisevel	50 %	-	1
Sevelind	50 %	8	12
Sevel SpA	50 %	71	71
Coopération avec BMW			
BMW Peugeot Citroën Electrification BV ⁽¹⁾	50%	13	-
Coopération avec Toyota			
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	132	127
Coopération avec Dongfeng			
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile ⁽²⁾	50 %	752	610
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd ⁽²⁾	75 %	62	54
Coopération avec Changan			
Changan PSA Automobiles Co., Ltd (CAPSA)	50%	234	-
Autres			
Autres hors Faurecia ⁽²⁾		14	13
Sociétés du groupe Faurecia		65	35
Total		1 465	1 047

⁽¹⁾ Cf. note 2.2

⁽²⁾ Y compris écart d'acquisition (cf. note 15.1)

La quote-part des capitaux des sociétés mises en équivalence se décompose en 1 472 millions d'euros de quotes-parts de capitaux propres positives (1 056 millions au 31 décembre 2010) classées en "Titres mis en équivalence" et 7 millions d'euros de quotes-parts négatives classées en "Provisions non courantes" (9 millions au 31 décembre 2010).

15.3. QUOTE-PART DES RESULTATS NETS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	2011	2010
Coopération avec Renault			
Française de Mécanique	50 %	(3)	(3)
Société de Transmissions Automatiques	20 %	-	(1)
Coopération avec Fiat			
Sevelnord	50 %	(1)	8
Gisevel	50 %	-	(21)
Sevelind	50 %	(2)	(3)
Sevel SpA	50 %	-	6
Coopération avec BMW			
BMW Peugeot Citroën Electrification BV	50%	-	-
Coopération avec Toyota			
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	8	37
Coopération avec Dongfeng			
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile ⁽¹⁾	50 %	150	159
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd	75 %	3	2
Coopération avec Changan			
Changan PSA Automobiles Co., Ltd (CAPSA) ⁽²⁾	50%	(11)	-
Autres			
Autres hors Faurecia		(5)	1
Sociétés du groupe Faurecia		34	19
Total		173	204

⁽¹⁾ Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles bénéficie jusqu'au 31 décembre 2012 d'un avantage fiscal qui lui permet d'abaisser, au 31 décembre 2011, son taux d'impôt effectif à 10,5% de son résultat avant impôt (6% en 2010).

⁽²⁾ La souscription au capital de Changan PSA Automobiles Co., Ltd est détaillée en note 2.2.

15.4. QUOTE-PART DES ÉLÉMENTS FINANCIERS CARACTÉRISTIQUES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

A. Information globale

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Immobilisations corporelles	1 407	1 358
Besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	(273)	(437)
Autres capitaux employés ⁽²⁾	378	284
Total capitaux employés	1 512	1 205
Dettes à long et moyen terme	(174)	(220)
Autres éléments financiers	127	62
Total Position Financière Nette	(47)	(158)
Total capitaux propres (note 15.2)	1 465	1 047
Investissements en immobilisations corporelles	233	371

⁽¹⁾ Le capital de Changan PSA Automobiles Co., Ltd n'est pas libéré au 31 décembre 2011. La part non libérée est incluse dans le besoin en fonds de roulement pour 245 millions d'euros.

⁽²⁾ Les principaux postes de bilan compris dans les autres capitaux employés au 31 décembre 2011 concernent des immobilisations incorporelles pour 322 millions d'euros (267 millions d'euros au 31 décembre 2010) et des provisions pour 57 millions d'euros (70 millions au 31 décembre 2010).

B. Détail par société des éléments significatifs

(a) Capitaux employés

<i>(en millions d'euros)</i>	Dernier % de détention	31/12/2011	31/12/2010
Coopération avec Renault			
Française de Mécanique	50 %	113	128
Société de Transmissions Automatiques	20 %	2	(2)
Coopération avec Fiat			
Sevelnord	50 %	97	113
Gisevel	50 %	-	-
Sevelind	50 %	8	12
Sevel SpA	50 %	261	321
Coopération avec BMW			
BMW Peugeot Citroën Electrification BV	50%	-	-
Coopération avec Toyota			
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	151	171
Coopération avec Dongfeng			
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	50 %	497	384
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd	75 %	62	54
Coopération avec Changan			
Changan PSA Automobiles Co., Ltd (CAPSA)	50%	260	-
Autres			
Autres hors Faurecia		8	11
Sociétés du groupe Faurecia		53	13
Total		1 512	1 205

(b) Position financière nette

<i>(en millions d'euros)</i>	Dernier % de détention	31/12/2011	31/12/2010
Coopération avec Renault			
Française de Mécanique	50 %	(98)	(110)
Société de Transmissions Automatiques	20 %	-	4
Coopération avec Fiat			
Sevelnord	50 %	-	(9)
Gisevel	50 %	-	1
Sevelind	50 %	-	-
Sevel SpA	50 %	(190)	(250)
Coopération avec BMW			
BMW Peugeot Citroën Electrification BV	50%	13	-
Coopération avec Toyota			
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	(19)	(44)
Coopération avec Dongfeng			
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	50 %	255	226
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd	75 %	-	-
Coopération avec Changan			
Changan PSA Automobiles Co., Ltd (CAPSA)	50%	(26)	-
Autres			
Autres hors Faurecia		6	2
Sociétés du groupe Faurecia		12	22
Total		(47)	(158)

NOTE 16 - TITRES DE PARTICIPATION

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.15.B (2) (a).

Les principaux mouvements 2011 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2011	31/12/2010
Football Club de Sochaux Montbéliard	100 %	19	17
Concessionnaires non consolidés (Automobile)	-	9	27
Portefeuille du groupe Gefco	-	11	34
Portefeuille du groupe Faurecia	-	38	15
Autres titres	-	9	9
Total		86	102
Valeur brute		120	137
Provision pour dépréciation		(34)	(35)

NOTE 17 - AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.15.B pour les prêts et créances, les actifs financiers classés en "actifs disponibles à la vente", les actifs financiers classés en "juste valeur par résultat", et les instruments dérivés.

31/12/2011 (en millions d'euros)	Actifs financiers classés en				Total
	Prêts et créances	"disponibles à la vente"	"juste valeur par résultat"	Instruments dérivés	
Valeur brute					
À l'ouverture de l'exercice ⁽¹⁾	262	191	312	177	942
Acquisitions et augmentations	21	-	273	-	294
Cessions	(11)	-	(51)	-	(62)
Revalorisations	-	(69)	9	58	(2)
Transferts en actifs financiers courants	(2)	-	-	-	(2)
Conversion et variation de périmètre	2	-	4	-	6
À la clôture de l'exercice	272	122	547	235	1 176
Provisions					
À l'ouverture de l'exercice	(112)	-	-	-	(112)
Dotations nettes de l'exercice	(2)	-	-	-	(2)
Conversion et variation de périmètre	(1)	-	-	-	(1)
À la clôture de l'exercice	(115)	-	-	-	(115)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	150	191	312	177	830
Valeur nette à la clôture de l'exercice	157	122	547	235	1 061

⁽¹⁾ Le montant des actifs financiers non courant classés en "juste valeur par résultat", déclaré au 31/12/2010 pour 410 millions d'euros s'élevait à 312 millions d'euros. L'écart de 98 millions d'euros correspond à des titres du Fonds d'Investissement en Droits de Créances de l'État brésilien reclassés en "Titres de placement des activités de financement" (cf. note 20).

La valeur des actifs financiers classés en "actifs disponibles à la vente" comprend une plus-value latente de 35 millions d'euros à la clôture (104 millions d'euros à l'ouverture).

31/12/2010	Actifs financiers classés en				Instruments dérivés	Total
	Prêts et créances	"disponibles à la vente"	"juste valeur par résultat"			
<i>(en millions d'euros)</i>						
Valeur brute						
À l'ouverture de l'exercice	235	217	319	192		963
Acquisitions et augmentations	157	6	21	-		184
Cessions	(122)	-	(58)	-		(180)
Revalorisations	-	(32)	9	(15)		(38)
Transferts en actifs financiers courants ⁽¹⁾	(8)	-	-	-		(8)
Conversion et variation de périmètre	-	-	21	-		21
À la clôture de l'exercice	262	191	312	177		942
Provisions						
À l'ouverture de l'exercice	(106)	-	-	-		(106)
Dotations nettes de l'exercice	(6)	-	-	-		(6)
À la clôture de l'exercice	(112)	-	-	-		(112)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	129	217	319	192		857
Valeur nette à la clôture de l'exercice	150	191	312	177		830

⁽¹⁾ Les titres de placement "classés en juste valeur par résultat" transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2010 était inférieure à un an.

La valeur des actifs financiers classés en "actifs disponibles à la vente" comprend une plus-value latente de 104 millions d'euros à la clôture (136 millions d'euros à l'ouverture).

NOTE 18 - AUTRES ACTIFS NON COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Excédents versés sur engagements de retraite (note 28)	76	2
Parts FMEA	105	59
Instruments dérivés ⁽¹⁾	-	21
Dépôts de garantie et autres	271	252
Total	452	334

⁽¹⁾ Ce poste correspond à la part non courante des instruments dérivés sur risque matières.

Le Groupe détient une participation dans les fonds communs de placement à risques dénommés "Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles" (FMEA - rang 1 et rang 2). Le Groupe est engagé à hauteur de 204 millions d'euros dans ces deux fonds, dont 114 millions d'euros versés à ce jour. Ces parts, classées en "actifs disponibles à la vente" en application d'IAS 39, sont évaluées à leur juste valeur (cf. note 1.15.B (2) (c)). Elles sont comptabilisées en "Autres actifs non courants" compte tenu de l'indisponibilité long terme de ces fonds.

NOTE 19 - PRÊTS ET CRÉANCES DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.15.B (3) (a).

19.1. ANALYSE DES CRÉANCES

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Encours net "Retail et Corporate & assimilés"		
Vente à crédit	10 171	9 971
Location longue durée	4 727	4 665
Location avec option d'achat	2 301	2 492
Autres créances	183	201
Comptes ordinaires et autres	92	71
Total encours net "Retail et Corporate & assimilés"	17 474	17 400
Encours net de financement de stock à la clientèle "Corporate réseaux"		
Financement aux réseaux	5 879	5 165
Autres créances	627	562
Autres	334	284
Total encours net de financement de stock à la clientèle "Corporate réseaux"	6 840	6 011
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	73	80
Éliminations	(80)	(153)
Total	24 307	23 338

Les créances sur la clientèle finale (*Retail et Corporate & assimilés*) représentent les crédits accordés aux clients des marques Peugeot et Citroën, par les sociétés de Financement, pour l'acquisition de véhicules automobiles.

Les crédits aux réseaux de distribution (*Corporate réseaux*) comprennent les créances des sociétés des marques Peugeot et Citroën sur leurs réseaux de concessionnaires et certains importateurs européens, cédées aux sociétés de Financement du Groupe, et les crédits accordés par ces dernières aux réseaux, pour financer leur besoin en fonds de roulement.

Les crédits à la clientèle finale comprennent 4 008 millions d'euros de créances de financement Automobile titrisées non décomptabilisées au 31 décembre 2011 (3 645 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Le groupe Banque PSA Finance a procédé en 2011 à plusieurs opérations de titrisation par l'intermédiaire d'entités ad hoc.

Le 20 juillet 2011, Crédipar a cédé 1 050 millions d'euros de créances de financement automobile au compartiment 2011-1 du Fonds Commun de Titrisation (FCT) Auto ABS. Le compartiment a émis des obligations de classe A notées AAA/Aaa (956 millions d'euros) et des obligations de classe B (94 millions d'euros). Les obligations de la classe B ont été souscrites intégralement par Banque PSA Finance. Les parts résiduelles émises par le fonds (300 euros) ont été souscrites par Crédipar.

Le 25 novembre 2011, la succursale allemande de Banque PSA Finance a cédé 800 millions d'euros de créances de financement au compartiment 2011-2 du Fonds Commun de Titrisation (FCT) Auto ABS German loans. Le fonds a émis des obligations Senior de classe A notées Aaa/AAA (720 millions d'euros) et des obligations Junior de classe B (80 millions d'euros). Les obligations de classe B ont été souscrites intégralement par Banque PSA Finance. Les parts résiduelles émises par le fonds (300 euros) ont été souscrites par la succursale allemande.

Les entités ad hoc de titrisation de créances sont consolidées par intégration globale, dans la mesure où les filiales et succursales de Banque PSA Finance portent l'essentiel des risques et des avantages de ces entités.

Le montant inscrit au passif en titres émis, correspondant à ces opérations de titrisation, est présenté en note 31 "Dettes des activités de financement".

19.2. CRÉANCES CÉDÉES PAR LA DIVISION AUTOMOBILE

L'encours des créances de la division Automobile cédées aux sociétés de Financement dont elle prend en charge le coût de financement, s'élève à la fin de l'exercice à :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
	4 467	3 402

19.3. ÉCHÉANCIERS DES PRÊTS ET CRÉANCES

31/12/2011 (en millions d'euros)	Ventes à crédit	Location avec option d'achat	Location longue durée	Financement de stocks aux réseaux	Autres ⁽¹⁾	Total
Non réparti	478	140	181	133	306	1 238
0 à 3 mois	1 010	185	693	3 483	114	5 485
3 mois à 6 mois	756	180	665	1 013	49	2 663
6 mois à 1 an	1 957	360	869	1 328	164	4 678
1 à 5 ans	6 232	1 520	2 545	12	368	10 677
+ 5 ans	63	19	-	-	69	151
Total créances brutes	10 496	2 404	4 953	5 969	1 070	24 892
Dépôts de garantie	-	-	(62)	(70)	-	(132)
Dépréciations	(266)	(59)	(73)	(20)	(28)	(446)
Total créances nettes	10 230	2 345	4 818	5 879	1 042	24 314

⁽¹⁾ Autres créances y compris les "comptes ordinaires" et les "éléments intégrés au coût amorti".

31/12/2010 (en millions d'euros)	Ventes à crédit	Location avec option d'achat	Location longue durée	Financement de stocks aux réseaux	Autres ⁽¹⁾	Total
Non réparti	477	130	168	157	278	1 210
0 à 3 mois	931	210	661	3 357	91	5 250
3 mois à 6 mois	874	182	566	361	45	2 028
6 mois à 1 an	1 844	360	927	1 372	103	4 606
1 à 5 ans	6 038	1 690	2 537	9	403	10 677
+ 5 ans	130	18	-	-	51	199
Total créances brutes	10 294	2 590	4 859	5 256	971	23 970
Dépôts de garantie	-	-	(53)	(71)	-	(124)
Dépréciations	(260)	(59)	(69)	(20)	(27)	(435)
Total créances nettes	10 034	2 531	4 737	5 165	944	23 411

⁽¹⁾ Autres créances y compris les "comptes ordinaires" et les "éléments intégrés au coût amorti".

19.4. PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES

Encours net "Retail et Corporate & assimilés"

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Créances saines sans impayés	16 397	16 414
Créances saines avec impayés	775	700
Créances douteuses	689	668
Total encours brut "Retail et Corporate & assimilés"	17 861	17 782
Éléments intégrés au coût amorti	86	70
Dépôts de garantie	(60)	(52)
Dépréciations créances saines avec impayés	(48)	(44)
Dépréciations créances douteuses	(365)	(356)
Dépréciations	(413)	(400)
Total encours net "Retail et Corporate & assimilés"	17 474	17 400
Dotations aux provisions	(155)	(138)
Reprises pour utilisation	145	94

Encours net "Corporate réseaux"

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Créances saines sans impayés	6 772	5 893
Créances saines avec impayés	21	20
Créances douteuses	166	212
Total encours brut "Corporate réseaux"	6 959	6 125
Éléments intégrés au coût amorti	(10)	(6)
Dépôts de garantie	(72)	(72)
Dépréciations créances douteuses	(37)	(36)
Total encours net "Corporate réseaux"	6 840	6 011
Dotations aux provisions	(28)	(19)
Reprises pour utilisation	27	18

NOTE 20 - TITRES DE PLACEMENT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.15.B (1) (b).

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Autres titres de placement	877	805
Total	877	805

Le montant des titres de placement des activités de financement déclaré pour 707 millions d'euros au 31 décembre 2010 s'élevait à 805 millions d'euros. Cet écart de 98 millions d'euros correspond aux titres du Fonds d'Investissement en Droits de Créances (FIDC) de l'Etat brésilien, classés précédemment en "Autres actifs financiers non courants" (cf. note 17).

Les placements sont constitués principalement de certificats de dépôts à court terme détenus par les fonds de titrisation.

NOTE 21 - STOCKS

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011			31/12/2010		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	875	(168)	707	848	(170)	678
Produits semi-ouvrés et encours	955	(37)	918	865	(40)	825
Marchandises et véhicules d'occasion	1 218	(159)	1 059	970	(125)	845
Produits finis et pièces de rechange	4 145	(220)	3 925	3 766	(167)	3 599
Total	7 193	(584)	6 609	6 449	(502)	5 947

NOTE 22 - CLIENTS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Clients et effets en portefeuille	2 557	2 244
Provisions pour créances douteuses	(170)	(193)
Position aux bornes des activités industrielles et commerciales	2 387	2 051
Élimination des opérations avec les activités de Financement	(167)	(175)
Total	2 220	1 876

Les créances sur les concessionnaires de l'activité Automobile cédées aux sociétés de Financement du Groupe sont exclues de ce poste et figurent au bilan consolidé à la rubrique "Prêts et créances des activités de financement" (cf. note 19.2).

Dans le cadre d'opérations de cessions de créances à des institutions financières hors groupe (cf. note 29.5), et conformément aux principes décrits en note 1.17, un montant de 530 millions d'euros de créances a été cédé et décomptabilisé au 31 décembre 2011. Par ailleurs, 161 millions d'euros de créances ont été cédés et maintenus à l'actif. Lorsque ces créances ont fait l'objet d'un financement, une dette financière a été comptabilisée en contrepartie de la trésorerie reçue.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Créances cédées et décomptabilisées	530	302
- dont groupe Faurecia	261	181
Créances cédées et maintenues à l'actif	161	162
- dont groupe Faurecia	102	153

NOTE 23 - AUTRES DÉBITEURS

23.1. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés ⁽¹⁾	1 198	1 197
Personnel	54	56
Fournisseurs débiteurs	200	168
Instruments dérivés ⁽²⁾	80	108
Charges constatées d'avance	190	158
Débiteurs divers	213	272
Total	1 935	1 959

⁽¹⁾ Le Groupe a cédé en 2011 ses créances sur l'Etat au titre du Crédit d'Impôt Recherche France de 2010 pour 96 millions d'euros.

⁽²⁾ Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le Groupe pour se prémunir contre les risques matières et contre les risques de change sur ses créances et dettes d'exploitation réalisées ou planifiées. Il inclut une réciprocité 42 millions d'euros (31 millions d'euros au 31 décembre 2010) avec les activités de Financement.

23.2. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	66	50
Instruments dérivés ⁽¹⁾	394	204
Comptes de régularisation	223	175
Débiteurs divers	322	319
Total	1 005	748

⁽¹⁾ Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le Groupe pour se prémunir essentiellement contre les risques de taux sur les dettes et créances de financement.

NOTE 24 - ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.15.B pour les prêts et créances, pour les actifs financiers classés en "juste valeur par résultat" et en note 1.15.D pour les instruments dérivés.

<i>(en millions d'euros)</i>	Actifs financiers classés en "juste valeur par résultat"			Total
	Prêts et créances		Instruments dérivés	
À l'ouverture de l'exercice	282	-	24	306
Acquisitions et augmentations	115	-	-	115
Cessions	(164)	-	-	(164)
Revalorisations	-	-	3	3
Transferts (cf. note 17)	2	-	-	2
Conversion et variation de périmètre	3	-	-	3
À la clôture de l'exercice	238	-	27	265

<i>(en millions d'euros)</i>	Actifs financiers classés en "juste valeur par résultat"			Total
	Prêts et créances		Instruments dérivés	
À l'ouverture de l'exercice	229	25	30	284
Acquisitions et augmentations	142	-	-	142
Cessions	(107)	(25)	-	(132)
Revalorisations	-	-	(6)	(6)
Transferts (cf. note 17)	8	-	-	8
Conversion et variation de périmètre	10	-	-	10
À la clôture de l'exercice	282	-	24	306

NOTE 25 - TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Le poste "Trésorerie et équivalents de trésorerie" correspond à la définition donnée en note 1.15.B (1) (a) et comprend :

25.1. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Parts d'OPCVM et titres de créances négociables	3 832	7 946
Comptes courants bancaires et caisses	1 358	1 332
Total activités industrielles et commerciales	5 190	9 278
<i>Part déposée auprès des activités de Financement</i>	<i>(224)</i>	<i>(127)</i>
Total	4 966	9 151

Les fonds reçus issus des passifs financiers contractés pour assurer les besoins de financement futurs du Groupe ainsi que l'excédent de flux de trésorerie dégagé par les flux d'exploitation ont été placés en trésorerie.

Au 31 décembre 2011, les placements sont composés principalement de certificats de dépôt à hauteur de 797 millions d'euros, d'OPCVM monétaires pour 1 998 millions d'euros, de bons monétaires au jour le jour pour 652 millions d'euros et d'autres titres de créances négociables pour 50 millions d'euros.

Les placements précédemment énumérés, constituent des "Fonds monétaires Court Terme" conformément à la définition du Committee of European Securities Regulators (CESR).

25.2. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Créances sur établissements de crédit ⁽¹⁾	1 131	1 296
Comptes courants des banques centrales et valeurs reçues à l'encaissement	23	20
Total	1 154	1 316

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2011, ce poste comprend des comptes ordinaires débiteurs pour 427 millions d'euros représentatifs notamment des derniers prélèvements clientèle de la période (927 millions d'euros au 31 décembre 2010), 404 millions d'euros relatifs à des comptes et prêts financiers au jour le jour (288 millions d'euros au 31 décembre 2010) ainsi que 300 millions de parts d'OPCVM.

La réserve de liquidité du groupe Banque PSA Finance, qui s'élève à 724 millions d'euros au 31 décembre 2011 (305 millions d'euros au 31 décembre 2010), est constituée d'OPCVM qualifiés d'équivalent de trésorerie pour 300 millions d'euros, de prêts interbancaires pour 404 millions d'euros (288 millions d'euros au 31 décembre 2010), et de dépôts sur les comptes de banques centrales pour 20 millions d'euros (17 millions d'euros au 31 décembre 2010).

NOTE 26 - CAPITAUX PROPRES

26.1. POLITIQUE DE GESTION DU CAPITAL

La gestion des capitaux propres concerne les capitaux propres tels que définis par les normes IFRS. Elle vise à sécuriser les ressources permanentes du Groupe et à optimiser le coût du capital. Elle consiste essentiellement à décider du niveau de capital actuel ou futur ainsi que de la distribution de dividendes.

Les capitaux propres se décomposent en part des minoritaires et part du groupe.

Les capitaux propres part du groupe comprennent le capital social de Peugeot SA, diminué des titres d'auto-contrôle détenus, ainsi que les réserves et résultats accumulés par les différents secteurs d'activité du Groupe.

La part des minoritaires est principalement constituée de la part des actionnaires hors-groupe de Faurecia. Elle varie essentiellement en fonction des évolutions du capital et des réserves du groupe Faurecia (résultat net et réserves de conversion, notamment) et de manière exceptionnelle en cas d'achats, de cessions ou de toute autre opération volontaire en capital de Peugeot S.A. sur Faurecia.

Les dettes ne sont soumises au respect d'aucun ratio financier portant sur les capitaux propres. Par ailleurs, Banque PSA Finance se conforme aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en sa qualité d'établissement de crédit, notamment en matière de ratios prudentiels.

Le Groupe détient ses propres titres avec la faculté :

- de réduire le capital de la société,
- d'attribuer des actions à des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux de la société ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés lors de l'exercice d'options d'achat d'actions,
- de remettre des actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital.

Dans ce cadre, le Groupe a procédé à des rachats d'actions en 2011 (cf. note 26.5)

En outre, le Groupe procède à des augmentations de capital au gré des demandes de conversion des détenteurs de parts d'OCEANE émises par Peugeot S.A. (cf. note 26.2).

26.2. COMPOSITION DU CAPITAL

Le capital au 31 décembre 2011 est fixé à 234 049 344 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 11 des statuts, toutes les actions nominatives inscrites depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

(en euros)	2011	2010
Capital en début d'exercice	234 049 225	234 049 142
OCEANE converties en actions	119	83
Capital en fin d'exercice	234 049 344	234 049 225

Au 31 décembre 2011, le capital du Groupe est détenu à hauteur de 31 % par le groupe familial Peugeot, correspondant à un droit de vote effectif de 48,3 % et un droit de vote théorique de 45,6% en cas de levée de toutes les options d'achats.

26.3. OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS PAR CERTAINS SALARIÉS

A. Caractéristiques des plans

Le Directoire de Peugeot S.A. a consenti, chaque année de 1999 à 2008, au profit de certains membres du personnel salarié et de certains dirigeants et mandataires sociaux de la société et de ses filiales, des plans d'achat d'actions à prix unitaire convenu. Les caractéristiques actuelles des plans sont les suivantes :

	Date de décision du Directoire	Date de maturité	Date d'expiration	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options accordées
Plan 2003	21/08/2003	21/08/2006	20/08/2011	184	39.09	996 500
Plan 2004	24/08/2004	24/08/2007	23/08/2012	182	47.59	1 004 000
Plan 2005	23/08/2005	23/08/2008	22/08/2013	169	52.37	953 000
Plan 2006	23/08/2006	23/08/2009	22/08/2014	92	41.14	983 500
Plan 2007	22/08/2007	22/08/2010	21/08/2015	169	60.43	1 155 000
Plan 2008	22/08/2008	22/08/2011	19/08/2016	194	33.08	1 345 000

Aucun plan n'a été octroyé de 2009 à 2011.

Au 31 décembre 2011, le cours de l'action est de 12.11 euros.

B. Évolution du nombre d'options en cours de validité

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options (actions de 1 euro) en cours de validité est la suivante :

(en nombre d'options)	2011	2010
Total à l'ouverture de l'exercice	5 392 107	5 392 107
Options distribuées	-	-
Options levées	-	-
Options radiées	(16 000)	-
Options non exercées à l'échéance	(678 107)	-
Total à la clôture de l'exercice	4 698 000	5 392 107
Dont options pouvant être exercées	4 698 000	4 257 107

Le détail des options attribuées et non radiées à la clôture est le suivant :

(en nombre d'options)	31/12/2011	31/12/2010
Plan 2003	-	678 107
Plan 2004	912 000	912 000
Plan 2005	865 000	868 000
Plan 2006	870 500	870 500
Plan 2007	922 500	928 500
Plan 2008	1 128 000	1 135 000
Total à la clôture de l'exercice	4 698 000	5 392 107

C. Valorisation moyenne pondérée des options et des actions attachées

(en euros)	2011		2010	
	Prix d'exercice de l'option	Valeur de l'action	Prix d'exercice de l'option	Valeur de l'action
Valeur à l'ouverture de l'exercice	45.4		45.4	
Options distribuées	-	-	-	-
Options levées	-	-	-	-
Options radiées	47.0	13.3	-	-
Options non exercées à l'échéance	39.1	20.8	-	-
Valeur à la clôture de l'exercice	46.3		45.4	

D. Charges de personnel générées par les plans d'options

Conformément aux principes énoncés en note 1.21, les plans d'options en cours tant chez Peugeot S.A. que Faurecia ont généré les charges de personnel suivantes :

Charge de l'exercice (en millions d'euros)	2011			2010
	Peugeot S.A.	Faurecia	Total	Total
Plan 2007	-	1	1	4
Plan 2008	2	1	3	4
Total	2	2	4	8

26.4. ACTIONS GRATUITES

■ Plan d'attribution d'actions gratuites chez Peugeot S.A.

Un plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en œuvre en 2010.

A. Caractéristiques du plan

Conformément à l'autorisation qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 2010, le Directoire de Peugeot S.A. a adopté en 2010 un plan d'attribution d'actions gratuites sous condition de performance cumulée des années 2010, 2011 et 2012. Cette attribution est soumise à une condition de présence au sein du Groupe à l'issue de la période d'acquisition, sauf en cas de décès, d'invalidité ou de départ en retraite.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, aucune attribution gratuite d'actions n'a été consentie aux membres du Directoire.

B. Charges de personnel générées par le plan d'actions gratuites

Ce plan porte sur un nombre total maximal de 816 000 actions attribuables à l'origine.

La juste valeur des actions octroyées est évaluée à 20,63 euros pour le calcul de la charge relative aux résidents français et à 16,44 euros pour les autres bénéficiaires. Elle est calculée selon le cours de l'action à la date d'attribution, diminué de la valeur actualisée des dividendes non perçus par les bénéficiaires et d'une décote d'incessibilité relative à la période de conservation de deux ans, estimée à 3%.

Le coût global estimé du plan, hors contribution patronale de 10%, est étalé sur la période d'acquisition des droits conformément à IFRS 2 et réestimé annuellement. La charge est de 1,2 million d'euros en 2010 et de 3 millions en 2011.

La charge de personnel tient compte de :

- la juste valeur des actions octroyées, estimée à l'origine, et
- l'estimation du nombre d'actions à remettre à l'issue du plan. Cette estimation est révisée chaque année en fonction de la dernière estimation de réalisation des conditions de performance.

■ Plan d'attribution d'actions gratuites chez Faurecia

Conformément à l'autorisation qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 février 2010, Faurecia a initié en 2010 une politique d'attribution d'actions gratuites au profit des cadres exerçant des fonctions de direction dans les sociétés du groupe. Ces attributions sont soumises à une condition de présence et à une condition de performance.

La juste valeur de ce plan correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution, diminué de la perte de dividendes attendus sur la période d'acquisition et d'un coût d'incessibilité relatif à la période de blocage de l'action. La charge est étalée sur la période d'acquisition des droits. Le montant enregistré en charge sur l'exercice est de 9,6 millions d'euros contre 2,6 millions d'euros en 2010.

En 2010, les Conseils d'Administration de Faurecia du 23 juin 2010 et du 21 juillet 2010 ont respectivement attribué un nombre maximal de 860 600 et 887 250 actions gratuites.

En 2011, le Conseil d'Administration de Faurecia du 25 juillet 2011 a attribué un nombre maximal de 933 400 actions gratuites.

26.5. TITRES D'AUTOCONTRÔLE

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales ordinaires, des actions de la société Peugeot S.A. ont été rachetées par le Groupe. Le Groupe a procédé au rachat de 10 000 000 actions du 12 août au 2 septembre 2011, à un cours moyen de 19.92 euros.

La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

A. Nombre d'actions détenues

<i>(en nombre d'actions)</i>	Autorisations	2011	2010
		Réalisations	Réalisations
Détentions à l'ouverture		7 187 450	7 187 450
Achat d'actions			
Assemblée Générale ordinaire du 2 juin 2010	16 000 000	-	-
Assemblée Générale ordinaire du 31 mai 2011	16 000 000	10 000 000	-
Annulation d'actions			
Assemblée Générale extraordinaire du 2 juin 2010	10% du capital	-	-
Assemblée Générale extraordinaire du 31 mai 2011	10% du capital	-	-
Ventes d'actions			
Levées d'options d'achat		-	-
Détentions à la clôture		17 187 450	7 187 450
Affectation			
• En prévision d'un futur contrat de liquidité		300 000	-
• Couverture de l'émission OCEANE du 23 juin 2009		10 908 807	-
• Couverture des plans d'options en cours (note 26.3.B)		4 698 000	5 392 107
• Couverture des plans d'options futurs		462 543	462 543
• Couverture du plan d'attribution gratuite		807 900	816 000
• Titres en surnombre à affecter		10 200	516 800
		17 187 450	7 187 450

B. Évolution en valeur d'acquisition

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
À l'ouverture de l'exercice	(303)	(303)
Acquisitions de l'exercice	(199)	-
Annulation de titres	-	-
Levées d'options d'achat	-	-
À la clôture de l'exercice	(502)	(303)
Valeur moyenne par action en euros	-29.21	

Le cours de bourse au 31 décembre 2011 est de 12.11 euros.

26.6. RÉSERVES ET RÉSULTATS NETS CONSOLIDÉS - PART DU GROUPE

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Réserve légale de Peugeot S.A.	28	28
Autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A.	7 962	7 767
Autres réserves et résultats consolidés	6 114	6 102
Total	14 104	13 897

Les autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A. comprennent :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Réserves distribuables :		
libres d'impôt sur les sociétés	6 894	6 699
après déduction d'un complément d'impôt ⁽¹⁾	1 068	1 068
Total	7 962	7 767
Impôt dû sur distribution	169	169

⁽¹⁾ Il s'agit de la part de la réserve des plus-values à long terme qui reste soumise à l'imposition complémentaire.

26.7. INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires correspondent essentiellement aux intérêts des autres actionnaires de Faurecia et de certaines de ses filiales.

NOTE 27 - PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

27.1. PROVISIONS NON COURANTES

A. Détail par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Retraites (note 28.1)	557	564
Départs anticipés de certains salariés	5	15
Personnel hors retraites	126	125
Autres	24	23
Total	712	727

B. Évolutions

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
À l'ouverture de l'exercice	727	986
Variations par résultat		
Dotations	180	138
Utilisations	(78)	(196)
Reprises de provisions	(45)	(253)
	57	(311)
Autres variations		
Écart de conversion	(1)	23
Variation de périmètre et autres	(71)	29
Total à la clôture	712	727

Les reprises de provisions portent essentiellement sur les retraites. Ces reprises de provisions pour retraites sont essentiellement liées aux dispositifs d'adaptation des effectifs (cf. note 7.4).

La reprise de 2010 inclut également la reprise de provision au titre de l'obligation de financement minimum au Royaume-Uni à hauteur de 204 millions d'euros (cf. note 7.6).

27.2. PROVISIONS COURANTES

A. Détail par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Garantie ⁽¹⁾	698	804
Litiges commerciaux et fiscaux ⁽²⁾	460	446
Restructuration	448	249
Pertes futures sur contrats	322	366
Contrats de ventes avec clause de rachat (buy-back)	133	117
Autres	238	482
Total	2 299	2 464

⁽¹⁾ La provision pour garantie concerne notamment les ventes de véhicules neufs, dont la durée contractuelle est généralement de deux ans. Elle correspond à l'ensemble des coûts de garantie estimés pour les véhicules et pièces de rechange vendus. Le remboursement attendu au titre des recours fournisseurs est comptabilisé à l'actif en "débiteurs divers" (cf. note 23).

⁽²⁾ Les provisions pour litiges fiscaux concernent un ensemble de litiges dans divers pays hors de France.

B. Évolutions

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
À l'ouverture de l'exercice	2 464	2 399
Variations par résultat		
Dotations	1 369	1 434
Utilisations	(1 071)	(1 250)
Reprises de provisions	(457)	(295)
	(159)	(111)
Autres variations		
Écart de conversion	(19)	53
Variation de périmètre et autres	13	123
Total à la clôture	2 299	2 464

La variation des provisions pour restructuration de l'exercice 2011 est détaillée en note 7.4.

La baisse des coûts de garantie résultant de l'amélioration de la qualité des véhicules a conduit à réduire en 2011 la provision à hauteur de 210 millions d'euros (réduction de 214 millions d'euros en 2010).

NOTE 28 - ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET ASSIMILÉS

28.1. ENGAGEMENTS DE RETRAITES

A. Description des régimes

Les salariés du Groupe bénéficient dans certains pays de compléments de retraites qui sont versés annuellement aux retraités ou d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite. Le Groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de ses cotisations. La charge correspondant aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice. Pour les régimes à prestations définies, les principaux pays concernés sont la France et le Royaume-Uni.

En France, les régimes à prestations définies, encore en vigueur, concernent les indemnités de départ en retraite prévues par les conventions collectives, le régime de retraites complémentaires des ingénieurs et cadres pour la partie non externalisée en 2002 qui garantit un niveau de retraites, tous régimes confondus égal au maximum à 60 % des derniers salaires (2 780 allocataires) et le régime de l'ancienne filiale du groupe Chrysler en France (Talbot), régime fermé en 1981 qui couvre 2 300 ayant-droits non allocataires et 16 000 allocataires à fin 2011.

Les membres des organes de Direction bénéficient d'un régime de retraite surcomplémentaire, à deux conditions : la première est d'avoir occupé pendant une durée minimum des fonctions de membre des organes de Direction ; la deuxième est d'achever sa carrière au sein de l'entreprise. Ce régime garantit un niveau de retraite, tous régimes confondus (régimes légaux et complémentaires) fonction de l'ancienneté dans le Groupe et au maximum égal à 50 % du salaire de référence déterminé sur la base des trois meilleures années au cours des cinq dernières années d'activité, avec droit à réversion au profit du conjoint.

Au Royaume-Uni, il existe quatre régimes à prestations définies gérés dans le cadre de "trusts". Ces régimes sont fermés aux salariés embauchés postérieurement à mai 2002. Ils couvrent au 31 décembre 2011, 22 000 bénéficiaires dont 1 300 salariés, 8 900 anciens salariés non encore à la retraite et 11 800 allocataires. Ils garantissent un niveau de retraites qui équivaut au maximum à 66 % des derniers salaires.

Le dispositif de retraite surcomplémentaire dont bénéficient les cadres du groupe Faurecia en France est constitué :

- d'un régime à cotisations définies entièrement financé par l'entreprise et dont le taux de cotisation varie en fonction des tranches A et B du salaire,
- d'un régime additionnel à prestations définies relatif à la tranche C du salaire.

B. Hypothèses retenues

Les taux utilisés au cours des deux derniers exercices pour l'évaluation à la clôture des engagements de retraite sont les suivants :

	Zone euro	Royaume-Uni
Taux d'actualisation		
2011	4.50 %	4.90 %
2010	4.70 %	5.50 %
Taux d'inflation		
2011	1.80 %	2.90 %
2010	2.00 %	3.35 %
Taux de rendement attendu		
2011	4.80 %	5.50 %
2010	5.25 %	5.50 %

A chaque clôture, le Groupe détermine son taux d'actualisation sur la base des taux les plus représentatifs du rendement des obligations d'entreprises de première catégorie avec une durée équivalente à celle de ses engagements.

Les obligations d'entreprises de première catégorie sont des obligations qui ont atteint l'un des deux plus hauts degrés de classification d'une agence de notation reconnue (par exemple, AA ou AAA selon Moody's, ou Standard & Poor's).

Les hypothèses de taux d'augmentation des salaires correspondent, pour chaque pays, à la somme des hypothèses d'inflation et de prévisions d'augmentations individuelles. En France, l'hypothèse retenue est une augmentation de l'inflation majorée de 1% pour 2011, et de l'inflation majorée de 0,5% pour les années suivantes. Au Royaume-Uni, l'hypothèse retenue est une augmentation de l'inflation majorée de 1%.

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions propres à chaque pays.

Sensibilité aux hypothèses : une variation de 0,25 point du taux d'actualisation et du taux d'inflation sur la France et le Royaume-Uni entraînerait les variations des engagements suivantes :

	Taux d'actualisation +0,25%	Taux d'inflation +0,25%
France	-2.37%	3.06%
Royaume-Uni	-3.83%	3.32%

Les taux de rendement attendus sont déterminés en fonction de l'allocation des actifs, de la maturité des engagements couverts et des projections de rendement long terme attendus.

Une augmentation (diminution) de 1% du rendement attendu sur les actifs de couverture des retraites aurait conduit à une augmentation (diminution) du produit financier annuel constaté sur l'exercice 2011 de 12 millions d'euros sur la France et 15 millions d'euros sur le Royaume-Uni.

C. Informations sur les actifs financiers en couverture des engagements

Les engagements de retraite font l'objet d'une couverture partielle par des fonds dédiés.

L'allocation des fonds est la suivante :

	31/12/2011		31/12/2010	
	Actions	Obligations	Actions	Obligations
France	31 %	69 %	34 %	66 %
Royaume-Uni	38 %	62 %	48 %	52 %

Les rendements réels des fonds, gérés par le Groupe en France et les Trusts de retraite au Royaume-Uni sur 2011, ont été de -2.3% sur les fonds français et de +7,9% sur les fonds du Royaume-Uni. En France, il s'agit, pour les actions, de portefeuilles de gestion indicielle représentative de l'indice DJ Eurostoxx tandis que la gestion obligataire est composée d'obligations gouvernementales de premier plan dans l'Union européenne et d'une poche d'obligations d'entreprises européennes de rating minimum A-.

Au Royaume-Uni, les deux tiers de la gestion action suivent l'évolution des principaux indices du Royaume-Uni, d'Europe, des Etats-Unis et du Japon. Le tiers restant est en gestion active et concerne des actions cotées au Royaume-Uni. La gestion obligataire suit les principaux indices obligataires. Elle porte sur des obligations gouvernementales en livres sterling indexées sur l'inflation et des obligations d'entreprises.

En France, le Groupe est libre de décider des contributions qu'il verse dans les fonds. Aucune décision n'a été prise pour les versements qui seraient réalisés en 2012.

En 2011, aucune dotation n'est intervenue sur les actifs dédiés au régime surcomplémentaire des dirigeants de Peugeot S.A.

Au Royaume Uni, le montant de la contribution patronale annuelle s'élève à 104 millions de livres sterling (120 millions d'euros) en 2011. Elle est estimée à 69 millions de livres sterling (83 millions d'euros) au titre de 2012, ce montant étant susceptible de modifications compte tenu des négociations prévues sur 2012.

D. Évolution sur l'exercice

■ Hors obligation de financement minimum (IFRIC 14)

(en millions d'euros)	2011				2010			
	France	Royaume- Uni	Autres pays	Total	France	Royaume- Uni	Autres pays	Total
Engagements pour services rendus								
À l'ouverture de l'exercice : Valeur actuelle	(1 649)	(1 478)	(483)	(3 610)	(1 594)	(1 441)	(479)	(3 514)
Coût des services rendus	(48)	(15)	(15)	(78)	(44)	(13)	(10)	(67)
Actualisation de l'année	(77)	(80)	(24)	(181)	(80)	(88)	(22)	(190)
Prestations servies sur l'exercice	94	63	29	186	112	56	28	196
Écarts actuariels non comptabilisés au bilan								
- en valeur	53	(62)	(1)	(10)	12	81	(26)	67
- en % des engagements	3.2 %	4.2 %	0.2 %	0.3 %	0.8 %	5.6 %	5.4 %	1.9 %
Coût des services passés	-	-	-	-	(71)	-	-	(71)
Écart de conversion	-	(49)	(3)	(52)	-	(73)	1	(72)
Variations de périmètre et autres	-	-	(82)	(82)	-	-	(27)	(27)
Effets des fermetures et modifications de régimes	40	-	-	40	16	-	52	68
À la clôture de l'exercice : Valeur actuelle	(1 587)	(1 621)	(579)	(3 787)	(1 649)	(1 478)	(483)	(3 610)
Actifs financiers de couverture								
À l'ouverture de l'exercice : Juste valeur	1 173	1 533	196	2 902	1 242	1 223	226	2 691
Rendement attendu des fonds	51	86	10	147	61	73	15	149
Écarts actuariels non comptabilisés au bilan								
- en valeur	(32)	6	(11)	(37)	(28)	99	(3)	68
- en % des actifs de couverture	2.7 %	0.4 %	5.6 %	1.3 %	2.3 %	8.1 %	1.3 %	2.5 %
Écart de conversion	-	53	2	55	-	62	(4)	58
Dotations employeur	4	120	19	143	9	132	18	159
Prestations servies sur l'exercice	(95)	(63)	(23)	(181)	(111)	(56)	(23)	(190)
Variations de périmètre et autres	-	-	108	108	-	-	9	9
Effets des fermetures et modifications de régimes	-	-	-	-	-	-	(42)	(42)
À la clôture de l'exercice : Juste valeur	1 101	1 735	301	3 137	1 173	1 533	196	2 902
Éléments différés non comptabilisés au bilan								
À l'ouverture de l'exercice	243	(115)	18	146	169	62	(11)	220
Nouveaux éléments différés	(21)	56	12	47	87	(180)	29	(64)
Amortissements des éléments différés non comptabilisés au bilan	(21)	2	(2)	(21)	(6)	-	(2)	(8)
- écarts actuariels	(13)	2	(2)	(13)	(4)	-	(2)	(6)
- coût des services passés	(8)	-	-	(8)	(2)	-	-	(2)
Conversion et autres variations	-	(1)	-	(1)	-	3	(1)	2
Effets des fermetures et modifications de régimes	(2)	-	-	(2)	(7)	-	3	(4)
À la clôture de l'exercice	199	(58)	28	169	243	(115)	18	146

■ Provision pour obligation de financement minimum (IFRIC 14)

(en millions d'euros)	2011				2010			
	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
À l'ouverture de l'exercice	-	-	-	-	-	(194)	-	(194)
Dotation de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	-
Reprise de l'exercice	-	-	-	-	-	204	-	204
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	(10)	-	(10)
À la clôture de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	-

La provision comptabilisée au titre de l'obligation de financement minimum (IFRIC 14) a intégralement été reprise en 2010 (cf. note 7.6).

E. Réconciliation des postes de bilan

(en millions d'euros)	31/12/2011				31/12/2010			
	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Valeur actuelle des engagements pour services rendus	(1 587)	(1 621)	(579)	(3 787)	(1 649)	(1 478)	(483)	(3 610)
Juste valeur des actifs financiers de couverture	1 101	1 735	301	3 137	1 173	1 533	196	2 902
Surplus ou (déficit)	(486)	114	(278)	(650)	(476)	55	(287)	(708)
Eléments différés non comptabilisés au bilan								
• Écarts actuariels	132	(58)	28	102	168	(115)	18	71
• Coûts des services passés	67	-	-	67	75	-	-	75
(Provisions) actifs nets reconnus au bilan	(287)	56	(250)	(481)	(233)	(60)	(269)	(562)
Dont provisions	(287)	(19)	(251)	(557)	(235)	(60)	(269)	(564)
Dont actifs	1	75	-	76	2	-	-	2
Part des régimes non fondés	0.9 %	0.0 %	9.4 %	1.7 %	1.2 %	0.0 %	20.8 %	3.3 %

La valeur actuelle des prestations pour services rendus des sociétés françaises comprend les engagements pris vis-à-vis des membres des organes de Direction (définis en note 39) à hauteur de 39 millions d'euros au titre des retraites surcomplémentaires et 1 million d'euros au titre des indemnités de départ à la retraite. Le coût des services rendus correspondant à ces deux régimes, pour l'exercice 2011 s'élève à 6 millions d'euros.

Le coût des services passés non comptabilisé au bilan résulte pour l'essentiel des accords du 21 juin 2010 signés au sein de la branche des industries métallurgiques.

L'impact à la hausse de cet amendement est traité comme un amendement de régime en coût des services passés, pour un montant de 71 millions d'euros au 31 décembre 2010. Ce coût est amorti de manière linéaire sur la durée d'acquisition des droits pour la partie imputable aux droits non irrémédiablement acquis. La quote-part résiduelle (vested) a été reconnue en 2010.

En Allemagne, un Contractual Trust Agreement (CTA) a été mis en place fin 2011. Ce type de contrat permet, par l'apport dans le CTA d'actifs, de les gérer fiduciairement et de constituer des "actifs de couverture" au sens de la norme IAS 19. Les actifs dédiés à ces engagements qui s'élèvent à 49 M€, étaient précédemment comptabilisés pour l'essentiel en autres actifs non courants.

Données historiques

(en millions d'euros)	2011	2010	2009	2008	2007
Valeur actuelle des prestations pour services rendus	(3 787)	(3 610)	(3 514)	(3 228)	(3 768)
Juste valeur des actifs financiers	3 137	2 902	2 691	2 409	3 023
Surplus ou (déficit)	(650)	(708)	(823)	(819)	(745)
Écarts d'expérience sur engagements					
• France	29	50	(18)	(22)	41
• Royaume-Uni	(22)	13	4	(6)	29
• Autres pays	(2)	1	7	3	7
Total écarts d'expérience sur engagements	5	64	(7)	(25)	77

F. Charges comptabilisées

Ces charges sont comptabilisées :

- en "Frais généraux et commerciaux" pour le coût des services rendus et les amortissements des éléments différés.
- en "Produits ou en charges à caractère financier" pour respectivement le rendement attendu des fonds et l'actualisation des droits acquis.
- en "Produits ou en charges opérationnels non courants" pour les effets liés principalement aux restructurations et aux variations de provisions à long terme constituées en application d'IFRIC 14 (cf. note 1.9).

Les charges de retraite sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

(en millions d'euros)	2011				2010			
	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Coût des services rendus	(48)	(15)	(15)	(78)	(44)	(13)	(10)	(67)
Amortissements des éléments différés	(21)	2	(2)	(21)	(6)	-	(2)	(8)
• écarts actuariels	(13)	2	(2)	(13)	(4)	-	(2)	(6)
• coût des services rendus	(8)	-	-	(8)	(2)	-	-	(2)
Actualisation des droits acquis	(77)	(80)	(24)	(181)	(80)	(88)	(22)	(190)
Rendement attendu des fonds	51	86	10	147	61	73	15	149
Effets des fermetures et modifications de régimes ⁽¹⁾	38	-	-	38	9	-	13	22
Total (avant provision pour obligation de financement minimum)	(57)	(7)	(31)	(95)	(60)	(28)	(6)	(94)
Variation de provision pour obligation de financement minimum (IFRIC14)	-	-	-	-	-	204	-	204
Total	(57)	(7)	(31)	(95)	(60)	176	(6)	110

⁽¹⁾ Effets des fermetures et modifications de régime

Les dispositifs d'adaptation des effectifs ont conduit à une reprise complémentaire sur les engagements de retraite à hauteur de 38 millions d'euros (15 millions d'euros, en 2010) correspondant aux départs volontaires pour projets personnels et congés de reclassement (cf. note 7.4).

Par ailleurs dans le cadre du plan de compétitivité de la division Automobile, le Groupe a comptabilisé 15 millions d'euros afin de compenser financièrement la perte définitive de certains droits à retraite supplémentaire des salariés compris dans le dispositif. Ces droits avaient été externalisés en 2002 auprès d'un organisme d'assurance. Ce montant a été couvert par cet organisme.

G. Prestations prévues pour 2012

Les prestations à verser aux intéressés au titre des retraites durant l'année 2012 sont évaluées à 182 millions d'euros.

28.2. PRIMES LIÉES À L'ANCIENNETÉ

Le Groupe évalue ses engagements liés aux primes accordées et versées aux salariés sous réserve de certaines conditions d'ancienneté, notamment à l'occasion de la remise des médailles du travail en France. La valeur de ces engagements est calculée en appliquant la méthode des hypothèses utilisées pour les évaluations des compléments de retraite et indemnités de départ décrites dans la note 28.1.B ci-dessus. Ces engagements sont entièrement provisionnés dans les comptes consolidés.

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Sociétés françaises	43	58
Sociétés étrangères	26	10
Total	69	68

28.3. FRAIS MÉDICAUX

En complément des engagements de retraite, certaines sociétés du groupe Faurecia, principalement aux Etats-Unis, ont l'obligation de prendre en charge des frais médicaux concernant leur personnel. Cet engagement est entièrement provisionné et s'élève à :

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
	33	33

NOTE 29 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.15.C pour les emprunts et autres passifs financiers, et en note 1.15.D pour les instruments dérivés.

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2011		Valeur au bilan au 31/12/2010	
	Coût amorti ou juste valeur		Coût amorti ou juste valeur	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Emprunts obligataires convertibles ⁽¹⁾	679	13	657	23
Emprunts obligataires	4 413	79	2 967	1 373
Fonds de participation des salariés	17	4	17	5
Emprunts sur locations financement	242	155	295	254
Autres emprunts d'origine long terme	2 282	228	4 311	421
Autres financements à court terme et découverts bancaires	-	1 655	-	1 130
Instruments dérivés	6	6	12	7
Total des passifs financiers	7 639	2 140	8 259	3 213

⁽¹⁾ Le coût amorti de l'OCEANE s'entend après comptabilisation séparée en capitaux propres de l'option de conversion en actions.

29.1. OPERATIONS DE REFINANCEMENT

Afin de répondre à ses besoins généraux de financement et notamment pour financer ses projets de développement existants ou futurs, le Groupe a poursuivi une politique de refinancement proactive et une politique de gestion prudente des liquidités. Ces opérations lui ont permis d'anticiper les échéances de refinancements de 2011 dans des conditions favorables, en rallongeant la maturité de sa dette et en renforçant ainsi la solidité de son bilan. Elles ont aussi permis d'abaisser les charges de financement du Groupe en 2011 par rapport à 2010.

Par ailleurs, la maturité de la ligne de crédit syndiqué de 2 400 millions d'euros, initialement à juillet 2013, a été repoussée d'un an à juillet 2014.

A. Principales opérations de refinancement réalisées au cours des exercices 2010 et 2011 :

- Emissions obligataires par Peugeot S.A.

Le 21 juin 2010, Peugeot S.A. a émis un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à échéance juin 2015 avec un coupon de 5,625%.

Le 21 octobre 2010, Peugeot S.A. a placé simultanément deux autres émissions obligataires de 500 millions d'euros chacune, à échéance octobre 2013 et octobre 2016. L'obligation à échéance 3 ans a un coupon de 4% et celle à échéance 6 ans un coupon de 5%.

Le 20 janvier 2011, Peugeot S.A. a abondé ces deux émissions obligataires d'octobre 2010. Ainsi, l'émission obligataire à maturité octobre 2013 a été augmentée de 350 millions d'euros et celle à maturité octobre 2016 de 150 millions d'euros. Les rendements offerts sont respectivement inférieurs de l'ordre de 40 et 30 points de base par rapport aux rendements des émissions initiales.

Le 27 septembre 2011, Peugeot S.A. a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à échéance mars 2016 avec un coupon de 6,875%.

- Emissions obligataires par Faurecia

Le 3 novembre 2011, Faurecia a émis un emprunt obligataire de 350 millions d'euros à échéance décembre 2016 avec un coupon de 9,375%.

- Rachat et remboursement de l'emprunt obligataire émis en 2001

Le GIE PSA Trésorerie a effectué un rachat partiel de l'emprunt obligataire émis en 2001 et à échéance septembre 2011. Le rachat a porté sur un nominal de 245 millions d'euros et a fait l'objet le 6 juillet 2010 d'un paiement aux porteurs des obligations d'un montant de 264 millions d'euros après prise en compte des intérêts courus et d'une prime de remboursement.

Le 27 septembre 2011, PSA Peugeot Citroën a procédé au remboursement à échéance des 1 255 millions d'euros de la valeur nominale résiduelle de l'emprunt obligataire émis en 2001. Compte tenu des primes de remboursement, des intérêts courus et des swaps pris en couverture, le paiement s'est élevé à 1 268 millions d'euros.

- Remboursement total anticipé du prêt accordé par l'Etat

Peugeot S.A. avait conclu en mars 2009 avec l'Etat un prêt d'une durée de 5 ans d'un montant total de 3 milliards d'euros. Le prêt portait intérêt à un taux fixe initial de 6%, ce taux étant ensuite susceptible d'être augmenté d'une partie variable indexée sur la rentabilité du Groupe, sans pouvoir excéder 9%.

Un remboursement anticipé est intervenu le 10 septembre 2010 pour un montant en principal d'un milliard d'euros.

Début 2011, le Directoire a pris la décision de rembourser intégralement en deux tranches de 1 milliard chacune, le solde de 2 milliards d'euros du capital restant dû classé en "Autres emprunts d'origine long terme". Les remboursements sont intervenus respectivement au 25 février et au 26 avril 2011. L'amortissement anticipé du capital dégage sur la période un produit financier de 69 millions d'euros qui correspond à la différence entre le montant effectivement remboursé par anticipation et le montant de l'emprunt valorisé dans les comptes à la date de décision de remboursement.

- Prêts accordés par la Banque Européenne d'Investissement (BEI)

Le 15 juillet 2010, Peugeot Citroën Automobiles S.A. a signé avec la BEI un contrat de 200 millions d'euros de maturité juillet 2017 et avec une première date de remboursement en juillet 2013. Ce prêt est destiné à financer une partie des investissements de recherche et développement du Groupe nécessaires au développement d'un nouveau projet véhicule. Ce prêt étant à taux bonifié, il a été comptabilisé sur la base d'un taux marché estimé à 4,51%. Le coût amorti de l'emprunt à l'origine s'élève ainsi à 188 millions d'euros, faisant ressortir une subvention d'investissement de 12 millions d'euros.

Le 27 octobre 2011, Peugeot Citroën Automobiles S.A. a remboursé le prêt BEI d'un montant de 125 millions d'euros signé le 17 octobre 2006.

Le 16 novembre 2011, Peugeot Citroën Automobiles S.A. a signé avec la BEI un contrat de 125 millions d'euros amortissable par annuité constante entre décembre 2013 et décembre 2017. Ce nouveau prêt étant à taux bonifié, il a été comptabilisé sur la base d'un taux marché estimé à 7%. Le coût amorti de l'emprunt à l'origine s'élève ainsi à 108 millions d'euros, faisant ressortir une subvention d'investissement de 17 millions d'euros.

- Crédit syndiqué de Peugeot S.A.

Le 9 juillet 2010, Peugeot S.A. a renouvelé par anticipation un crédit syndiqué revolving avec 21 banques pour un montant de 2 400 millions d'euros avec une maturité de 3 ans, prévoyant deux extensions d'un an soumises à l'acceptation des banques.

En juillet 2011, PSA a obtenu une première extension d'un an repoussant la maturité à juillet 2014.

- Crédit syndiqué de Faurecia

En décembre 2011, Faurecia a négocié un nouveau crédit bancaire syndiqué de 1 150 millions d'euros. Cette facilité est répartie en une tranche de 690 millions d'euros à échéance novembre 2014 avec une possibilité d'allonger la maturité de deux ans et d'une tranche de 460 millions d'euros à échéance novembre 2016.

Cette opération a permis le remboursement du précédent crédit bancaire syndiqué.

B. Caractéristiques des OCEANE Peugeot S.A. et Faurecia :

- OCEANE Peugeot S.A.

Le 23 juin 2009, Peugeot S.A. a procédé à l'émission d'Obligations à option de Conversion et/ou d'Echange en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE) pour un montant nominal de 575 millions d'euros. Les 22 908 365 obligations émises sont à échéance du 1er janvier 2016 et portent intérêt à un taux nominal annuel de 4,45%.

Au 31 décembre 2011, 1 310 obligations ont été converties. La composante dette de l'OCEANE s'élève à 484 millions d'euros.

- OCEANE Faurecia

Le 26 novembre 2009, Faurecia a procédé à l'émission d'Obligations à option de Conversion et/ou d'Echange en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE) pour un montant nominal de 211 millions d'euros. Les 11 306 058 obligations émises sont à échéance du 1er janvier 2015 et portent intérêt à un taux nominal annuel de 4,50%.

Au 31 décembre 2011, 1 615 obligations ont été converties, donnant lieu à la création de 1 617 actions Faurecia. La composante dette de l'OCEANE s'élève à 195 millions d'euros.

29.2. CARACTÉRISTIQUES DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES EMPRUNTS

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2011		Monnaie d'émission	Échéance
	Non courants	Courants		
Sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia)				
Obligataire convertible 2009 - 575MEUR	484	13	EUR	T1/2016
Faurecia				
Obligataire convertible 2009 - 211MEUR	195	-	EUR	T1/2015
Total emprunts convertibles	679	13		
Sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia)				
Emprunt obligataire 2003 - 600MEUR	834	10	EUR	T3/2033
Emprunt obligataire 2009 - 750MEUR	744	29	EUR	T3/2014
Emprunt obligataire 2010 - 500MEUR	497	14	EUR	T2/2015
Emprunt obligataire 2010 - 500MEUR	496	4	EUR	T4/2013
Emprunt obligataire 2010 - 500MEUR	495	4	EUR	T4/2016
Emprunt obligataire 2011 - 350MEUR	351	3	EUR	T4/2013
Emprunt obligataire 2011 - 150MEUR	150	1	EUR	T4/2016
Emprunt obligataire 2011 - 500MEUR	490	9	EUR	T1/2016
Faurecia				
Emprunt obligataire 2011 - 350MEUR	348	5	EUR	T4/2016
Total emprunts obligataires	4 413	79		
Sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia) - emprunts en euros				
Emprunts BEI ⁽¹⁾ - 400 M EUR	387	3	EUR	T2/2013
Emprunts BEI ⁽¹⁾ - 250 M EUR	250	-	EUR	T4/2014
Emprunts BEI ⁽¹⁾ - 200 M EUR	192	3	EUR	T3/2017
Emprunts BEI ⁽¹⁾ - 125 M EUR	109	-	EUR	T4/2017
Emprunts FDES ⁽¹⁾ - Zéro coupon	24	-	EUR	T1/2020
Emprunts divers - Espagne	133	3	EUR	2012 à 2026
Emprunts divers - Autres	-	79	EUR	T1/2012
Sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia) - emprunts en devises				
Autres emprunts				
	531	124	nc	nc
Faurecia				
Crédit syndiqué - France ⁽²⁾	490	-	EUR	T4/2014
Crédit syndiqué - France ⁽²⁾	-	-	EUR	T4/2016
Autres emprunts	166	16	EUR	nc
Total autres emprunts d'origine LT	2 282	228		

⁽¹⁾ BEI : Banque Européenne d'Investissement ; FDES : Fonds de Développement Économique et Social.

⁽²⁾ Ces contrats contiennent des clauses restrictives, notamment en matière de ratios financiers. Ces clauses sont présentées en note 35.1.F.

29.3. CARACTÉRISTIQUES DES AUTRES FINANCEMENTS À COURT TERME ET DÉCOUVERTS BANCAIRES

(en millions d'euros)	Monnaie d'émission	Solde au bilan 31/12/2011	Solde au bilan 31/12/2010
Billets de trésorerie	EUR	269	252
Crédits à court terme	N/A	694	535
Banques créditrices	N/A	266	318
Paiements émis ⁽¹⁾	N/A	426	25
Total		1 655	1 130

⁽¹⁾ Il s'agit de paiements en attente de débit des comptes de banque, leur échéance correspondant aux jours bancaires non ouvrés.

29.4. DETTES SUR LOCATIONS CAPITALISÉES

La valeur actualisée des loyers futurs incluse en autres emprunts, et concernant des contrats de location financement, est la suivante par échéance :

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
2011	-	274
2012	167	68
2013	58	45
2014	43	32
2015	38	33
2016	11	22
Années ultérieures	106	133
	423	607
Moins frais financiers inclus	(26)	(58)
Valeur actualisée des loyers futurs	397	549
Dont courant	155	254
Dont non courant	242	295

29.5. CONVENTIONS DE CESSIONS DE CRÉANCES

Le groupe Faurecia assure une partie de son financement par des contrats de cessions de créances commerciales à des établissements financiers hors groupe (cf. note 22). Les filiales de la division Automobile ont également recours à ce mode de financement. Au 31 décembre 2011, la ressource de financement correspondant à la trésorerie reçue en contrepartie des cessions de créances s'élève à 640 millions d'euros (413 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Les créances cédées sont décomptabilisées lorsqu'elles répondent aux critères de la norme (cf. note 1.17). La part financée des créances correspond à celle qui a donné lieu à réception de trésorerie.

(en millions d'euros)	31/12/2011			31/12/2010		
	Total cédé à des institutions financières hors groupe	Part cédée et maintenue à l'actif du groupe	Part cédée et décomptabilisée	Total cédé à des institutions financières hors groupe	Part cédée et maintenue à l'actif du groupe	Part cédée et décomptabilisée
Encours de financement maximum autorisé	1 215			1 117		
- dont groupe Faurecia	749			747		
Cédées à des institutions financières hors groupe	691	161	530	464	162	302
- dont groupe Faurecia	363	102	261	334	153	181
Dont part financée	640	110	530	413	111	302
- dont groupe Faurecia	327	66	261	292	111	181
Dont part non financée (y compris réserve de garantie)	51	51		51	51	
- dont groupe Faurecia	36	36		42	42	

Par ailleurs, Peugeot S.A. et Faurecia ont cédé et décomptabilisé en 2011 leurs créances détenues sur l'Etat français au titre des crédits d'impôt recherche 2010 pour un total de 96 millions d'euros. La trésorerie reçue au 31 décembre 2011 s'élève à 88 millions d'euros.

NOTE 30 - AUTRES PASSIFS NON COURANTS

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Dettes sur véhicules sous clause de rachat	2 842	2 766
Instruments dérivés ⁽¹⁾	15	-
Autres dettes à long terme	8	6
Total	2 865	2 772

⁽¹⁾ Depuis 2009, ce poste intègre la part non courante des instruments dérivés sur risque de change et risque matière.

NOTE 31 - DETTES DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en note 1.15.C.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Titres émis par les entités ad hoc dans le cadre des titrisations (note 31.1)	3 963	3 381
Autres emprunts obligataires	413	413
Autres dettes constituées par un titre (note 31.2)	12 690	11 238
Dettes envers les établissements de crédit (note 31.3)	4 995	6 280
	22 061	21 312
Dettes envers la clientèle	482	392
	22 543	21 704
<i>Dettes envers les activités industrielles et commerciales</i>	(257)	(152)
Total	22 286	21 552

31.1. TITRES ÉMIS PAR LES ENTITÉS AD HOC DANS LE CADRE DES TITRISATIONS

Une partie du refinancement de Banque PSA Finance s'effectue par des opérations de titrisation de ses créances, notamment automobiles. Les nouvelles opérations de titrisation effectuées en 2011 et souscrites par des tiers sont décrites en note 19 "Prêts et créances des activités de financement".

Au 31 décembre 2011, ces opérations conduisent à reconnaître des "titres émis par les entités ad hoc dans le cadre des titrisations" pour un montant de 3 963 millions d'euros (3 381 millions au 31 décembre 2010).

31.2. AUTRES DETTES CONSTITUÉES PAR UN TITRE

Le poste "autres dettes constituées par un titre" comprend principalement des EMTN/BMTN pour 8 425 millions d'euros (6 828 millions d'euros au 31 décembre 2010), des certificats de dépôt et des billets de trésorerie pour 3 754 millions d'euros (4 086 millions d'euros au 31 décembre 2010).

En 2011, Banque PSA Finance a maintenu sa politique de diversification de ses sources de financement dans la lignée des années précédentes. Elle a notamment pu bénéficier d'un large accès aux marchés obligataires qui lui a permis de réaliser les émissions d'EMTN ci-après :

- en janvier 2011, pour 750 millions d'euros (taux fixe 3,875%), à échéance janvier 2015,
- en février 2011, pour 1 000 millions d'euros (taux fixe 4,25%), à échéance février 2016,
- en avril 2011, pour 1 250 millions USD (878 millions d'euros à la date d'émission), sur le marché US :
 - 450 millions USD (taux Libor 3 mois + 190 bp), à échéance avril 2014,
 - 300 millions USD (taux fixe 3,375%), à échéance avril 2014,
 - 250 millions USD (taux fixe 4,375%), à échéance avril 2016,
 - 250 millions USD (taux fixe 5,75%), à échéance avril 2021,
- en juin 2011, pour 650 millions d'euros (taux fixe 4,00%), à échéance juin 2015.

Banque PSA Finance a ainsi levé 3 278 millions d'euros (valeur à la date d'émission) par des émissions d'EMTN.

31.3. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En 2011, Banque PSA Finance a signé deux lignes de crédit syndiqués avec des groupes de banques. La première, signée en janvier pour un montant de 923 millions d'euros et une durée de deux ans, s'est substituée à une ligne de 1 510 millions d'euros qui venait à échéance en juillet 2011. La seconde, signée en décembre pour un montant de 2 000 millions d'euros pour une durée de 3 ans (avec deux options d'extension d'un an à la main des banques), remplace une ligne de même montant dont l'échéance était en juin 2012.

En 2011, Banque PSA Finance a également signé des lignes de crédit bilatérales confirmées à plus d'un an, tirées ou de "back up", pour un montant d'environ 2 milliards d'euros. La part des "back-up" dans le portefeuille de lignes bilatérales au 31 décembre 2011 représentait 1 865 millions d'euros, dont 469 millions d'euros tirés. La partie non utilisée constitue des engagements reçus de financements à long terme.

31.4. ÉCHÉANCIER

31/12/2011 (en millions d'euros)	Titres émis par les FCC	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Total
0 à 3 mois	410	-	4 258	1 115	5 783
3 mois à 1 an	761	-	1 940	1 519	4 220
1 à 5 ans	2 758	413	6 299	2 361	11 831
+ 5 ans	34	-	193	-	227
Total	3 963	413	12 690	4 995	22 061

31/12/2010 (en millions d'euros)	Titres émis par les FCC	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Total
0 à 3 mois	402	-	4 353	3 181	7 936
3 mois à 1 an	893	-	1 789	829	3 511
1 à 5 ans	1 811	413	5 096	2 270	9 590
+ 5 ans	275	-	-	-	275
Total	3 381	413	11 238	6 280	21 312

31.5. DEVICES DE REMBOURSEMENT

Les emprunts obligataires sont remboursables exclusivement en euros. Les autres dettes s'analysent comme suit par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	31/12/2011		31/12/2010	
	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit
EUR	15 203	3 499	14 324	4 900
GBP	-	712	-	775
USD	966	-	-	-
JPY	100	-	46	-
BRL	777	381	649	336
CHF	-	17	-	12
CZK	-	78	-	83
Autres	20	308	13	174
Total	17 066	4 995	15 032	6 280

NOTE 32 - AUTRES CRÉANCIERS

32.1. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	837	878
Personnel	1 051	1 010
Organismes sociaux	468	469
Fournisseurs d'immobilisations	284	185
Clients créditeurs	704	564
Instruments dérivés ⁽¹⁾	164	66
Produits constatés d'avance	446	356
Créditeurs divers ⁽²⁾	680	409
Total	4 634	3 937

⁽¹⁾ Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le Groupe pour se prémunir contre les risques de change sur ses créances et dettes d'exploitation réalisées ou planifiées. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la note 35 "Gestion des risques de marché".

⁽²⁾ Ce poste contient notamment 245 millions d'euros de capital à libérer de Changan PSA Automobiles Co., Ltd.

32.2. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Personnel et organismes sociaux	101	91
Instruments dérivés ⁽¹⁾	186	235
Comptes de régularisation	415	358
Créditeurs divers	402	328
Total	1 104	1 012

⁽¹⁾ Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le Groupe pour se prémunir contre les risques de taux sur les dettes et créances de financement. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la note 35 "Gestion des risques de marché".

NOTE 33 - NOTES ANNEXES AUX TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

33.1. TRÉSORERIE NETTE PRÉSENTÉE AUX TABLEAUX DE FLUX

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Trésorerie (note 25.1)	5 190	9 278
Paiements émis (note 29.3)	(426)	(25)
Trésorerie nette des activités industrielles et commerciales	4 764	9 253
Trésorerie nette des activités de financement (note 25.2)	1 154	1 316
<i>Élimination des opérations réciproques</i>	<i>(224)</i>	<i>(127)</i>
Total	5 694	10 442

33.2. DÉTAIL DES FLUX LIÉS À L'EXPLOITATION

A. Activités industrielles et commerciales

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
(Augmentation) Diminution des stocks	(661)	(281)
(Augmentation) Diminution des clients ⁽¹⁾	(319)	138
Augmentation (Diminution) des fournisseurs	97	677
Variation des impôts	12	(68)
Autres variations	187	51
	(684)	517
<i>Flux vers les activités de financement</i>	<i>(3)</i>	<i>(11)</i>
Total	(687)	506

⁽¹⁾ Dont 228 millions d'euros de diminution de créances liée aux créances cédées à des institutions financières hors groupe (186 millions d'euros en 2010. Cf. note 22).

B. Activités de financement

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
(Augmentation) Diminution des créances de financement des ventes	(976)	(527)
(Augmentation) Diminution des placements à court terme	(85)	(14)
Augmentation (Diminution) des dettes financières	915	401
Variation des impôts	(8)	30
Autres variations	(168)	(86)
	(322)	(196)
<i>Flux vers les activités industrielles et commerciales</i>	<i>(174)</i>	<i>128</i>
Total	(496)	(68)

33.3. DÉTAIL DE LA VARIATION DES POSTES DE BILAN DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

2011		Flux	Flux	Changement	Écart de	Réévaluation	
(en millions d'euros)	Ouverture	d'exploitation	d'investis-	de périmètre	conversion	par capitaux	Clôture
			-sement	et autres		propres	
Stocks	(5 947)	(661)	-	(50)	49	-	(6 609)
Clients ⁽¹⁾	(2 051)	(319)	-	(24)	7	-	(2 387)
Fournisseurs	9 571	97	-	11	(4)	-	9 675
Impôts	(110)	12	-	10	12	-	(76)
Autres débiteurs	(1 959)	(61)	15	11	16	43	(1 935)
Autres créanciers	3 937	518	87	56	(9)	45	4 634
	3 441	(414)	102	14	71	88	3 302
<i>Flux vers les activités de financement</i>	<i>108</i>	<i>(13)</i>	<i>-</i>	<i>10</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>106</i>
Total	3 549	(427)	102	24	72	88	3 408

⁽¹⁾ Dont 228 millions d'euros de diminution de créances liée aux créances cédées à des institutions financières hors groupe (Cf. note 22) .

La variation des actifs et passifs d'exploitation au tableau de flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2011 (-684 millions d'euros) correspond aux flux d'exploitation (-414 millions d'euros) minorés des différences de change (-51 millions d'euros) et autres variations (-219 millions d'euros), dont l'impact de l'intégration de Changan PSA Automobiles Co., Ltd, sans effet sur le tableau de flux de trésorerie.

Flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales	(414)
<i>Différences de change</i>	<i>(51)</i>
<i>Autres variations</i>	<i>(219)</i>
Variation des actifs et passifs d'exploitation au Tableau de flux de trésorerie consolidé	(684)

2010		Flux	Flux	Changement	Écart de	Réévaluation	
(en millions d'euros)	Ouverture	d'exploitation	d'investis-	de périmètre	conversion	par capitaux	Clôture
			-sement	et autres		propres	
Stocks	(5 360)	(281)	-	(192)	(114)	-	(5 947)
Clients ⁽¹⁾	(1 855)	138	-	(272)	(62)	-	(2 051)
Fournisseurs	8 424	677	-	315	155	-	9 571
Impôts	(50)	(68)	-	14	(6)	-	(110)
Autres débiteurs	(1 665)	(186)	(15)	(22)	(50)	(21)	(1 959)
Autres créanciers	3 494	282	(4)	115	56	(6)	3 937
	2 988	562	(19)	(42)	(21)	(27)	3 441
<i>Flux vers les activités de financement</i>	<i>113</i>	<i>(77)</i>	<i>-</i>	<i>66</i>	<i>6</i>	<i>-</i>	<i>108</i>
Total	3 101	485	(19)	24	(15)	(27)	3 549

⁽¹⁾ Dont 186 millions d'euros de diminution de créances liée aux créances cédées à des institutions financières hors groupe.

Au tableau de flux de trésorerie consolidé de 2010, la variation des actifs et passifs d'exploitation (517 millions d'euros) correspond aux flux d'exploitation (562 millions d'euros) minorés des différences de change (-45 millions d'euros), sans effet sur le tableau de flux de trésorerie.

Flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales	562
<i>Différences de change</i>	<i>(45)</i>
Variation des actifs et passifs d'exploitation au Tableau de flux de trésorerie consolidé	517

33.4. VARIATIONS DES AUTRES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Augmentation des emprunts	2 223	1 978
Remboursement des emprunts et conversions d'obligations	(4 439)	(1 673)
(Augmentation) Diminution des actifs financiers non courants	(237)	18
(Augmentation) Diminution des actifs financiers courants	35	25
Augmentation (Diminution) des passifs financiers courants	57	(111)
	(2 361)	237
<i>Flux vers les activités de financement</i>	78	(129)
Total	(2 283)	108

33.5. DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR AUX TABLEAUX DE FLUX

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles (note 5)	(2 946)	(3 043)
Pertes de valeur sur frais de recherche activés (note 13.1)	(27)	-
Pertes de valeur des immobilisations corporelles (note 14)	(57)	(7)
Profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses (note 7)	-	84
Autres	(7)	-
Total	(3 037)	(2 966)

33.6. INTERETS ENCAISSÉS ET DECAISSÉS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Intérêts reçus	106	81
Intérêts versés	(536)	(451)
Encaissements (décaissements) nets d'intérêts	(430)	(370)

NOTE 34 - INSTRUMENTS FINANCIERS

A. Instruments financiers inscrits au bilan

	31/12/2011		Ventilation par classe d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>							
Titres de participation	86	86	-	86	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	1 061	1 061	547	122	157	-	235
Autres actifs non courants	452	452	1	109	342	-	-
Prêts et créances des activités de financement	24 307	24 132	-	-	24 307	-	-
Titres de placement des activités de financement	877	877	877	-	-	-	-
Clients des activités industrielles et commerciales	2 220	2 220	-	-	2 220	-	-
Autres débiteurs	2 795	2 795	-	-	2 364	-	431
Actifs financiers courants	265	265	-	-	238	-	27
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 120	6 120	6 120	-	-	-	-
Actifs	38 183	38 008	7 545	317	29 628	-	693
Passifs financiers non courants ⁽¹⁾	7 639	7 310	-	-	22	7 611	6
Autres passifs non courants (note 30)	23	23	-	-	8	-	15
Dettes des activités de financement	22 286	22 854	-	-	-	22 286	-
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	9 665	9 665	-	-	9 665	-	-
Autres créanciers	5 434	5 434	-	-	5 126	-	308
Passifs financiers courants	2 140	2 140	-	-	-	2 134	6
Passifs	47 187	47 426	-	-	14 821	32 031	335

⁽¹⁾ Les justes valeurs des OCEANE émises respectivement par Peugeot S.A. (573 millions d'euros) et Faurecia (227 millions d'euros) correspondent aux valeurs de cotation des emprunts à la date de clôture et intègrent donc à la fois les composantes dettes comptabilisées au coût amorti et les composantes options comptabilisées en capitaux propres.

	31/12/2010		Ventilation par classe d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>							
Titres de participation	102	102	-	102	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	928	928	410	191	150	-	177
Autres actifs non courants	334	334	35	59	219	-	21
Prêts et créances des activités de financement	23 338	23 154	-	-	23 338	-	-
Titres de placement des activités de financement	707	707	707	-	-	-	-
Clients des activités industrielles et commerciales	1 876	1 876	-	-	1 876	-	-
Autres débiteurs	2 577	2 577	-	-	2 296	-	281
Actifs financiers courants	306	306	-	-	282	-	24
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 467	10 467	10 467	-	-	-	-
Actifs	40 635	40 451	11 619	352	28 161	-	503
Passifs financiers non courants ⁽¹⁾	8 259	8 747	-	-	31	8 216	12
Autres passifs non courants (note 30)	6	6	-	-	6	-	-
Dettes des activités de financement	21 552	21 623	-	-	-	21 552	-
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	9 561	9 561	-	-	9 561	-	-
Autres créanciers	4 644	4 644	-	-	4 370	-	274
Passifs financiers courants	3 213	3 190	-	-	-	3 206	7
Passifs	47 235	47 771	-	-	13 968	32 974	293

⁽¹⁾ Les justes valeurs des OCEANE émises respectivement par Peugeot S.A. (760 millions d'euros) et Faurecia (274 millions d'euros) correspondent aux valeurs de cotation des emprunts à la date de clôture et intègrent donc à la fois les composantes dettes comptabilisées au coût amorti et les composantes options comptabilisées en capitaux propres.

Une évaluation de la juste valeur des instruments financiers du Groupe est effectuée dans la mesure où les données des marchés financiers permettent une estimation pertinente de leur valeur vénale dans une optique non liquidative. La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif est donc basée sur les prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par le Groupe sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation.

Les principales méthodes d'évaluation à la juste valeur retenues sont les suivantes :

• **Actifs financiers classés en "Juste valeur par résultat" et "Instruments dérivés"**

- La juste valeur de la "Trésorerie et des équivalents de trésorerie" est assimilée à leur valeur comptable compte tenu de leur maturité très courte.
- Les autres éléments comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi que les instruments dérivés de couverture du risque de taux et du risque de change, sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire (Euribor, ...) et à des cours de change fixés quotidiennement par la Banque Centrale Européenne. Les dérivés de couverture du risque matières font l'objet d'une évaluation externe. Tous les instruments financiers de cette classe sont des actifs et passifs financiers désignés comme tels dès l'origine, selon les critères définis en note 1.15.

• **Actifs financiers classés en "Actifs disponibles à la vente"**

- Les "Titres de participation" sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan (cf. note 1.15.B (2) (a)).
- Les "Autres actifs financiers non courants" classés en "Actifs disponibles à la vente" sont évalués selon les cours de bourse de clôture s'agissant d'actions cotées sur marchés actifs (cf. note 1.15.B (2) (b)).
- Les "Autres actifs non courants" classés en "Actifs disponibles à la vente" correspondent aux parts que le Groupe détient dans le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles, un Fonds Commun de Placement à Risques créé sous l'impulsion de l'Etat dans le cadre du Pacte Automobile signé le 9 février 2009. Ces parts sont évaluées à leur juste valeur, c'est à dire à leur valeur liquidative en date de clôture (cf. note 1.15.B (2) (c)). Cette valeur liquidative reflète la juste valeur des investissements réalisés par le fonds. Sur les douze premiers mois suivant leur acquisition, lorsque les investissements réalisés par le fonds ne sont pas cotés, leur juste valeur est estimée à leur coût, ajustée le cas échéant en cas de survenance d'un événement postérieur défavorable. Au-delà de cette période, la juste valeur des investissements est ajustée le cas échéant en fonction d'une évaluation réalisée selon la méthode des multiples de résultat et en cas de survenance d'un événement défavorable postérieur à la date de dernière évaluation fournie par la société de gestion.

• **Actifs et passifs financiers classés en "Prêts, créances et autres dettes"**

- Les "Prêts et créances des activités de financement" sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). De manière générale, ils font l'objet de couverture du risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture entraîne la réévaluation à la juste valeur de la partie couverte des encours. La marge liée aux encours de crédit est donc exclue de la réévaluation ainsi opérée. La juste valeur présentée ci-dessus est estimée en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires ont été octroyés à la date de clôture.
- La juste valeur des "Clients des activités industrielles et commerciales" et des "Autres débiteurs", ainsi que des "Fournisseurs d'exploitation et comptes associés" et des "Autres créanciers" est assimilée à leur valeur au bilan, y compris des éventuelles dépréciations (cf. note 1.17), compte tenu de leurs échéances très courtes de paiement.
- La juste valeur des autres actifs et passifs financiers classés en "Prêts, créances et autres dettes" est assimilée également à leur valeur comptable.

• **Passifs financiers classés en "Dettes au coût amorti"**

- Les "Passifs financiers non courants", les "Passifs financiers courants" et les "Dettes des activités de financement" sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Les passifs financiers couverts par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ils sont réévalués à la juste valeur pour la part liée à l'évolution des taux d'intérêt. La juste valeur des passifs financiers présentée ci-dessus est déterminée en intégrant les données de marché et la valeur du risque de crédit du Groupe à la clôture.

B. Information sur les actifs et passifs financiers comptabilisés en juste valeur

31/12/2011	Classes d'instruments comptabilisés en juste valeur		
	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente
<i>(en millions d'euros)</i>			
Juste valeur de niveau 1 : prix cotés sur un marché actif			
Titres de participation	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	-	238	122
Autres actifs non courants	-	-	-
Titres de placement des activités de financement	-	-	-
Autres débiteurs	-	-	-
Actifs financiers courants	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	4 352	-
Juste valeur de niveau 2 : évaluation basée sur des données observables sur le marché			
Titres de participation	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	235	309	-
Autres actifs non courants	-	1	-
Titres de placement des activités de financement	-	877	-
Autres débiteurs	431	-	-
Actifs financiers courants	27	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	-	1 768	-
Juste valeur de niveau 3 : évaluation basée sur des données non observables sur le marché			
Titres de participation	-	-	86
Autres actifs financiers non courants	-	-	-
Autres actifs non courants	-	-	109
Titres de placement des activités de financement	-	-	-
Autres débiteurs	-	-	-
Actifs financiers courants	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-
Total actifs financiers comptabilisés en juste valeur	693	7 545	317

⁽¹⁾ Correspond à des placements de trésorerie classiques du type certificats de dépôts, billets de trésorerie et bons monétaires.

31/12/2010	Classes d'instruments comptabilisés en juste valeur		
	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente
<i>(en millions d'euros)</i>			
Juste valeur de niveau 1 : prix cotés sur un marché actif			
Titres de participation	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	-	237	191
Autres actifs non courants	-	-	-
Titres de placement des activités de financement	-	-	-
Autres débiteurs	-	-	-
Actifs financiers courants	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	5 796	-
Juste valeur de niveau 2 : évaluation basée sur des données observables sur le marché			
Titres de participation	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	177	173	-
Autres actifs non courants	21	35	-
Titres de placement des activités de financement	-	707	-
Autres débiteurs	281	-	-
Actifs financiers courants	24	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	-	4 671	-
Juste valeur de niveau 3 : évaluation basée sur des données non observables sur le marché			
Titres de participation	-	-	102
Autres actifs financiers non courants	-	-	-
Autres actifs non courants	-	-	59
Titres de placement des activités de financement	-	-	-
Autres débiteurs	-	-	-
Actifs financiers courants	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-
Total actifs financiers comptabilisés en juste valeur	503	11 619	352

(1) Correspond à des placements de trésorerie classiques du type certificats de dépôts, billets de trésorerie et bons monétaires.

31/12/2011	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Autres dettes
<i>(en millions d'euros)</i>			
Juste valeur de niveau 1 : prix cotés sur un marché actif			
Passifs financiers non courants	-	-	-
Autres passifs non courants	-	-	-
Autres créanciers	-	-	-
Passifs financiers courants	-	-	-
Juste valeur de niveau 2 : évaluation basée sur des données observables sur le marché			
Passifs financiers non courants	(6)	-	-
Autres passifs non courants	(15)	-	-
Autres créanciers	(308)	-	-
Passifs financiers courants	(6)	-	-
Juste valeur de niveau 3 : évaluation basée sur des données non observables sur le marché			
Passifs financiers non courants (1)	-	-	(22)
Autres passifs non courants	-	-	-
Autres créanciers	-	-	-
Passifs financiers courants	-	-	-
Total passifs financiers comptabilisés en juste valeur	(335)	-	(22)

(1) La variation des passifs financiers non courants évalués en juste valeur de niveau 3 est reconnue en "Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres".

31/12/2010 (en millions d'euros)	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Autres dettes
Juste valeur de niveau 1 : prix cotés sur un marché actif			
Passifs financiers non courants	-	-	-
Autres passifs non courants	-	-	-
Autres créanciers	-	-	-
Passifs financiers courants	-	-	-
Juste valeur de niveau 2 : évaluation basée sur des données observables sur le marché			
Passifs financiers non courants	(12)	-	-
Autres passifs non courants	-	-	-
Autres créanciers	(274)	-	-
Passifs financiers courants	(7)	-	-
Juste valeur de niveau 3 : évaluation basée sur des données non observables sur le marché			
Passifs financiers non courants ⁽¹⁾	-	-	(31)
Autres passifs non courants	-	-	-
Autres créanciers	-	-	-
Passifs financiers courants	-	-	-
Total passifs financiers comptabilisés en juste valeur	(293)		(31)

⁽¹⁾ La variation des passifs financiers non courants évalués en juste valeur de niveau 3 est reconnue en "Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres".

Analyse des actifs financiers évalués en juste valeur de niveau 3

(en millions d'euros)	2011	2010
Juste valeur à l'ouverture des actifs financiers (niveau 3)	161	112
Variation en "produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres"	1	(4)
Variation en résultat de la période	-	(9)
Achats / entrées en consolidation	31	89
Sortie / Cession	-	(30)
Reclassement d'un autre niveau de la hiérarchie de juste valeur	-	-
Ecart de conversion	2	3
Juste valeur à la clôture des actifs financiers (niveau 3)	195	161

C. Effet en résultat des instruments financiers

(en millions d'euros)	2011	Ventilation par classe d'instruments				
		Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	7	-	-	7	-	-
Total charge d'intérêts	(297)	-	-	(2)	(295)	-
Réévaluation ⁽¹⁾	32	108	-	5	(17)	(64)
Résultat de cession et dividendes	(213)	-	8	(221)	-	-
Dépréciation nette	26	-	-	26	-	-
Total activités industrielles et commerciales	(445)	108	8	(185)	(312)	(64)
Activités de financement						
Total produit d'intérêts	1 619	-	-	1 619	-	-
Total charge d'intérêts	(722)	-	-	-	(722)	-
Réévaluation ⁽¹⁾	6	25	-	(7)	(139)	127
Dépréciation nette	(115)	-	-	(115)	-	-
Total activités de financement	788	25	-	1 497	(861)	127
Gains nets ou (pertes nettes)	343	133	8	1 312	(1 173)	63

⁽¹⁾ Pour les instruments classés en juste valeur par résultat, la réévaluation inclut les intérêts et dividendes reçus.

	2010	Ventilation par classe d'instruments				
		Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>						
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	6	-	-	6	-	-
Total charge d'intérêts	(440)	-	-	-	(440)	-
Réévaluation ⁽¹⁾	31	80	-	(3)	-	(46)
Résultat de cession et dividendes	(163)	-	6	(169)	-	-
Dépréciation nette	(23)	-	(9)	(14)	-	-
Total activités industrielles et commerciales	(589)	80	(3)	(180)	(440)	(46)
Activités de financement						
Total produit d'intérêts	1 591	-	-	1 591	-	-
Total charge d'intérêts	(541)	-	-	-	(541)	-
Réévaluation ⁽¹⁾	(171)	8	-	(128)	5	(56)
Dépréciation nette	(129)	-	-	(129)	-	-
Total activités de financement	750	8	-	1 334	(536)	(56)
Gains nets ou (pertes nettes)	161	88	(3)	1 154	(976)	(102)

⁽¹⁾ Pour les instruments classés en juste valeur par résultat, la réévaluation inclut les intérêts et dividendes reçus.

Pour les activités de financement, l'ensemble des résultats dégagés par les actifs et passifs financiers définis par IAS 39 est comptabilisé en résultat opérationnel courant.

NOTE 35 - GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ

35.1. POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

Dans le cadre de ses activités, le groupe PSA Peugeot Citroën est exposé à des risques de change et à des risques de taux ainsi qu'à d'autres risques de marché liés notamment aux variations des prix des matières premières et aux variations des marchés actions. Le Groupe est également exposé aux risques de contrepartie et de liquidité.

A. Risque de change

■ Gestion du risque de change des activités industrielles et commerciales

Les sociétés industrielles et commerciales gèrent leurs positions de change sur les transactions en devises, avec pour objectif de couvrir les risques de fluctuation des parités monétaires. La gestion du risque de change de la division Automobile est centralisée pour l'essentiel au sein de PSA International S.A. (PSAI) sous la responsabilité de la Direction Générale. Dans le cadre de sa gestion, PSAI ne souscrit que des produits standards régis par les conventions internationales de l' "International Swaps and Derivatives Association" (ISDA).

Cette gestion consiste principalement, pour la division Automobile, à couvrir les expositions au risque de change dès l'enregistrement des factures libellées en devises. La durée d'exposition entre l'émission de la facture et le règlement est couverte avec des contrats à terme ferme.

La gestion du risque de change est basée sur un principe de facturation des entités de production aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières (sauf cas exceptionnel ou contrainte réglementaire). Ces facturations inter-sociétés font également l'objet de couvertures de change à terme. Sauf exception, les prêts intra-groupe en devise des sociétés de la division Automobile font également l'objet de couverture.

La division Automobile effectue essentiellement des opérations de couverture de change optionnelle dans le cadre de ses transactions sur flux futurs en devise. De telles couvertures sont mises en place ponctuellement par PSAI en concertation avec la direction financière du Groupe. Elles consistent, dans la majorité des cas, à acheter des options qui jouent le rôle d'assurance. Le paiement de la prime représente le risque maximum.

Au 31 décembre 2011, la division Automobile ne détenait pas de couvertures de flux futurs significatives.

Le Groupe n'a pas de couverture d'investissement net à l'étranger.

Dans le cadre de son activité propre, PSAI effectue dans des limites strictes et contrôlées, des transactions hors couverture sur des produits de change. Ces opérations, qui sont les seules de cette nature réalisées par les sociétés du groupe PSA Peugeot Citroën ont des effets peu significatifs sur le résultat consolidé du Groupe.

La méthode utilisée pour détecter et gérer les risques de marché est celle de la Value at Risk (VAR) historique. Les données utilisées par la VAR historique sont les volatilités et les cours des différentes devises depuis début 2008. La VAR représente la perte potentielle maximale de notre portefeuille selon un niveau de confiance. Les niveaux de confiance mesurés sont de 95% et de 99%. Pour les deux niveaux de confiance, les résultats de la VAR historique sur le portefeuille existant au 31 décembre 2011 ont conclu à un impact non significatif sur le résultat du Groupe. Cette méthode suppose que la VAR future se comporte comme la VAR passée. Elle ne serait pas représentative de pertes dans le cas d'événements extrêmes.

Faurecia couvre de façon autonome et centralisée le risque de change de ses filiales, lié à leurs opérations commerciales, au moyen principalement d'opérations à terme ou optionnelles ainsi que de financement en devises. Les transactions futures sont couvertes sur la base des flux prévisionnels établis lors de la préparation des budgets et validés par la Direction. Les instruments dérivés contractés au titre de ces transactions futures sont qualifiés de cash flow hedge, lorsqu'il existe une relation de couverture au sens de la norme IAS39. Les filiales hors de la zone euro bénéficient de prêts intragroupe dans leur monnaie de fonctionnement. Ces prêts étant refinancés en euros, le risque de change est couvert au moyen de swaps.

Exposition nette au risque de change des activités industrielles et commerciales pour les devises sur lesquelles des positions sont ouvertes au 31 décembre

La position nette des activités industrielles et commerciales dans les principales devises étrangères par rapport à l'euro est la suivante :

31/12/2011 (en millions d'euros)	GBP	JPY	USD	PLN	CHF	ARS	RUB	CZK	Autres
Total actifs	242	81	417	50	34	173	312	195	209
Total passifs	(517)	(123)	(3)	(11)	(1)	(5)	(161)	(125)	(191)
Transactions futures ⁽¹⁾	(5)	-	146	(114)	-	-	-	(118)	(70)
Position nette avant gestion	(280)	(42)	560	(75)	33	168	151	(48)	(52)
Instruments financiers dérivés	285	42	(533)	52	(27)	(167)	(277)	12	(17)
Position nette après gestion	5	-	27	(23)	6	1	(126)	(36)	(69)

⁽¹⁾ Ce poste comprend principalement l'exposition commerciale de Faurecia pour les 6 prochains mois

31/12/2010 (en millions d'euros)	GBP	JPY	USD	PLN	CHF	ARS	RUB	HRK	Autres
Total actifs	191	23	443	74	32	151	238	10	184
Total passifs	(656)	(211)	-	(10)	-	(5)	(125)	-	(2)
Transactions futures ⁽¹⁾	(9)	-	28	(72)	-	-	-	-	(97)
Position nette avant gestion	(474)	(188)	471	(8)	32	146	113	10	85
Instruments financiers dérivés	468	188	(475)	(8)	(32)	(147)	(221)	(10)	(124)
Position nette après gestion	(6)	-	(4)	(16)	-	(1)	(108)	-	(39)

⁽¹⁾ Ce poste comprend principalement l'exposition commerciale de Faurecia pour les 6 prochains mois

Dans l'hypothèse d'une variation de 5% du cours de clôture de chacune des principales devises sur lesquelles les activités industrielles et commerciales ont une exposition au risque de change ouverte au 31 décembre 2011 (voir tableau ci-dessus), les incidences sur le résultat avant impôt et les incidences directes sur les capitaux propres seraient, respectivement, les suivantes :

(en millions d'euros)	GBP/EUR	CZK/EUR	PLN/EUR	RUB/EUR	USD/EUR	USD/DZD	USD/MXN	Autres
Hypothèses de variation du couple devises	5.0 %	5.0 %	5.0 %	5.0 %	5.0 %	5.0 %	5.0 %	5.0 %
Impact sur le résultat avant impôt	-	4	1	6	1	3	-	5
Impact sur les capitaux propres	-	1	5	-	4	-	-	-

La position nette des activités industrielles et commerciales dans les principales devises étrangères par rapport aux autres devises est la suivante :

31/12/2011 (en millions d'euros)	TRY/USD	USD/CAD	USD/MXN	USD/BRL	USD/ARS	USD/DZD
Total actifs	1	60	19	48	73	-
Total passifs	-	-	-	(13)	(109)	(62)
Transactions futures ⁽¹⁾	-	(25)	(71)	-	-	-
Position nette avant gestion	1	35	(52)	35	(36)	(62)
Instruments financiers dérivés	-	(41)	42	(31)	32	-
Position nette après gestion	1	(6)	(10)	4	(4)	(62)

⁽¹⁾ Ce poste comprend principalement l'exposition commerciale de Faurecia pour les 6 prochains mois

31/12/2010 (en millions d'euros)	USD/CAD	USD/MXN	USD/BRL	USD/ARS	USD/DZD	JPY/RUB
Total actifs	35	34	67	49	-	-
Total passifs	-	-	(37)	(115)	(78)	(3)
Transactions futures ⁽¹⁾	(8)	(26)	-	-	-	-
Position nette avant gestion	27	8	30	(66)	(78)	(3)
Instruments financiers dérivés	(24)	(40)	(30)	67	-	-
Position nette après gestion	3	(32)	-	1	(78)	(3)

⁽¹⁾ Ce poste comprend principalement l'exposition commerciale de Faurecia pour les 6 prochains mois

■ Gestion du risque de change des activités de financement

La politique suivie n'autorise pas de position de change opérationnelle. Entité par entité, les passifs sont adossés sur les actifs dans les mêmes devises en utilisant le cas échéant, des instruments financiers appropriés. Les couvertures sont réalisées à l'aide d'instruments fermes de change (cross currency swap, swap de devises, change à terme).

Le Groupe n'a pas de couverture d'investissement net à l'étranger.

La position nette des activités de financement dans les principales devises étrangères est la suivante :

31/12/2011 (en millions d'euros)	GBP	JPY	PLN	CHF	RUB	CZK	USD	Autres
Total actifs	1 877	-	99	375	130	88	-	233
Total passifs	(504)	(100)	-	-	-	(77)	(966)	(134)
Position nette avant gestion	1 373	(100)	99	375	130	11	(966)	99
Instruments financiers dérivés	(1 371)	100	(99)	(375)	(130)	(11)	966	(96)
Position nette après gestion	2	-	-	-	-	-	-	3

31/12/2010 (en millions d'euros)	GBP	JPY	MXN	PLN	CHF	RUB	CZK	Autres
Total actifs	1 599	-	41	181	380	116	22	139
Total passifs	(489)	(46)	-	-	-	-	(1)	(63)
Position nette avant gestion	1 110	(46)	41	181	380	116	21	76
Instruments financiers dérivés	(1 108)	46	(41)	(181)	(380)	(116)	(21)	(75)
Position nette après gestion	2	-	-	-	-	-	-	1

Compte tenu de la politique de couverture, le résultat et les capitaux propres du Groupe ne seraient pas impactés de manière significative par une variation de devises sur les activités de financement.

B. Risque de taux

■ Gestion du risque de taux des activités industrielles et commerciales

Les créances et dettes commerciales sont à court terme et leur valeur n'est pas affectée par le niveau des taux d'intérêts.

Les excédents et besoins de trésorerie des activités industrielles et commerciales, hors Equipement automobile, sont pour l'essentiel centralisés auprès du GIE PSA Trésorerie qui place les excédents nets sur les marchés financiers. Ces placements sont indexés sur des taux variables.

L'endettement brut des sociétés industrielles et commerciales, hors Equipement automobile, correspond principalement à des ressources longues qui ont été à l'origine consenties pour partie à taux fixe, pour partie à taux révisable. Les emprunts contractés jusqu'en 2008 avaient été transformés en taux variables via des instruments de couverture qualifiés comme tels en IFRS. Ceux contractés depuis 2009 ont été conservés à taux fixe afin de conserver le bénéfice des taux fixes historiquement bas.

L'emprunt obligataire émis en 2001, transformé en taux variable, a été intégralement remboursé le 27 septembre 2011. Depuis cette date, la part de l'endettement brut des sociétés industrielles et commerciales, hors équipement automobile, à taux variable est passée à 24%, calculé sur la base du nominal des emprunts.

Faurecia gère de façon autonome et centralisée la couverture du risque de taux. Cette gestion est mise en œuvre par la direction du financement et de la trésorerie de Faurecia, sous la responsabilité de sa Direction Générale. Les décisions de gestion sont prises au sein d'un comité de gestion des risques de marché qui se réunit mensuellement. Les principales composantes de la dette de Faurecia étant à taux variable, la politique de couverture mise en œuvre a pour objectif de limiter l'effet de la variation des taux courts sur le résultat du Groupe. Cette couverture se fait essentiellement au moyen de swaps de taux, d'options de taux plafond (CAP) et d'autres structures optionnelles, en euros et en dollars. Ces couvertures mises en place permettent de couvrir le Groupe contre une hausse des taux significative une partie des intérêts d'emprunts payables en 2011, en 2012 et dans une moindre mesure en 2013.

Depuis 2008, une partie des instruments dérivés de Faurecia sont qualifiés de couverture selon les règles définies par la norme IAS 39. Les autres instruments dérivés achetés par Faurecia, bien qu'ils correspondent économiquement à une couverture du risque de taux sur l'endettement financier, ne sont pas qualifiés de couverture au sens de la norme IAS 39.

La couverture de flux de trésorerie sur le risque de taux concerne exclusivement Faurecia.

La position nette de risque de taux pour les activités industrielles et commerciales est la suivante :

31/12/2011 (en millions d'euros)		Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	Tx Fixe	1 645	30	168	1 843
	Tx Variable	4 080	-	-	4 080
Total passifs	Tx Fixe	(317)	(4 837)	(1 238)	(6 392)
	Tx Variable	(3 026)	-	-	(3 026)
Position nette avant gestion	Tx Fixe	1 328	(4 807)	(1 070)	(4 549)
	Tx Variable	1 054	-	-	1 054
Instruments financiers dérivés	Tx Fixe	(145)	-	834	689
	Tx Variable	(689)	-	-	(689)
Position nette après gestion	Tx Fixe	1 183	(4 807)	(236)	(3 860)
	Tx Variable	365	-	-	365

31/12/2010 (en millions d'euros)		Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	Tx Fixe	1 520	22	157	1 699
	Tx Variable	8 103	-	-	8 103
Total passifs	Tx Fixe	(1 642)	(4 471)	(2 094)	(8 207)
	Tx Variable	(2 810)	-	-	(2 810)
Position nette avant gestion	Tx Fixe	(122)	(4 449)	(1 937)	(6 508)
	Tx Variable	5 293	-	-	5 293
Instruments financiers dérivés	Tx Fixe	(194)	-	738	544
	Tx Variable	(544)	-	-	(544)
Position nette après gestion	Tx Fixe	(316)	(4 449)	(1 199)	(5 964)
	Tx Variable	4 749	-	-	4 749

Les tests de sensibilité mis en œuvre, en prenant pour hypothèse une hausse ou une baisse de 1% du niveau moyen des taux montrent que l'effet négatif ou positif sur le résultat avant impôt peut être estimé à 9 millions d'euros au 31 décembre 2011 (14 millions d'euros sur 2010).

■ Gestion du risque de taux des activités de financement

Banque PSA Finance, qui consent aux clients de l'activité Automobile du Groupe des prêts à taux fixe, se refinance essentiellement avec des ressources indexées à taux révisable. La politique de Banque PSA Finance vise à neutraliser l'effet de variation des taux d'intérêts par l'utilisation d'instruments financiers appropriés permettant d'assurer l'adéquation de la structure de taux à l'actif et au passif.

La mise en œuvre de cette politique est suivie par le comité de refinancement de Banque PSA Finance et animée par la trésorerie centrale du Groupe. Des limites de risques accompagnent la stratégie volontariste de couverture du risque de taux des encours de crédit : une limite de 3% d'encours non couverts par pays et par tranches semestrielles de maturité du portefeuille est permise afin de tenir compte de la difficulté à ajuster exactement les flux d'encours à couvrir avec des dérivés.

En ce qui concerne l'actif, la couverture des encours de crédits amortissables à taux fixes est assurée par la mise en place, dès leur accord, de swaps de taux d'intérêt opérés sur le marché financier ; dans la pratique, les swaps sont effectués à la fin de chaque période décennale. Les crédits aux réseaux de concessionnaires sont accordés par référence à des taux court terme et la trésorerie excédentaire est elle-même également investie en référence à ces mêmes taux.

En ce qui concerne le passif, tout nouvel emprunt sensible au risque de taux est également couvert par la mise en place de dérivés adaptés, ainsi les ressources financières de la banque sont elles aussi indexées sur une structure de taux révisables à trois mois.

Afin d'assurer un coût optimum de refinancement pour les nouveaux encours de crédit à la clientèle finale, Banque PSA Finance procède de manière occasionnelle à des couvertures optionnelles (options de taux d'intérêt).

La position nette de risque de taux pour les sociétés de financement est la suivante :

31/12/2011 (en millions d'euros)		Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	Tx Fixe	7 392	10 569	-	17 961
	Tx Variable	8 434	-	-	8 434
Total passifs	Tx Fixe	(2 095)	(6 203)	(178)	(8 476)
	Tx Variable	(13 288)	(13)	-	(13 301)
Position nette avant gestion	Tx Fixe	5 297	4 366	(178)	9 485
	Tx Variable	(4 854)	(13)	-	(4 867)
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	Tx Fixe	(4 027)	579	178	(3 270)
	Tx Variable	3 994	-	-	3 994
Position nette après gestion	Tx Fixe	1 270	4 945	-	6 215
	Tx Variable	(860)	(13)	-	(873)

⁽¹⁾ Dont 5 swaps en position ouverte isolée pour un montant de 655 millions d'euros, et 5 swaps déclassés en trading pour un montant de 69 millions d'euros, sans impact significatif sur le compte de résultat.

31/12/2010 (en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	Tx Fixe 7 500	10 305	-	17 805
	Tx Variable 7 785	-	-	7 785
Total passifs	Tx Fixe (1 552)	(5 231)	-	(6 783)
	Tx Variable (14 543)	-	-	(14 543)
Position nette avant gestion	Tx Fixe 5 948	5 074	-	11 022
	Tx Variable (6 758)	-	-	(6 758)
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	Tx Fixe (4 641)	(958)	-	(5 599)
	Tx Variable 5 924	-	-	5 924
Position nette après gestion	Tx Fixe 1 307	4 116	-	5 423
	Tx Variable (834)	-	-	(834)

⁽¹⁾ Dont deux swaps en position ouverte isolée pour un montant de 325 millions d'euros, sans impact significatif sur le compte de résultat.

Les tests de sensibilité mis en œuvre, en prenant pour hypothèse une hausse ou une baisse de 1 % du niveau moyen des taux montrent que l'effet positif ou négatif sur le résultat avant impôt est resté inférieur à 5 millions d'euros en 2011 (7 millions d'euros sur 2010).

C. Risque actions

Le risque actions est le risque de prix lié à une variation défavorable du prix des titres de capital détenus.

Les hypothèses de variation sont fixées en fonction des volatilités historiques et implicites moyennes constatées sur le CAC 40 sur l'exercice écoulé.

31/12/2011 (en millions d'euros)	Actifs financiers classés en "actifs disponibles à la vente"	Actifs financiers classés en "juste valeur par résultat"
Position Bilan (Autres actifs financiers non courants)	122	84
Sensibilité au résultat	-	(25)
Sensibilité en capitaux propres	(37)	N/A
Hypothèse de variation défavorable	30 %	30 %

31/12/2010 (en millions d'euros)	Actifs financiers classés en "actifs disponibles à la vente"	Actifs financiers classés en "juste valeur par résultat"
Position Bilan (Autres actifs financiers non courants)	191	88
Sensibilité au résultat	-	(18)
Sensibilité en capitaux propres	(38)	N/A
Hypothèse de variation défavorable	20 %	20 %

D. Risque matières premières

Les risques matières encourus sont suivis pour la division Automobile conjointement par la direction des achats et PSA International S.A. (PSAI) en charge des couvertures des risques de change et matières, et de façon autonome pour Faurecia. Pour la division Automobile, ils font l'objet d'une revue trimestrielle dans le cadre d'un Comité Métal présidé par le Directeur financier du Groupe. Le Comité Métal suit les résultats des couvertures en place, fait le point sur chacune des matières premières cotées pouvant avoir un impact significatif sur le résultat opérationnel et arrête des niveaux cibles de couverture en volume et en prix, sur un horizon pouvant aller jusqu'à trois ans. La réalisation d'une opération de couverture de flux futurs est subordonnée à sa qualification à la comptabilité de couverture au sens d'IAS 39.

Les coûts de production de la division Automobile et de Faurecia sont exposés aux variations de prix de certaines matières premières, soit par leurs achats directs, soit indirectement par l'impact de ces variations sur les coûts de leurs fournisseurs. Ces matières premières sont, soit des produits industriels négociés de gré à gré, tels que l'acier ou les matières plastiques, soit des produits cotés directement sur des marchés organisés, tels que l'aluminium, le cuivre, le plomb ou les métaux précieux, auquel cas les prix de transaction des matières ou des composants achetés sont fixés par référence directe aux cours cotés sur ces marchés.

En 2011 et 2010, le Groupe a couvert une partie du risque matières premières cotées de la division Automobile à l'aide d'instruments financiers dérivés négociés sur des marchés réglementés. Ces couvertures visent à minimiser les impacts de variation des prix des matières des opérations physiques d'achat pour les besoins de la production. En 2011, les volumes de couverture sont restés relativement stables avec des couvertures allant jusqu'en 2014.

Sur l'exercice 2011, les couvertures ont concerné l'aluminium, le cuivre, le plomb, le platine, le palladium, et le rhodium.

Pour la division Automobile, si les prix des métaux de base (Aluminium, Cuivre et Plomb) augmentaient (baissaient) de 32% et les prix des métaux précieux (Platine, Palladium et Rhodium) augmentaient (baissaient) de 27%, l'impact des instruments de couverture détenus à la clôture 2011 aurait été une hausse (baisse) de 139 millions d'euros sur les capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2011 (contre 152 millions d'euros à fin 2010). Les instruments de couvertures de risque matières étant qualifiés de couverture de flux de trésorerie au sens IAS 39, le résultat du Groupe n'aurait pas été différent en cas de variation des prix des matières couvertes.

Les hypothèses de variation des prix des matières premières ont été fixées en fonction des volatilités historiques et implicites moyennes constatées sur les marchés des matières couvertes sur l'exercice écoulé.

Dans la mesure où les contrats de ventes de Faurecia avec ses clients ne prévoient pas de clauses d'indexation sur le cours des matières premières, Faurecia réduit le risque d'évolution défavorable du prix des matières premières grâce à une politique commerciale permanente de négociation avec ses clients et une gestion stricte des stocks. Faurecia n'a pas recours à des instruments dérivés pour la couverture de ses achats de matières premières et énergétiques.

E. Risque de contrepartie et risque de crédit

■ Risque de contrepartie des activités industrielles et commerciales

Pour la division Automobile, la solvabilité des clients fait l'objet d'une attention particulière. Les relations avec les réseaux de distribution des marques Peugeot et Citroën sont gérées dans le cadre des relations avec Banque PSA Finance décrite ci-dessous. Les paiements des autres clients font l'objet de mécanismes de sécurisation avec des contreparties de premier plan validées en Comité de Trésorerie.

Pour Faurecia, le risque de contrepartie porte essentiellement sur des grands constructeurs automobiles dont la solvabilité fait l'objet d'un suivi individualisé.

Les autres risques de contrepartie portent sur les placements de trésorerie et les opérations de produits dérivés de change, de taux ou de matières. Pour ces deux types d'opérations, ne sont retenus que des partenaires de premier plan validés en Comité de Trésorerie. Les risques sont encadrés par un dispositif de limites : leur montant et leur maturité sont plafonnés selon des critères intégrant notamment le résultat d'une analyse financière propre, la notation des agences et le montant des capitaux propres.

Les placements de trésorerie sont soit engagés directement sur des titres de créances de contreparties validées, soit dans des OPCVM ou des dépôts. Les placements en titres de créances négociables portent essentiellement sur des titres émis par des établissements financiers de premier plan, et dans une moindre mesure par des entreprises non financières. Le choix des OPCVM est limité par des minima de rating et des maxima de maturité des sous-jacents, et le montant des placements est plafonné en fonction de l'encours sous gestion.

Les opérations de produits dérivés sont négociées dans des accords cadres de l'ISDA ou de la Fédération Bancaire Française (FBF), et font, pour les contreparties les plus actives, l'objet de procédures d'appels de marge ajustés toutes les semaines.

■ Risque de crédit des activités de financement

Le risque de crédit de Banque PSA Finance correspond au risque de perte sur une créance liée à un défaut de paiement d'un débiteur ou à un manquement de ce débiteur à ses autres obligations contractuelles. Banque PSA Finance est exposée au risque de crédit sur ses créances vis à vis des réseaux de distribution des marques Peugeot et Citroën, d'entreprises et de clients individuels. En cas de défaut, Banque PSA Finance a en général la possibilité de récupérer le véhicule financé pour le revendre comme véhicule d'occasion. La possibilité que la valeur de revente du véhicule d'occasion ne couvre pas le montant de la créance est pris en compte dans la détermination des pertes de valeurs comptabilisées (cf. note 1.15.B)

Pour l'activité de financement des flottes et réseaux de distribution, les décisions de financements sont prises en interne, après examen approfondi du risque, par des comités de crédit dans chaque pays. Ces décisions sont confirmées, en fonction de niveaux de délégation, par un comité de crédit central. Ces comités agissent dans le cadre de limites définies et contrôlées.

Le département Corporate assure le contrôle du risque de crédit de ces activités durant tout le cycle de vie du crédit. Il s'appuie sur des systèmes de notation des contreparties construits selon les standards de la réglementation de Bâle II, dont la performance est régulièrement mesurée, et qui participent à la détermination du niveau des engagements et de délégations de même que des règles précises de gestion et de contrôle. Leur efficacité repose sur la qualité des analyses de crédit et du suivi opérationnel réalisés tant par les structures locales qu'en central, ainsi que sur les dispositifs d'alerte permettant de détecter et traiter en temps opportun les situations de risque avéré.

Pour l'activité clientèle finale, la sélection de la clientèle s'opère à partir d'un outil décisionnel centralisé, géré et contrôlé par une structure dédiée, composée d'experts. Le système décisionnel est paramétré selon les caractéristiques propres à chacun des pays afin d'en optimiser l'efficacité. L'unité centrale de contrôle du risque de crédit s'assure régulièrement de la performance des outils ainsi mis en œuvre, et fonctionne en étroite collaboration avec les structures opérationnelles situées en France et à l'étranger, lesquels procèdent à l'analyse régulière des dossiers.

En 2010, un accent particulier a été mis sur l'amélioration des process de récupération des dossiers en contentieux pour l'activité clientèle finale. L'ensemble des sociétés de financement sont animées par une structure centrale entièrement dédiée au recouvrement qui, par ailleurs, pilote les outils communs et en anime les résultats. En outre, la structure centrale assure le suivi de deux plates-formes de recouvrement téléphoniques.

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier des encours sains avec impayés et non dépréciés des activités de financement :

Echéancier des encours sains avec impayés non dépréciés

(en millions d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Échéance ≤ 90 jours	358	269
Échéance comprise entre 90 jours et 180 jours	7	3
Échéance comprise entre 180 jours et 1 an	1	3
Échéance > 1 an	1	7
Total	367	282

Les encours corporate, lorsqu'ils présentent des impayés supérieurs à 90 jours, voire 270 jours pour les collectivités territoriales, ne sont pas déclassés en créances douteuses lorsque les impayés résultent d'incidents ou de litiges non liés à des problèmes de solvabilité des débiteurs.

En matière de concentration des risques, Banque PSA Finance veille en permanence à maintenir dans des limites appropriées ses expositions les plus importantes au risque de crédit et se situe en deçà des seuils réglementaires. Hors groupe PSA Peugeot Citroën, les dix plus fortes expositions bancaires pondérées représentent 1 609 millions d'euros contre 1 451 millions en 2010.

Banque PSA Finance étant structurellement en position emprunteuse, les autres risques qu'elle porte sur des contreparties financières se limitent aux opérations de placement des fonds de la réserve de liquidité, aux autres excédents de trésorerie résiduelle, ainsi qu'à l'ensemble des dérivés (swaps et options) conclus dans le cadre des politiques de couverture des risques de change et de taux d'intérêt.

Les placements sont réalisés soit sous forme de Titres de Créances Négociables émis par des banques de premier plan, soit dans des dépôts auprès de banques de premier plan, soit dans des OPCVM assortis de garanties bancaires couvrant le capital et les performances.

Chaque contrepartie fait l'objet d'une analyse financière pour s'assurer de sa pérennité et de sa solvabilité, et se voit attribuer une notation. Cette analyse est utilisée pour fixer les plafonds de limites acceptables. À chacune des contreparties sont associées des limites par nature d'opération (placements et dérivés), en montant et durée maximale. Les utilisations des limites sont mesurées et vérifiées quotidiennement. Les produits dérivés sont traités systématiquement dans le cadre de conventions ISDA ou FBF et font l'objet d'appels de marge avec les contreparties les plus actives. Les dérivés sont conclus avec des contreparties de notation minimum A.

F. Risque de liquidité

■ Gestion du risque de liquidité des activités industrielles et commerciales

Compte tenu de l'environnement économique actuel, afin de répondre aux besoins généraux du Groupe et notamment de financer ses projets de développement existants ou futurs, le Groupe a poursuivi une politique de refinancement proactive et de gestion prudente de la trésorerie. La stratégie de financement est définie par le Directeur financier du Groupe avec la Direction du Financement et de la Trésorerie centrale, puis présentée au Comité Financier et d'Audit du Conseil de Surveillance. Le comité mensuel de Trésorerie et de Change présidé par le Directeur financier du Groupe suit les prévisions de trésorerie et les besoins de financement du Groupe, les charges et produits financiers, ainsi que le niveau de sécurité de financement. Le plan de financement est mis en œuvre par la Direction du Financement et de la Trésorerie centrale.

Au 31 décembre 2011, les sociétés industrielles et commerciales supportent un endettement net de 3 359 millions d'euros (cf. note 36). Les passifs financiers non courants de 7 639 millions d'euros représentent l'essentiel de cet endettement net et comprennent des emprunts obligataires pour un montant de 4 413 millions d'euros et d'autres emprunts long terme pour 2 282 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, les disponibilités de trésorerie et équivalents de trésorerie des sociétés industrielles et commerciales du Groupe atteignent 5 190 millions d'euros (cf. note 25.1).

Par ailleurs, Peugeot S.A. et le GIE PSA Trésorerie disposent d'une ligne de crédit confirmée, d'un montant de 2 400 millions d'euros, initialement à échéance juillet 2013, dont la maturité a été repoussée d'un an en juillet 2011 à juillet 2014. Cette facilité était non tirée au 31 décembre 2011 (cf. note 36.2). Cette ligne de crédit n'est soumise à aucune condition de tirage particulière.

Faurecia dispose d'une ligne de crédit confirmée d'un montant de 1 150 millions d'euros à échéance novembre 2014 pour 690 millions d'euros, partiellement tirée à hauteur de 490 millions d'euros, et à échéance novembre 2016 pour 460 millions d'euros.

Échéancier contractuel des activités industrielles et commerciales

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés des passifs financiers et instruments dérivés. Ces flux comprennent les montants nominaux ainsi que les flux futurs d'intérêts contractuels. Les flux en devises et les flux variables ou indexés sont fixés sur la base des données de marchés à la clôture.

(en millions d'euros)	Valeur actif	Valeur passif	Échéancier contractuel non actualisé				
			0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-5 ans	> 5 ans
Passifs financiers							
Emprunts obligataires - hors intérêts							
S ^{tés} industrielles et commerciales - hors Faurecia		(4 549)	-	-	-	(3 825)	(600)
Faurecia		(543)	-	-	-	(561)	-
Intérêts sur emprunts obligataires							
S ^{tés} industrielles et commerciales - hors Faurecia		(87)	(30)	(28)	(171)	(745)	(612)
Faurecia		(5)	-	(17)	(27)	(150)	-
Autres emprunts à long terme - hors intérêts							
S ^{tés} industrielles et commerciales - hors Faurecia		(1 832)	(103)	(13)	(103)	(1 340)	(453)
Faurecia		(656)	-	-	-	(656)	-
Intérêts sur autres emprunts à long terme							
S ^{tés} industrielles et commerciales - hors Faurecia		(6)	(4)	(4)	(19)	(42)	(2)
Faurecia		(16)	(6)	(5)	(11)	(43)	-
Autres financements à court terme							
Emprunts sur locations financement							
Fonds de participation des salariés							
		(1 725)	(1 725)	-	-	-	-
		(397)	-	-	(167)	(150)	(106)
		(21)	-	-	(4)	(17)	-
Instruments dérivés							
Instruments dérivés de taux							
- dont dérivés en couverture de juste valeur	244	-	4	3	7	53	225
- dont dérivés en couverture de flux futurs	-	(6)	(1)	(1)	(1)	(1)	-
- dont trading ⁽¹⁾	-	(1)	-	-	(1)	-	-
Instruments dérivés de change							
- dont dérivés en couverture de juste valeur	2	(6)	(4)	-	-	-	-
- dont dérivés en couverture de flux futurs	2	(13)	(6)	(6)	(2)	-	-
- dont trading ⁽²⁾	92	(105)	-	-	1	2	-
Instruments dérivés matières							
- dont dérivés en couverture de flux futurs	2	(60)	(1)	(11)	(19)	(19)	-
TOTAL	342	(10 028)	(1 876)	(82)	(517)	(7 494)	(1 548)

⁽¹⁾ Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers de couverture économique des dettes ou titres de placement.

⁽²⁾ Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Conformément à IAS 21 les dettes et créances libellées en devises devant être systématiquement réévaluées au taux de clôture avec effet en résultat, le Groupe a choisi de ne pas mettre en place de documentation de couverture qui aboutirait au même résultat.

Covenants

En novembre et décembre 2011, Faurecia a mis en œuvre un nouveau plan de financement long terme en procédant à une émission obligataire de 350 millions d'euros et en renouvelant par anticipation son crédit bancaire syndiqué pour 1 150 millions d'euros. Les obligations émises et le crédit syndiqué précisent des clauses restrictives en matière de dette maximale et de ratios financiers sur le groupe Faurecia. Ces ratios font l'objet d'une communication semestrielle. Au 31 décembre 2011, ces conditions étaient toutes respectées.

Les ratios sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Nature du ratio

Dette Nette* / EBITDA**	maximum	2.50
EBITDA** / intérêts nets	minimum	4.50

* Endettement net consolidé

** Résultat Opérationnel Courant de Faurecia, majoré des dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles, correspondant aux 12 derniers mois.

Les autres emprunts portés par les sociétés industrielles et commerciales ne comportent pas de clauses spécifiques d'exigibilité anticipée liées à des notations de crédit minimales. Dans certains cas, les emprunts des sociétés industrielles et commerciales comportent des clauses imposant à la société emprunteuse de donner aux organismes prêteurs certaines garanties classiques dans le secteur Automobile. Il s'agit notamment :

- de clauses de "negative pledge" par lesquelles la société emprunteuse s'engage à ne pas conférer de sûretés réelles à des tiers. Ces clauses comportent néanmoins certaines exceptions,
- de clauses de "material adverse changes" en cas de changement négatif majeur dans les conditions économiques,
- de clauses de "pari passu" prévoyant que le prêteur bénéficie d'un traitement au moins égal à celui des autres créanciers,
- de clauses de "défauts croisés" qui stipulent qu'un cas de défaut avéré sur un emprunt impliquerait également l'exigibilité d'autres emprunts,
- d'obligations d'informations périodiques,
- de respect de la législation en vigueur,
- d'absence de changement de contrôle.

Par ailleurs, les emprunts BEI sont conditionnés à la réalisation des projets qu'ils financent et impliquent, pour certains d'entre eux, le nantissement minimum d'actifs financiers.

Les emprunts convertibles (OCEANE) sont soumis à des clauses standards telles que le maintien de la cotation des actions Peugeot S.A. ou Faurecia.

Toutes les clauses sont respectées en 2011.

■ Gestion du risque de liquidité des activités de financement

Banque PSA Finance s'appuie sur une structure de capital adéquate, accompagnée par la mise en réserve d'une partie significative de ses résultats, qui se traduit par de solides ratios de solvabilité confortés par la qualité des actifs de la banque.

Son financement est assuré avec une diversification aussi large que possible des sources de liquidité, une adéquation entre les échéances des ressources de financement et celles de ses encours de crédit, ainsi qu'une couverture complète des expositions aux risques de change et de taux. La sécurité de liquidité est assurée par des lignes de crédit confirmées syndiquées non tirées (cf. note 36.2), et dans une moindre mesure par la constitution de réserves de liquidités. Cette stratégie a permis à Banque PSA Finance d'assurer sans affaiblir sensiblement sa situation de liquidités, le financement de son activité opérationnelle, dans le contexte de forte perturbation des marchés financiers.

Les refinancements sont mis en place avec des maturités qui couvrent largement les échéances du portefeuille de crédit détail. Au-delà des financements tirés, les lignes de crédit non tirées pour 6 478 millions d'euros sont conclues auprès de syndicats de banques de tout premier plan, réparties en quatre échéances jusqu'en 2014. Par ailleurs la banque dispose également de lignes de crédit bilatérales non tirées pour 1 396 millions d'euros.

Au total, le dispositif en place permet comme les années précédentes d'assurer en permanence plus de six mois de production gros et détails sur la base d'encours constants à la fin de l'année.

Échéancier contractuel des activités de financement

La présentation retenue pour analyser le risque de liquidité repose sur le détail des postes d'actifs et de passifs, ventilé par échéances contractuelles d'encaissement et de remboursement, conformément aux durées restant à courir retenues dans le calcul du ratio de liquidité consolidé de Banque PSA Finance. En conséquence, les intérêts contractuels futurs ne sont pas présents dans les échéances. Les instruments dérivés de couverture, qui couvrent les intérêts futurs contractuels, ne sont pas ventilés.

Aux bornes de Banque PSA Finance (en millions d'euros)	31/12/2011	Non réparti	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-5 ans	> 5 ans
Actif							
Trésorerie	1 154	-	1 154	-	-	-	-
Titres de placement des sociétés de financement	877	10	857	3	7	-	-
Instruments dérivés ⁽¹⁾	394	394	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	51	47	-	-	-	4	-
Prêts et créances des activités de financement	24 387	734	5 484	2 663	4 679	10 676	151
Total des positions actives	26 863	1 185	7 495	2 666	4 686	10 680	151
Passif							
Instruments dérivés ⁽¹⁾	(186)	(186)	-	-	-	-	-
Dettes des activités de financement	(22 543)	-	(6 262)	(1 936)	(2 285)	(11 832)	(228)
Total des positions passives	(22 729)	(186)	(6 262)	(1 936)	(2 285)	(11 832)	(228)

⁽¹⁾ Les réciprociétés avec les sociétés industrielles et commerciales sont essentiellement à court terme.

Covenants

Les contrats signés par Banque PSA Finance concernant les dettes, principalement les dettes représentées par un titre, comportent des clauses d'exigibilité anticipée classiques pour ce type de contrat, imposant au groupe de donner aux organismes prêteurs certaines garanties. Il s'agit notamment :

- de clauses de "negative pledge" par lesquelles la société emprunteuse s'engage à ne pas conférer de sûretés réelles à des tiers. Ces clauses comportent néanmoins des exceptions autorisant des opérations comme les titrisations ou les actifs donnés en garantie,
- de clauses de "material adverse changes" en cas de changement négatif majeur dans les conditions économiques,
- de clauses de "pari passu" prévoyant que le prêteur bénéficie d'un traitement au moins égal à celui des autres créanciers,
- de clauses de "défauts croisés" qui stipulent qu'un cas de défaut avéré sur un emprunt impliquerait également l'exigibilité d'autres emprunts,
- d'obligations d'informations périodiques,
- de respect de la législation en vigueur,
- d'absence de changement de contrôle.

Par ailleurs, des clauses spécifiques d'exigibilité anticipée apparaissent dans de nombreux contrats de Banque PSA Finance. Elles prévoient l'obligation de conserver le statut de banque et donc de respecter les ratios réglementaires qui s'imposent à toute banque française.

Toutes les clauses sont respectées en 2011.

35.2. INSTRUMENTS DE COUVERTURE DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Une description des différents types de couverture et leur comptabilisation sont décrites dans la note 1.15 D (b).

A. Information sur les notionnels couverts et sur la valeur des instruments de couverture des activités industrielles et commerciales

31/12/2011 (en millions d'euros)	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
• Contrats de change à terme	-	(1)	37	37	-	-
• Options de change	-	-	-	-	-	-
• Swaps de devises	2	(5)	678	678	-	-
Couverture de flux futurs :						
• Contrats de change à terme	2	(13)	334	334	-	-
Trading ⁽¹⁾	92	(105)	6 217	6 162	55	-
Dont réciprociétés	42	-				
Total risque de change	96	(124)	7 266	7 211	55	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
• Swaps de taux	244	-	600	-	-	600
Couverture de flux futurs						
• Options de taux	-	(6)	435	250	185	-
Trading ⁽²⁾	-	(1)	252	213	39	-
Dont réciprociétés	-	-				
Total risque de taux	244	(7)	1 287	463	224	600
Risque matières						
Couverture de flux futurs :						
• Swaps	2	(60)	451	306	145	-
• Options	-	-	-	-	-	-
Total risque matières	2	(60)	451	306	145	-
TOTAL	342	(191)	9 004	7 980	424	600
dont :						
Total couvertures de juste valeur	246	(6)	1 315	715	-	600
Total couvertures de flux futurs	4	(79)	1 220	890	330	-

⁽¹⁾ Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Conformément à IAS 21, les dettes et créances libellées en devises devant être systématiquement réévaluées au taux de clôture avec effet en résultat, le Groupe a choisi de ne pas mettre en place de documentation de couverture qui aboutirait au même résultat.

⁽²⁾ Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers de couverture économique des dettes ou titres de placement.

31/12/2010 (en millions d'euros)	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
• Contrats de change à terme	-	(1)	70	70	-	-
• Options de change	-	-	-	-	-	-
• Swaps de devises	-	-	728	728	-	-
Couverture de flux futurs :						
• Contrats de change à terme	-	(2)	234	234	-	-
Trading ⁽¹⁾	65	(69)	7 104	6 948	156	-
<i>Dont réciprocity</i>	31	-				
Total risque de change	65	(72)	8 136	7 980	156	-
Risque de Taux						
Couverture de juste valeur :						
• Swaps de taux	199	-	1 855	1 255	-	600
Couverture de flux futurs						
• Options de taux	-	(13)	2 186	1 757	429	-
Trading ⁽²⁾	-	-	1 486	1 486	-	-
<i>Dont réciprocity</i>	-	-				
Total risque de taux	199	(13)	5 527	4 498	429	600
Risque matières						
Couverture de flux futurs :						
• Swaps	66	-	489	299	190	-
• Options	-	-	-	-	-	-
Total risque matières	66	-	489	299	190	-
TOTAL	330	(85)	14 152	12 777	775	600
<i>dont :</i>						
Total couvertures de juste valeur	199	(1)	2 653	2 053	-	600
Total couvertures de flux futurs	66	(15)	2 909	2 290	619	-

⁽¹⁾ Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Conformément à IAS 21 les dettes et créances libellées en devises devant être systématiquement réévaluées au taux de clôture avec effet en résultat, le Groupe a choisi de ne pas mettre en place de documentation de couverture qui aboutirait au même résultat.

⁽²⁾ Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers de couverture économique des dettes ou titres de placement.

B. Informations sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments de couverture des activités industrielles et commerciales

■ Impact des couvertures de flux futurs :

(en millions d'euros)	2011	2010
Variation de part efficace en capitaux propres	(106)	80
Variation de part inefficace en résultat	-	3
Recyclage de part efficace en coût des biens et services vendus	23	34
Recyclage de part efficace en charges de financement	-	-
Recyclage de part efficace en autres produits et charges à caractère financier	-	-

■ Impact des couvertures de juste valeur :

(en millions d'euros)	2011	2010
Réévaluation en résultat des emprunts couverts	(58)	17
Réévaluation en résultat des couvertures sur emprunts	58	(16)
Impact net sur résultat	-	1

Le résultat des couvertures sur emprunts présenté en note 9 enregistre également le résultat des couvertures non traitées en comptabilité de couverture selon les règles définies par IAS 39.

35.3. INSTRUMENTS DE COUVERTURE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les différents types de couverture et leur comptabilisation sont décrits dans la note 1.15 D (b).

A. Information sur les notionnels couverts et sur la valeur des instruments de couverture des activités de financement

Pour une lecture plus facile des états financiers, les notionnels de sens contraire ont été nettés. Une information est cependant donnée en bas de page.

31/12/2011 (en millions d'euros)	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
• Swaps de devises	99	(36)	3 272	3 272	-	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
• Swaps de couverture des emprunts	15	-	592	337	255	-
• Swaps de couverture des EMTN/BMTN	175	(7)	7 666	1 540	5 948	178
• Swaps de couverture des obligations ⁽¹⁾	44	(44)	-	-	-	-
• Swaps de couverture des certificats de dépôt	-	-	147	147	-	-
• Swaps de couverture des autres dettes représentées par un titre	1	-	71	71	-	-
• Swaps de couverture de l'encours détail	7	(72)	11 759	6 122	5 637	-
• Produits à recevoir / (charges à payer) sur swaps de couverture	48	(22)	-	-	-	-
Couverture de flux futurs :						
• Options de swaps	-	-	13	-	13	-
Trading ⁽²⁾	5	(5)	724	724	-	-
Total	394	(186)	24 244	12 213	11 853	178
<i>Dont réciprociétés</i>	<i>1</i>	<i>(42)</i>				
Total couvertures de juste valeur	389	(181)	23 507	11 489	11 840	178
Total couvertures de flux futurs	-	-	13	-	13	-

⁽¹⁾ Ce poste inclut des swaps de couverture fermés au niveau consolidé pour un montant de 3 162 millions d'euros.

⁽²⁾ Dont 5 swaps en position ouverte isolée pour un montant de 655 millions d'euros, et 5 swaps déclassés en trading pour un montant de 69 millions d'euros, sans impact significatif sur le compte de résultat.

31/12/2010 (en millions d'euros)	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de devises	3	(22)	2 052	2 052	-	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de couverture des emprunts	25	(4)	624	82	542	-
- Swaps de couverture des EMTN/BMTN	28	(6)	6 008	1 350	4 658	-
- Swaps de couverture des obligations ⁽¹⁾	74	(74)	-	-	-	-
- Swaps de couverture des certificats de dépôt	-	-	78	78	-	-
- Swaps de couverture des autres dettes représentées par un titre	1	-	93	62	31	-
- Swaps de couverture de l'encours détail	3	(76)	12 402	6 213	6 189	-
- Produits à recevoir / (charges à payer) sur swaps de couverture	38	(29)	-	-	-	-
Couverture de flux futurs :						
- Options de swaps	11	(3)	2 378	2 378	-	-
Trading ⁽²⁾	21	(21)	325	325	-	-
Total	204	(235)	23 960	12 540	11 420	-
<i>Dont réciprocités</i>		(27)				
Total couvertures de juste valeur	172	(211)	21 257	9 837	11 420	-
Total couvertures de flux futurs	11	(3)	2 378	2 378	-	-

⁽¹⁾ Ce poste inclut des swaps de couverture fermés au niveau consolidé pour un montant de 2 811 millions d'euros.

⁽²⁾ Des swaps d'un montant de 1 053 millions d'euros se neutralisent au sein d'un portefeuille homogène et comprennent essentiellement des swaps symétriques mis en place lors des opérations de titrisation. Il reste au 31 décembre 2010 deux swaps en position ouverte isolée pour un montant de 325 millions d'euros.

B. Informations sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments de couverture des activités de financement

■ Impact des couvertures de flux futurs :

(en millions d'euros)	2011	2010
Variation de part efficace en capitaux propres	12	9
Variation de part inefficace en résultat	(7)	(10)
Recyclage de part efficace en coût des biens et services vendus	9	7

Afin de garantir un plafond de coût de refinancement pour les nouveaux encours de crédit à la clientèle (Vente de crédit, Location avec option d'achat et Location longue durée) accordés principalement en euros en 2011, Banque PSA Finance a acheté et vendu des options de swaps de taux d'intérêt à échéance des quatre trimestres 2011.

■ Impact des couvertures de juste valeur :

(en millions d'euros)	2011	2010
Réévaluation en résultat des encours clientèle	(7)	(129)
Réévaluation en résultat des couvertures d'encours clientèle	8	132
Impact net sur résultat	1	3
Réévaluation en résultat des passifs financiers	(139)	6
Réévaluation en résultat des couvertures de passifs financiers	139	(7)
Impact net sur résultat	-	(1)

NOTE 36 - POSITION FINANCIÈRE NETTE DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

36.1. DÉTAIL

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Position aux bornes des sociétés industrielles et commerciales		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 190	9 278
Autres actifs financiers non courants	1 035	796
Actifs financiers courants	265	306
Passifs financiers non courants	(7 639)	(8 259)
Passifs financiers courants	(2 210)	(3 357)
(Endettement net) Position financière nette aux bornes des sociétés industrielles et commerciales	(3 359)	(1 236)
Dont position hors groupe	(3 538)	(1 244)
Dont position vis-à-vis des sociétés de financement	179	8

36.2. LIGNES DE CRÉDIT

Désormais, le groupe PSA Peugeot Citroën bénéficie, dans le cadre des lignes de crédits renouvelables dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2016, de possibilités d'emprunts complémentaires dans les limites suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie ⁽¹⁾	2 400	2 400
Faurecia ⁽²⁾	660	505
Groupe Banque PSA Finance ⁽³⁾	7 955	8 375
Lignes de crédits confirmées non tirées	11 015	11 280

⁽¹⁾ Initialement à échéance juillet 2013, cette ligne de 2 400 millions d'euros a vu en juillet 2011 sa maturité repoussée à juillet 2014 (cf. note 29.1),

⁽²⁾ Les possibilités d'emprunts complémentaires de Faurecia résultent d'une ligne de crédit syndiqué de 1 150 millions d'euros, non entièrement tirée au 31 décembre 2011 :

- 200 millions d'euros non tirés sur un total disponible de 690 millions d'euros à échéance novembre 2014,
- 460 millions d'euros à échéance novembre 2016,

⁽³⁾ Dont les crédits ou facilités suivantes, avec une priorité de tirage aux lignes bilatérales et au crédit de 923 millions d'euros :

- 1 396 millions d'euros non tirés sur les lignes de back up bilatérales à échéance long terme, sur un montant total disponible de 1 865 millions d'euros,
- 723 millions non tirés d'une ligne de crédit de 923 millions d'euros à échéance janvier 2013,
- 1 755 millions d'euros à échéance juillet 2013,
- 2 000 millions d'euros à échéance juin 2014,
- 2 000 millions d'euros à échéance décembre 2014.

NOTE 37 - ENGAGEMENTS DONNÉS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

Pour les opérations courantes, le Groupe est engagé à la clôture de l'exercice pour les montants suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Activités industrielles et commerciales		
■ Engagements donnés liés au périmètre	-	227
■ Engagements donnés liés au financement (note 37.1)		
Avals, cautions et garanties donnés	168	170
Actifs nantis, gagés ou hypothéqués ⁽¹⁾	716	758
■ Engagements donnés liés aux activités opérationnelles (note 37.2)		
Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs immobilisés	1 361	1 138
Commandes d'études et assimilés	71	46
Engagements de financement	162	280
Engagements de réservation de capacités et assimilés	880	840
Engagements de location non résiliables ⁽¹⁾	1 107	1 102
Engagements de retraite non comptabilisés au bilan	169	146
	4 634	4 707
Activités de financement		
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle ⁽²⁾	1 465	1 652
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle et d'établissement de crédit ⁽³⁾	1 239	1 335
	2 704	2 987

⁽¹⁾ Les corrections suivantes ont été effectuées sur les données 2010:

- Le montant des actifs nantis, gagés ou hypothéqués déclaré pour 290 millions d'euros s'élevait à 758 millions d'euros. Ce montant correspond à la garantie donnée par Peugeot Citroën do Brasil à l'Etat de Rio de Janeiro en contrepartie du prêt accordé en 1999.
- Le montant des engagements de location non résiliables déclaré pour 814 millions d'euros s'élevait à 1 102 millions d'euros.
- Le montant des engagements de réservation de capacités et assimilés déclaré pour 509 millions d'euros s'élevait à 840 millions d'euros.

⁽²⁾ Les engagements de financement en faveur de la clientèle ont une maturité de 0 à 3 mois.

⁽³⁾ Ce poste inclut les créances données en garantie d'une part à la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF), dans le cadre de la loi de finances rectificative n° 2008-1061 du 16 octobre 2008 pour le financement de l'économie et d'autre part à la Bundesbank par la succursale allemande de Banque PSA Finance.

37.1. ENGAGEMENTS DONNÉS LIÉS AU FINANCEMENT

■ Actifs nantis, gagés ou hypothéqués

Ce poste inclut notamment les OAT nanties en faveur de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). L'échéancier des actifs nantis, gagés ou hypothéqués est présenté dans le tableau suivant :

Échéancier	31/12/2011	31/12/2010
<i>(en millions d'euros)</i>		
2011	-	63
2012	2	1
2013	97	95
2014	82	101
2015	2	-
2016	1	-
Années ultérieures	532	498
Total actifs nantis, gagés ou hypothéqués	716	758
Total du bilan	68 991	68 491
Pourcentage	1.0%	1.1%

37.2. ENGAGEMENTS DONNÉS LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Le Groupe est engagé dans des litiges survenus dans le cadre normal de ses activités. Le Groupe considère, sur la base des informations disponibles à ce jour, qu'il est peu probable que ces litiges entraînent une sortie de ressources sans contrepartie.

■ Engagements de réservation de capacités et assimilés

Pour accélérer son développement et réduire ses coûts, le groupe PSA Peugeot Citroën bénéficie de coopérations mises en œuvre avec d'autres constructeurs et portant sur le développement et/ou la production en commun d'organes mécaniques ou de véhicules. Ces accords permettent le partage des dépenses projet, apportant des économies d'échelles bénéfiques en terme de compétitivité.

Au titre de ces accords, le Groupe a pris des engagements de financement d'investissements en recherche et développement et outillages spécifiques ainsi que des engagements d'achats de volumes minimum issus des productions concernées. En cas de non enlèvement de ces volumes minimum contractuels, une quote-part des frais communs engagés par le partenaire au titre de la coopération restera à la charge du Groupe.

Le cas échéant, les conséquences défavorables de ces engagements sont traduites dans les comptes consolidés dès que la mise en jeu de telles clauses apparaît probable, sous forme de dépréciation d'actifs et, si nécessaire, de provisions pour charges.

Pour les contrats dont les productions sont réalisées par le partenaire du Groupe, les engagements de réservation de capacités et assimilés représentent les engagements pris sous déduction des provisions éventuellement constatées.

■ Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs immobilisés

Ce poste inclut principalement les commandes d'achat d'immobilisations. Il inclut également l'engagement du Groupe vis à vis des deux Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA - rang 1 et rang 2). Le Groupe s'est engagé à porter sa contribution au FMEA à hauteur d'une enveloppe globale de 204 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, le Groupe a déjà versé 114 millions d'euros dans ce fonds.

■ Engagements de financement

Coopération BMW Peugeot Citroën Electrification

Au 31 décembre 2011, les engagements résiduels de financement du Groupe au titre de cette coopération comprennent des apports complémentaires en capital pour 50 millions d'euros et la mise en place de financement pour 112 millions d'euros.

■ Engagements de location non résiliables

Échéancier		
<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
2011	-	227
2012	241	194
2013	176	144
2014	142	108
2015	113	85
2016	88	77
Années ultérieures	347	267
Total des engagements de location non résiliables	1 107	1 102

Les contrats de locations simples sont contractés dans le cadre de l'activité courante du Groupe et consistent essentiellement en des locations de locaux commerciaux et de matériels de transports. Les termes de ces contrats reflètent les pratiques locales de chaque pays.

■ Engagements de retraite non comptabilisés au bilan

Les engagements de retraite non comptabilisés au bilan correspondent aux écarts actuariels (note 28.1.E) en conformité avec la méthode du corridor (note 1.20) et au coût des services passés.

NOTE 38 - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

38.1. SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Il s'agit des entreprises détenues entre 20 % et 50 % sur lesquelles PSA Peugeot Citroën exerce une influence notable ou un contrôle conjoint, et consolidées selon la méthode de la mise en équivalence (cf. note 1.1.A). Ce sont en majorité des sociétés industrielles et commerciales qui ont pour objet de produire, soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile, soit des véhicules complets.

Les transactions avec les entreprises associées se font sur une base de prix de marché.

Les dettes et créances vis-à-vis des sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	31/12/2010
Prêts à long terme	9	9
Créances d'exploitation	309	258
Dettes d'exploitation	(1 126)	(895)
Crédits à court terme	-	(1)

Les transactions de ventes et d'achats réalisées par le Groupe avec les sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Ventes	1 065	943
Achats	(4 144)	(4 173)

38.2. PARTIES LIÉES AYANT UNE INFLUENCE NOTABLE SUR LE GROUPE

Il n'existe pas d'opération significative conclue avec un membre des organes de Direction ou un actionnaire détenant plus de 5 % du capital de Peugeot S.A.

NOTE 39 - RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Montants des rémunérations allouées		
- aux organes de direction	6.6	10.6
- aux membres du Conseil de Surveillance	1.4	1.1
Total des rémunérations allouées	8.0	11.7
Charge résultant de l'évaluation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions (note 1.21)		
	0.6	1.3
Total	8.6	13.0

La direction du Groupe est assurée par le Directoire.

Les membres du Directoire, avec les autres membres de la direction générale, constituent le Comité de Direction Générale. Les membres de ce Comité constituent les organes de direction du groupe.

Les rémunérations ci-dessus s'entendent hors charges sociales. Le Directoire a souhaité renoncer à la part variable 2011. Les montants des rémunérations, incluant les parts variables, provisionnés pour les autres membres du Comité de Direction Générale sont provisoires.

Les actions gratuites de la société Peugeot S.A. attribuées aux membres des organes de Direction au cours de l'exercice 2010 ainsi que les options d'achat d'actions de cette même société attribuées aux membres des organes de Direction lors des plans consentis antérieurement et qui sont toujours exerçables, sont présentées ci-dessous :

<i>(en nombre d'options)</i>	2011	2010
Options d'achat d'actions détenues à la clôture	372 000	587 000
Attributions 2010 ⁽¹⁾ gratuites d'actions détenues à la clôture (cf. note 26.4)	65 000	65 000

⁽¹⁾ Compte tenu des engagements pris par le Groupe en application des dispositions réglementaires relatives aux conventions passées avec les entreprises bénéficiant du soutien exceptionnel de l'Etat, aucune attribution gratuite d'actions n'a été consentie en 2010 aux membres du Directoire.

Les membres des organes de Direction du Groupe bénéficient du régime de retraite supplémentaire décrit en note 28.1.A.

Par ailleurs, les membres des organes de Direction n'ont bénéficié d'aucun avantage à long terme en dehors du régime de retraite supplémentaire et des attributions gratuites d'actions évoqués ci-dessus, ni d'autres formes de paiements directs en action, ni d'indemnités de fin de contrat en tant que dirigeant.

NOTE 40 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Il n'est survenu, depuis le 31 décembre 2011 et jusqu'au 14 février 2012, date d'examen des comptes par le Conseil de Surveillance, aucun événement susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers, à l'exception des opérations suivantes :

- Le 5 janvier 2012, Banque PSA Finance a émis un emprunt obligataire de 650 millions d'euros à échéance juillet 2014 avec un coupon fixe de 6%. Cette émission a été abondée le 10 janvier 2012 de 50 millions d'euros. Cette souche totalise donc un montant total de 700 millions d'euros.

- Le 1er février 2012, le Groupe a cédé à Enterprise Holdings son activité de location courte durée réalisée par ses filiales CITER et Atesa, en France et en Espagne. Cette opération avait été annoncée le 21 novembre 2011.

Cette transaction va avoir pour effet une réduction de l'endettement net du Groupe de l'ordre de 440 millions d'euros. L'opération a reçu l'avis favorable des comités d'entreprises de PSA Peugeot Citroën et Citer S.A. ainsi que l'approbation de la Commission européenne.

Cette cession n'a pas d'incidence significative sur le résultat et les capitaux propres consolidés. Si cette opération avait été réalisée au 31 décembre 2011, l'endettement net du Groupe serait passée de -3 359 millions d'euros à -2 919 millions d'euros.

- Le 18 janvier 2012, le Groupe a annoncé l'arrêt de son programme d'endurance en sport automobile. Les coûts qui seront supportés en 2012 à la suite de cette décision ne sont pas significatifs.

- Le 14 février 2012, le Conseil de Surveillance a approuvé le principe de la cession de propriétés immobilières du Groupe. Ce même jour, le Conseil de Surveillance a approuvé le principe d'une ouverture du capital de Gefco dont PSA Peugeot Citroën restera un actionnaire stratégique.

Ces projets restent soumis aux procédures de consultation des organes de représentation du personnel.

NOTE 41 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(en millions d'euros)	Mazars		Ernst & Young		PricewaterhouseCoopers	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Audit						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés						
• Emetteur	0.2	0.2	0.3	-	-	0.4
• Filiales intégrées globalement	3.0	2.5	8.9	3.6	2.9	8.4
<i>dont France</i>	1.5	1.4	2.8	0.3	0.8	4.8
<i>dont Etranger</i>	1.5	1.1	6.1	3.3	2.1	3.6
Autres diligences et prestations directement liées à la mission de commissaire aux comptes						
• Emetteur	-	-	-	-	-	-
• Filiales intégrées globalement	-	-	0.1	0.2	0.1	0.3
<i>dont France</i>	-	-	0.1	0.2	0.1	-
<i>dont Etranger</i>	-	-	-	-	-	0.3
Sous total	3.2	2.7	9.3	3.8	3.0	9.1
Dont Faurecia	-	-	4.3	3.8	2.9	2.7
Hors Faurecia	3.2	2.7	5.0	-	0.1	6.4
	100%	100%	100%	100%	91%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement						
Juridiques, fiscales, sociales	-	-	-	-	0.1	-
Autres	-	-	-	-	0.2	-
Sous-total	-	-	-	-	0.3	-
Dont Faurecia	-	-	-	-	-	-
Hors Faurecia	-	-	-	-	0.3	-
					9%	
TOTAL	3.2	2.7	9.3	3.8	3.3	9.1
Dont Faurecia	-	-	4.3	3.8	2.9	2.7
Hors Faurecia	3.2	2.7	5.0	-	0.4	6.4

A compter de l'exercice 2011, les auditeurs du groupe PSA Peugeot Citroën sont Ernst & Young et Mazars. Le groupe Faurecia dispose de ses propres auditeurs, qui sont PricewaterhouseCoopers et Ernst & Young.

Note 42 - LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DECEMBRE 2011

Sociétés	Pays	I/E	% d'intérêt
<u>HOLDING ET AUTRES ACTIVITÉS</u>			
PEUGEOT S.A.	France	I	100
GRANDE ARMÉE PARTICIPATIONS	France	I	100
PSA INTERNATIONAL S.A.	Suisse	I	100
G.I.E. PSA TRESORERIE	France	I	100
FINANCIERE PERGOLESE	France	I	100
D.J. 06	France	I	100
SOCIÉTÉ ANONYME DE REASSURANCE LUXEMBOURGEOISE - SARAL	Luxembourg	I	100
PEUGEOT MOTOCYCLES	France	I	100
PEUGEOT MOTOCYCLES ITALIA S.p.A.	Italie	I	100
PEUGEOT MOTOCYCLES DEUTSCHLAND GmbH	Allemagne	I	100
JINAN QIUGUI PEUGEOT MOTORCYCLES	Chine	E	50
EMOTION	France	I	100
<u>AUTOMOBILE</u>			
PROCESS CONCEPTION INGENIERIE S.A.	France	I	100
PCI do BRASIL Ltda	Brésil	I	100
SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION D'ÉQUIPEMENTS DE MÉCANISATIONS ET DE MACHINES - SCEMM	France	I	100
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES S.A.	France	I	100
PEUGEOT CITROEN SOCHAUX S.N.C.	France	I	100
PEUGEOT CITROEN MULHOUSE S.N.C.	France	I	100
PEUGEOT CITROEN AULNAY S.N.C.	France	I	100
PEUGEOT CITROEN RENNES S.N.C.	France	I	100
PEUGEOT CITROEN POISSY S.N.C.	France	I	100
PEUGEOT CITROEN MECANIQUE DU NORD-OUEST S.N.C.	France	I	100
PEUGEOT CITROEN MECANIQUE DU GRAND EST S.N.C.	France	I	100
SOCIÉTÉ MECANIQUE AUTOMOBILE DE L'EST	France	I	100
MECANIQUE ET ENVIRONNEMENT	France	I	100
SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE VÉHICULES LÉGERS DU NORD - SEVELNORD	France	E	50
SOCIÉTÀ EUROPEA VEICOLI LEGGERI - SEVEL S.p.A.	Italie	E	50
SNC PC.PR	France	I	100
G.I.E. PSA PEUGEOT CITROEN	France	I	100
GISEVEL	France	E	50
SEVELIND	France	E	50
FRANÇAISE DE MECANIQUE	France	E	50
SOCIÉTÉ DE TRANSMISSIONS AUTOMATIQUES	France	E	20
PEUGEOT CITROEN AUTOMOVILES ESPANA S.A.	Espagne	I	100
PSA SERVICES DEUTSCHLAND GmbH	Allemagne	I	100
PSA SERVICES SRL	Italie	I	100
PCMA HOLDING	Pays-Bas	I	70
PCMA AUTOMOTIV RUS	Russie	I	70
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES UK	Royaume Uni	I	100
PEUGEOT CITROEN AUTOMOVEIS	Portugal	I	99
TOYOTA PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES Czech s.r.o.	République Tchèque	E	50
PCA LOGISTIKA CZ	République Tchèque	I	100
PCA SLOVAKIA s.r.o.	Slovaquie	I	100
PEUGEOT CITROEN TRNAVA s.r.o.	Slovaquie	I	100
PEUGEOT CITROEN do BRASIL AUTOMOVEIS Ltda	Brésil	I	100
PEUGEOT CITROEN COMERCIAL EXPORTADORA	Brésil	I	100
PEUGEOT CITROEN UKRAINE	Ukraine	I	100
PEUGEOT CITROEN ARGENTINA S.A.	Argentine	I	100
CISA	Argentine	I	100
DONGFENG PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES CY Ltd	Chine	E	50
WUHAN SHELONG HONGTAI AUTOMOTIVE KO Ltd	Chine	E	10
PCA (CHINA) AUTOMOTIVE DRIVE Co	Chine	I	100
PEUGEOT CITROEN GESTION INTERNATIONAL	Suisse	I	100
AUTOMOBILES PEUGEOT	France	I	100
PEUGEOT MOTOR COMPANY PLC	Royaume Uni	I	100
SOCIÉTÉ COMMERCIALE AUTOMOBILE	France	I	100
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE AUTOMOBILE DE CHAMPAGNE - ARDENNES	France	I	100
PEUGEOT MOTEUR ET SYSTEMES	France	I	100
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE AUTOMOBILE DE PROVENCE	France	I	100
GRANDS GARAGES DU LIMOUSIN	France	I	100
PEUGEOT SAINT DENIS AUTOMOBILES	France	I	100
PEUGEOT NEUILLY VICTOR HUGO	France	I	100
PEUGEOT MEDIA PRODUCTION	France	I	100
PEUGEOT BELGIQUE LUXEMBOURG S.A.	Belgique	I	100

Sociétés	Pays	I/E	% d'intérêt
S.A. PEUGEOT DISTRIBUTION SERVICE N.V.	Belgique	I	100
PEUGEOT NEDERLAND N.V.	Pays-Bas	I	100
PEUGEOT DEUTSCHLAND GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT BAYERN GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT BERLIN BRANDENBURG GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT NIEDERRHEIN GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT MAIN / TAUNUS GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT SUDBADEN GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT HANSE GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT NORDHESSEN GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT HANNOVER GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT RHEINLAND GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT REIN-NECKAR GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT SAARTAL GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT SACHSEN GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT SCHWABEN GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT WESER-EMS GmbH	Allemagne	I	100
PEUGEOT AUTOMOBILI ITALIA S.p.A.	Italie	I	100
PEUGEOT MILAN	Italie	I	100
PEUGEOT GIANICOLO S.p.A.	Italie	I	100
ROBINS & DAY Ltd	Royaume Uni	I	100
BOOMCITE Ltd	Royaume Uni	I	100
ASTON LINE MOTORS Ltd	Royaume Uni	I	100
MELVIN MOTORS (BISHOPBRIGGS) Ltd	Royaume Uni	I	100
WARWICK WRIGHT MOTORS CHISWICK Ltd	Royaume Uni	I	100
ROOTES Ltd	Royaume Uni	I	100
ECONOMYDRIVE CARS	Royaume Uni	I	100
PEUGEOT ESPANA S.A.	Espagne	I	100
HISPANOMOCION S.A.	Espagne	I	100
PEUGEOT PORTUGAL AUTOMOVEIS S.A.	Portugal	I	100
PEUGEOT PORTUGAL AUTOMOVEIS DISTRIBUCAO	Portugal	I	100
PEUGEOT (SUISSE) S.A.	Suisse	I	100
LOWEN GARAGE AG	Suisse	I	97
PEUGEOT AUSTRIA GmbH	Autriche	I	100
PEUGEOT AUTOHAUS GmbH	Autriche	I	100
PEUGEOT CITROEN RUS	Russie	I	100
PEUGEOT POLSKA S.p.z.o.o.	Pologne	I	100
PEUGEOT CESKA REPUBLICA s.r.o.	République Tchèque	I	100
PEUGEOT SLOVAKIA s.r.o.	Slovaquie	I	100
PEUGEOT BRATISLAVA	Slovaquie	I	100
PEUGEOT HUNGARIA Kft	Hongrie	I	100
PEUGEOT SLOVENIJA d.o.o. P.Z.D.A.	Slovénie	I	100
PEUGEOT HRVATSKA d.o.o.	Croatie	I	100
PEUGEOT OTOMOTIV PAZARLAMA AS - POPAS	Turquie	I	100
TEKOTO MOTORLU TASTLAR ISTAMBUL	Turquie	I	100
TEKOTO MOTORLU TASTLAR ANKARA	Turquie	I	100
TEKOTO MOTORLU TASTLAR BURSA	Turquie	I	100
PEUGEOT ALGERIE S.p.A.	Algérie	I	100
STAFIM	Tunisie	E	34
STAFIM - GROS	Tunisie	E	34
PEUGEOT CHILE	Chili	I	97
AUTOMOTORES FRANCO CHILENA S.A.	Chili	I	100
PEUGEOT MEXICO S.A.de CV	Mexique	I	100
SERVICIOS AUTO. FRANCO MEXICANA	Mexique	I	100
PEUGEOT CITROEN JAPAN KK Co Ltd	Japon	I	100
PEUGEOT TOKYO	Japon	I	100
PEUGEOT MOTORS SOUTH AFRICA Ltd	Afrique du Sud	I	100
AUTOMOBILES CITROEN	France	I	100
SABRIE	France	I	100
RNG	France	I	100
PSE AUTOMOBILE	France	I	100
RETAIL France	France	I	100
EPINETTES	France	I	100
SCI LA SOUCHE	France	I	100
SCI TROENE	France	I	100
CAPSA	Chine	E	50
BMW PEUGEOT CITROEN ELECTRIFICATION BV	Pays-Bas	E	50
BMW PEUGEOT CITROEN ELECTRIFICATION GmbH	Allemagne	E	50
BMW PEUGEOT CITROEN ELECTRIFICATION SAS	France	E	50
SOCIETE COMMERCIALE CITROEN	France	I	100
CITROEN CHAMP DE MARS	France	I	100
CITROEN DUNKERQUE	France	I	100

Sociétés	Pays	I/E	% d'intérêt
CITER	France		100
SOCIETE NOUVELLE ARMAND ESCALIER	France		100
CENTRAUTO	France		100
PRINCE S.A.	France		100
CITROEN ARGENTEUIL	France		100
CITROEN ORLEANS	France		100
Cie PICARDE DE LOGISTIQUE AUTOMOBILE	France		100
Sté Cie DISTRIBUTION PIECES DE RECHANDES - SCPR	France		100
CITROEN BELUX S.A. - NV	Belgique		100
CITROEN NEDERLAND B.V.	Pays-Bas		100
CITROEN DEUTSCHLAND AG	Allemagne		100
CITROEN MOTORS Irlande LTD	Irlande		100
CITROEN COMMERCE GmbH	Allemagne		100
CITROEN ITALIA S.p.A.	Italie		100
CITROEN U.K.Ltd	Royaume Uni		100
CITROEN SVERIGE AB	Suède		100
CITROEN DANMARK A/S	Danemark		100
CITROEN NORGE A/S	Norvège		100
CITROEN (SUISSE) S.A.	Suisse		100
CITROEN OSTERREICH GmbH	Autriche		100
AUTOMOVEIS CITROEN S.A.	Portugal		100
AUTOMOVILES CITROEN ESPANA	Espagne		100
COMERCIAL CITROEN S.A.	Espagne		97
AUTOTRANSPORTE TURISTICO ESPANOL S.A. (ATESA)	Espagne		100
GARAJE ELOY GRANOLLERS S.A.	Espagne		99
MOTOR TALAVERA	Espagne		100
RAFAEL FERRIOL S.A.	Espagne		99
CITROEN HUNGARIA Kft	Hongrie		100
CITROEN POLSKA S.p.z.o.o.	Pologne		100
CITROEN SLOVENIJA d.o.o.	Slovénie		100
CITROEN - HRVATSKA d.o.o.	Croatie		100
CITROEN SLOVAKIA s.r.o.	Slovaquie		100
CITROEN CESKA REPUBLICA s.r.o.	République Tchèque		100
CITROEN ROMANIA Srl	Roumanie		100
CITROEN do BRASIL	Brésil		100

ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE

FAURECIA	France		57
FINANCIERE FAURECIA	France		57
SFEA - SOCIÉTÉ FONCIÈRE POUR L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE	France		57
FAURECIA INVESTMENTS	France		57
FAURECIA SERVICES GROUPE	France		57
FAURECIA EXHAUST INTERNATIONAL	France		57
FAURECIA NETHERLANDS HOLDING B.V.	Pays-Bas		57
UNITED PARTS EXHAUST SYSTEMS AB	Suède		57
SOCIETE INTERNATIONALE DE PARTICIPATIONS	Belgique		57
FAURECIA USA HOLDINGS, INC.	USA		57
FAURECIA (CHINA) HOLDING CO. LTD	Chine		57
FAURECIA INFORMATIQUE TUNISIE	Tunisie		57
FAURECIA SIEGES D'AUTOMOBILES	France		57
FAURECIA INDUSTRIES	France		57
FAURECIA AUTOMOTIVE HOLDINGS	France		57
EAK - COMPOSANTS POUR L'AUTOMOBILE (EAK SAS)	France		29
EAK - COMPOSANTS POUR L'AUTOMOBILE (EAK SNC)	France		29
TRECIA	France		57
SIEBRET	France		57
SIEMAR	France		57
SIENOR	France		57
SIETO	France		57
SOTEXO	France		57
SIEDOUBS	France		57
SIELEST	France		57
ECSA - ETUDES ET CONSTRUCTION DE SIEGES POUR L'AUTOMOBILE	France		57
FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE	France		57
FAURECIA AUTOMOTIVE INDUSTRIE	France		57
AUTOMOTIVE SANDOUVILLE	France		57
FAURECIA ADP HOLDING	France		34
FAURECIA JIT Plastique	France		57
FAURECIA AUTOSITZE GmbH	Allemagne		57
FAURECIA AUTOMOTIVE GmbH	Allemagne		57
FAURECIA INNENRAUM SYSTEME GmbH	Allemagne		57

Sociétés	Pays	I/E	% d'intérêt
FAURECIA INDUSTRIE N.V.	Belgique		57
FAURECIA ASIENTOS PARA AUTOMOVIL ESPAÑA, S.A.	Espagne		57
ASIENTOS DE CASTILLA LEON, S.A.	Espagne		57
ASIENTOS DEL NORTE, S.A.	Espagne		57
INDUSTRIAS COUSIN FRERES, S.L.	Espagne		29
TECNOCONFORT	Espagne		29
FAURECIA AUTOMOTIVE ESPAÑA, S.L.	Espagne		57
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS ESPAÑA, S.A.	Espagne		57
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS SALC ESPAÑA, S.L.	Espagne		57
ASIENTOS DE GALICIA, S.L.	Espagne		57
VALENCIA MODULOS DE PUERTA, S.L.	Espagne		57
INCALPLAS, S.L.	Espagne		57
FAURECIA AST Luxembourg S.A	Luxembourg		57
FAURECIA AUTOMOTIVE SEATING B.V.	Pays-Bas		57
FAURECIA - ASSENTOS DE AUTOMOVEL, LIMITADA	Portugal		57
SASAL	Portugal		57
FAURECIA SISTEMAS DE INTERIOR DE PORTUGAL. COMPONENTES PARA AUTOMOVEIS S.A. (Ex SAI POF	Portugal		57
EDA - ESTOFAGEM DE ASSENTOS, LDA,	Portugal		57
FAURECIA AUTOMOTIVE SEATING UK LIMITED	Royaume-Uni		57
FAURECIA MIDLANDS Limited	Royaume-Uni		57
SAI AUTOMOTIVE FRADLEY LTD	Royaume-Uni		57
SAI AUTOMOTIVE WASHINGTON LIMITED	Royaume-Uni		57
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS SWEDEN AB	Suède		57
FAURECIA FOTELE SAMOCHODOWE Sp.Zo.o	Pologne		57
FAURECIA WALBRZYCH Sp.Zo.o	Pologne		57
FAURECIA LEGNICA Sp.Zo.o	Pologne		57
FAURECIA GROJEC R&D CENTER Sp.Zo.o	Pologne		57
FAURECIA GORZOW Sp.Zo.o	Pologne		57
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS BOHEMIA s.r.o.	Rép. Tchèque		57
FAURECIA COMPONENTS PISEK s.r.o.	Rép. Tchèque		57
FAURECIA SEATING TALMACIU S.R.L.	Roumanie		57
EURO AUTO PLASTIC SYSTEMS S.R.L.	Roumanie		29
FAURECIA SLOVAKIA s.r.o.	Slovaquie		57
FAURECIA POLIFLEKS OTOMOTIV SANAYI VE TICARET ANONIM SIRKETI	Turquie		57
FAURECIA AZIN PARS COMPANY	Iran		29
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS SOUTH AFRICA (PTY) LTD	Afrique du Sud		57
AI MANUFACTURERS (PTY) LTD	Afrique du Sud		57
SOCIETE TUNISIENNE D'EQUIPEMENTS D'AUTOMOBILE	Tunisie		57
FAURECIA AUTOMOTIVE SEATING CANADA LTD	Canada		57
FAURECIA AUTOMOTIVE SEATING, INC	USA		57
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS, INC.	USA		57
FAURECIA AUTOMOTIVE DEL URUGUAY	Uruguay		57
FAURECIA ARGENTINA S.A.	Argentine		57
FAURECIA AUTOMOTIVE DO BRASIL LTDA	Brésil		57
FAURECIA SISTEMAS AUTOMOTRICES DE MEXICO, S.A. de C.V. (ex FAURECIA DUROPLAST MEXICO, S.A.	Mexique		57
SERVICIOS CORPORATIVOS DE PERSONAL ESPECIALIZADO, S.A. DE C.V.	Mexique		57
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS MEXICO, S.A. DE C.V.	Mexique		57
CHANGCHUN FAURECIA XUYANG AUTOMOTIVE SEAT CO., LTD (CFXAS)	Chine		34
FAURECIA (CHANGCHUN) AUTOMOTIVE SYSTEMS CO., LTD	Chine		57
FAURECIA- GSK (WUHAN) AUTOMOTIVE SEATING CO., LTD	Chine		29
FAURECIA (WUXI) SEATING COMPONENTS CO., LTD	Chine		57
FAURECIA (SHANGHAI) MANAGEMENT COMPANY, LTD	Chine		57
FAURECIA (SHANGHAI) AUTOMOTIVE SYSTEMS CO., LTD	Chine		57
FAURECIA (WUHAN) AUTOMOTIVE SEATING CO., LTD	Chine		57
FAURECIA (GUANGZHOU) AUTOMOTIVE SYSTEMS CO., LTD	Chine		57
FAURECIA (NANJING) AUTOMOTIVE SYSTEMS CO., LTD	Chine		57
FAURECIA (SHENYANG) AUTOMOTIVE SYSTEMS CO., LTD	Chine		57
FAURECIA (WUHAN) AUTOMOTIVE COMPONENTS SYSTEMS CO., LTD	Chine		57
CHANGCHUN FAURECIA XUANG INTERIOR SYSTEMS COMPANY LIMITED	Chine		34
FAURECIA TRIM KOREA LTD	Corée du Sud		57
FAURECIA AUTOMOTIVE SEATING INDIA PRIVATE LIMITED	Inde		57
FAURECIA JAPAN K.K.	Japon		57
FAURECIA EQUIPEMENTS AUTOMOBILES MAROC	Maroc		57
OOO FAURECIA ADP	Russie		34
OOO FAURECIA AUTOMOTIVE DEVELOPMENT	Russie		57
FAURECIA SHIN SUNG CO. LTD	Corée du Sud		57
FAURECIA SYSTÈMES D'ÉCHAPPEMENT	France		57
FAURECIA BLOC AVANT	France		57
EMCON Technologies France SAS	France		57
FAURECIA-METALLOPRODUKCIA Holding	France		34
FAURECIA ABGASTECHNIK GmbH	Allemagne		57
FAURECIA KUNSTSTOFFE AUTOMOBILSYSTEME GmbH	Allemagne		57

Sociétés	Pays	I/E	% d'intérêt
FAURECIA Angell-Demmel GmbH	Allemagne	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, Germany GmbH	Allemagne	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, Novaferra GmbH	Allemagne	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, Finnentrop GmbH	Allemagne	I	57
FAURECIA EXTERIORS GmbH	Allemagne	I	57
FAURECIA SISTEMAS DE ESCAPE ESPAÑA, S.A.	Espagne	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, Pampelona, S.L.	Espagne	I	57
FAURECIA AUTOMOTIVE EXTERIORS ESPANA, S.A. (Ex Plastal Spain S.A.)	Espagne	I	57
FAURECIA - SISTEMAS DE ESCAPE PORTUGAL, LDA	Portugal	I	57
FAURECIA EXHAUST SYSTEMS AB	Suède	I	57
Faurecia Magyarország Kipufogo-rendszer Kft	Hongrie	I	57
FAURECIA EXHAUST SYSTEMS S.R.O.	République Tchèque	I	57
FAURECIA AUTOMOTIVE CZECH REPUBLIC, s.r.o.	République Tchèque	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, Mlada Boleslav, s.r.o.	République Tchèque	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, UK Limited	Royaume-Uni	I	57
FAURECIA EXHAUST SYSTEMS SOUTH AFRICA LTD	Afrique du Sud	I	57
Emission Control Technologies Holdings S.A. (Pty) Ltd	Afrique du Sud	I	57
Emission Control Technologies S.A. (Ga-Rankuwa) (Pty) Ltd	Afrique du Sud	I	57
Emission Control Technologies S.A. (CapeTown) (Pty) Ltd	Afrique du Sud	I	57
FAURECIA EXHAUST SYSTEMS, INC.	USA	I	57
Faurecia Emissions Control Technologies, USA, LLC	USA	I	57
FAURECIA SISTEMAS DE ESCAPE ARGENTINA S.A.	Argentine	I	57
Faurecia Emissions Control Technologies, Cordoba	Argentine	I	57
FAURECIA SISTEMAS DE ESCAPAMENTO DO BRASIL LTDA	Brésil	I	57
Faurecia Emissions Control Technologies, Limeira	Brésil	I	57
Faurecia Exhaust Mexicana, S.A. de C.V.	Mexique	I	57
Exhaust Services Mexicana, S.A. de C.V.	Mexique	I	57
ET Mexico Holdings I, S. de R.L.de C.V.	Mexique	I	57
ET Mexico Holdings II, S. de R.L.de C.V.	Mexique	I	57
FAURECIA HONGHU EXHAUST SYSTEMS SHANGHAI, Co. Ltd (ex SHEESC)	Chine	I	29
FAURECIA TONGDA EXHAUST SYSTEM (WUHAN) CO., LTD	Chine	I	29
FAURECIA EXHAUST SYSTEMS CHANGCHUN CO., LTD	Chine	I	29
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES DEVELOPMENT (SHANGHAI) COMPANY LTD	Chine	I	57
FAURECIA (QINGDAO) EXHAUST SYSTEMS CO, Ltd	Chine	I	57
FAURECIA (WUHU) EXHAUST SYSTEMS CO, LTD	Chine	I	57
FAURECIA TECHNOLOGY CENTER INDIA PVT Ltd	Inde	I	57
YUTAKA AUTOPARTS PUNE PRIVATE LIMITED	Inde	I	42
FAURECIA INTERIORS LOUISVILLE INC	Etats-Unis	I	57
CHONGQING GUANGNENG FAURECIA INTERIOR SYST	Chine	I	29
FAURECIA MADISON AUTOMOTIVE SEATING INC	Etats-Unis	I	57
XIANGTAN FAURECIA. LIMIN INTERIOR & EXTERIOR SYSTEMS	Chine	E	29
ZEJIANG FAURECIA. LIMIN INTERIOR & EXTERIOR SYSTEMS	Chine	E	29
CHENGDU FAURECIA. LIMIN INTERIOR & EXTERIOR SYSTEMS	Chine	E	29
FAURECIA AUTOMOTIVE SEATING KOREA	Corée	I	57
LANZHOU FAURECIA LIMIN INTERIOR & EXTERIOR SYSTEMS CO.	Chine	E	29
CHANGCHUN HUAXIANG F.A. PLASTIC	Chine	E	29
JINAN FAURECIA LIMIN INTERIOR & EXTERIOR SYSTEMS CO.	Chine	E	29
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES CONSULTING (Shanghai) Co., Ltd	Chine	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, (Shanghai) Co., Ltd	Chine	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, (Chongqing) Co., Ltd	Chine	I	41
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, (Yantai) Co., Ltd	Chine	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, Chengdu	Chine	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL SYSTEMS KOREA (ex DAEKI)	Corée du Sud	I	57
FAURECIA JIT AND SEQUENCING KOREA	Corée du Sud	I	57
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS THAILAND CO., LTD.	Thaïlande	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, Thailand Co., Ltd	Thaïlande	I	57
ET (BARBADOS) HOLDINGS SRL	Barbades	I	57
EMCON Technologies Canada ULC	Canada	I	57
EMCON Technologies Kft	Hongrie	I	57
Faurecia Emissions Control Technologies, India Private Limited	Inde	I	42
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, Italy SRL	Italie	I	57
ET Dutch Holdings Cooperatie U.A.	Pays-Bas	I	57
ET Dutch Holding BV	Pays-Bas	I	57
ET Dutch Holding II BV	Pays-Bas	I	57
FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES, Netherlands B.V.	Pays-Bas	I	57
OOO FAURECIA METALLOPRODUKCIA EXHAUST SYSTEMS	Russie	I	34
COMPONENTES DE VEHICULOS DE GALICIA, S.A.	Espagne	E	29
COPO IBERICA, S.A.	Espagne	E	29
VANPRO ASSENTOS LIMITADA	Portugal	E	29
ARSED, PODJETJE ZA PROIZVODNJO IN TRZENJE KOVINSKE OPREME (ARSED Doo)	Slovénie	E	29
TEKNIK MALZEME Ticaret Ve Sanayi A.S.	Turquie	E	29
ORCIA OTOMOTIV Yan Sanayi Ve Ticaret Anonim Sirketi	Turquie	E	29

Sociétés	Pays	I/E	% d'intérêt
KWANG JIN FAURECIA Co. Limited	Corée	E	29
FAURECIA-NHK Co., Ltd	Japon	E	29
SAS AUTOMOTIVE France	France	E	29
COCKPIT AUTOMOTIVE SYSTEMS DOUAI SNC	France	E	29
SAS AUTOSYSTEMTECHNIK VERWALTUNGS GmbH	Allemagne	E	29
SAS AUTOSYSTEMTECHNIK GmbH und Co. KG	Allemagne	E	29
SAS Automotive N.V.	Belgique	E	29
SAS Autosystemstechnik, S.A.	Espagne	E	29
SAS Autosystemtechnik de Portugal, Unipessoal, Lda.	Portugal	E	29
SAS AUTOMOTIVE LIMITED	Royaume Uni	E	29
SAS Autosystemtechnik s.r.o.	Rép. Tchèque	E	29
SAS Automotive s.r.o	Slovaquie	E	29
SAS Automotive RSA (Pty) Ltd	Afrique du Sud	E	29
SAS Automotive Do Brasil Ltda	Brésil	E	29
SAS Automotive Systems S.A. de C.V.	Mexique	E	29
SAS Automotive Systems & Services, S.A. DE C.V.	Mexique	E	29
SAS Automotive USA, inc.	USA	E	29
SAS Automotriz Argentina S.A. (dormant company)	Argentine	E	29
AD Tech Co Ltd	Corée du Sud	E	29
FAURECIA (YANCHENG) AUTOMOTIVE SYSTEMS CO LTD	Chine	I	57
FAURECIA EXTERIORS ARGENTINA	Argentine	I	57
SAS Autosystemtechnik Zwickau GmbH & Co. KG, Zwickau	Allemagne	E	29
SAS (Wuhu) Automotive Systems Co. Ltd, Wuhu City, China	Chine	E	29
SAS Otosistem Teknik Ticaret ve Limited Şirketi	Turquie	E	29
TRANSPORT ET LOGISTIQUE			
ARCESE MERCURIO SLOVENSKO S.R.O.	Slovaquie	I	70
ALGAI	Russie	I	51
BSM TRANSPORTES S.R.L.	Argentine	E	23
GEFCO	France	I	100
GEFCO BENELUX S.A.	Belgique	I	100
GEFCO DEUTSCHLAND GmbH	Allemagne	I	100
GEFCO SUISSE S.A.	Suisse	I	99
GEFCO OSTERREICH GmbH	Autriche	I	100
GEFCO ITALIA S.p.A.	Italie	I	100
GEFCO U.K. Ltd	Royaume Uni	I	100
GEFCO ESPANA S.A.	Espagne	I	100
GEFCO PORTUGAL TRANSITARIOS Ltd	Portugal	I	100
GEFCO BALTIC	Lettonie	I	100
GEFCO UKRAINE	Ukraine	I	100
GEFCO POLSKA Sp. z.o.o.	Pologne	I	100
GEFCO CIESKA REPUBLICA s.r.o.	République Tchèque	I	100
GEFCO SLOVAKIA s.r.o.	Slovaquie	I	100
GEFCO ROMANIA	Roumanie	I	100
GEFCO HONGRIE	Hongrie	I	100
GEFCO PREVOZNIŠTVO IN LOGISTICA	Slovénie	I	100
GEFCO TASIMACILIK VE LOJISTIK AS	Turquie	I	100
GEFCO TUNISIE	Tunisie	E	50
GEFCO MAROC	Maroc	I	100
GEFCO PARTICIPACOES Ltda	Brésil	I	100
GEFCO DO BRASIL Ltda	Brésil	I	100
GEFCO ARGENTINA S.A.	Argentine	I	100
GRANAT	Russie	I	100
GRUPPO MERCURIO S.P.A.	Italie	I	70
GEFCO CHILE SA	Chili	I	100
GEFCO INTERNATIONAL LOGISTICS CHINA CO. Ltd	Chine	I	100
GEFCO HONG KONG	Chine	I	100
LLC GEFCO (CIS)	Russie	I	100
MERCURIO DEUTSCHLAND GmbH	Allemagne	I	70
MERCURIO BENELUX B.V.	Pays-Bas	I	100
MERCURIO France SAS	France	I	70
MERCURIO PALLIA LOGISTICS PRIVATE LIMITED	Inde	I	51
MERCURIO PALLIA AUTOWORKS PRIVATE LIMITED (Détenue a 100 % par Mercurio Palia Logistics)	Inde	I	100
PRZEDSIĘBIORSTWO SPEDYCYJNO-TRANSPORTOWE TRANSPOLAND Sp. Zo. O.	Pologne	E	28

Sociétés	Pays	I/E	% d'intérêt
<u>FINANCEMENT ET ASSURANCES</u>			
BANQUE PSA FINANCE	France	I	100
PSA ASSURANCES SAS	France	I	100
SOCIETE FINANCIERE DE BANQUE - SOFIB	France	I	100
SOFIRA - SOCIETE DE FINANCEMENT DES RESEAUX AUTOMOBILES	France	I	100
SOCIETE NOUVELLE DE DEVELOPPEMENT AUTOMOBILE - SNDA	France	I	100
SAS FINANCIERE GREFFHULE	France	I	100
COMPAGNIE GENERALE DE CREDIT AUX PARTICULIERS - CREDIPAR	France	I	100
COMPAGNIE POUR LA LOCATION DE VEHICULES - CLV	France	I	100
PSA FINANCE BELUX	Belgique	I	100
PSA FINANCE SCS	Luxembourg	I	100
PSA FINANCE NEDERLAND B.V.	Pays-Bas	I	100
PSA FINANCIAL HOLDING B.V.	Pays-Bas	I	100
PEUGEOT FINANCE INTERNATIONAL N.V.	Pays-Bas	I	100
FCC AUTO ABS - Compartiment locatif 2006.01	France	I	100
FCC AUTO ABS - Compartiment 2007.01	France	I	100
FCC AUTO ABS - Compartiment 2008.01	Allemagne	I	100
FCC AUTO ABS - Compartiment 2011.01	France	I	100
FCT AUTO ABS - Compartiment 2010-1	France	I	100
FCT Auto ABS German loans - Compartiment 2011-2 - 5815	Allemagne	I	100
PSA FACTOR ITALIA S.p.A.	Italie	I	100
PSA RENTING ITALIA S.p.A.	Italie	I	100
SPV AUTO ITALY 2007	Italie	I	100
PSA WHOLESALE Ltd	Royaume Uni	I	100
VERNON WHOLESALE INVESTMENTS CO Ltd	Royaume Uni	I	100
PSA FINANCE SUISSE S.A.	Suisse	I	100
PSA GESTAO COMERCIO E ALUGER DE VEICULOS	Portugal	I	100
PSA FINANCE POLSKA	Pologne	I	100
PSA FINANCE HUNGARIA Rt	Hongrie	I	100
PSA FINANCE CESKA REPUBLIKA s.r.o.	République Tchèque	I	100
PSA FINANCE SLOVAKIA s.r.o.	Slovaquie	I	100
BPF FINANCIRANJE D.o.o.	Slovénie	I	50
PSA SERVICES LTD	Malte	I	100
PSA LIFE INSURANCE LTD	Malte	I	100
PSA INSURANCE LTD	Malte	I	100
BPF ALGERIE	Algérie	I	100
BPF PAZARLAMA A.H.A.S.	Turquie	I	100
BANCO PSA FINANCE BRASIL S.A.	Brésil	I	100
PSA FINANCE ARRENDAMIENTO COMERCIAL	Brésil	I	100
PSA FINANCE ARGENTINA S.A.	Argentine	I	50
BPF MEXICO S.A. DE CV	Mexique	I	100
PSA FINANCIAL Doo	Croatie	I	100
BANK PSA FINANCE RUS	Russie	I	100
FOND D'INVESTISSEMENT EN DROITS DE CREANCES	Brésil	I	100
DONGFENG PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILE FINANCE COMPANY	Chine	E	75
Dont 12,5% via Dongfeng Peugeot Citroën Automobile			

Conception & réalisation  Labrador +33 (0)1 53 06 30 80

Ce document a été imprimé en France par un imprimeur certifié Imprim'Vert sur un papier recyclable, exempt de chlore élémentaire, certifié PEFC, à base de pâtes provenant de forêts gérées durablement sur un plan environnemental, économique et social.



PEUGEOT S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 234 049 344 euros.
Siège social : 75, avenue de la Grande-Armée
75116 Paris - France
R.C.S. Paris B 552 100 554 - Siret 552 100 554 00021
Tél. : + 33 (0)1 40 66 55 11 - Fax : + 33 (0)1 40 66 54 14
www.psa-peugeot-citroen.com